

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

La nation anglo-allemande de l'Université de Paris pendant la domination
anglo-bourguignonne (1418-1436)

par

Sébastien Drolet

Histoire

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de maîtrise en
histoire

Décembre 2006

© Sébastien Drolet, 2006



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La nation anglo-allemande de l'Université de Paris pendant la domination
anglo-bourguignonne (1418-1436)

présenté par :
Sébastien Drolet

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Pietro Boglioni, président-rapporteur
Serge Lusignan, directeur de recherche
Lyse Roy, membre du jury

29 MAR. 2007

Résumé

Ce mémoire retrace les effets de la domination anglo-bourguignonne (1418-1436) sur la vie et les activités des étudiants étrangers de l'Université de Paris, qui, au Moyen Âge, étaient regroupés au sein de la nation anglo-allemande. Ceux-ci évitèrent Paris pendant cette époque troublée de l'histoire française, particulièrement lorsque la conjoncture socio-économique parisienne était difficile. Il fallut en fait attendre l'accalmie consécutive à la trêve de Tours, conclue entre les Anglais et Charles VII en 1444, pour que les étrangers recommencent à fréquenter le *studium*. Les effectifs de la nation varièrent également en fonction de l'origine des étudiants. Les *scolares* originaires de royaumes hostiles aux Anglais, tels les Écossais, désertèrent Paris à partir de 1420. D'autres, les Scandinaves notamment, profitèrent au contraire du bon fonctionnement des réseaux de communications pour continuer à fréquenter Paris presque sans interruption entre 1418 et 1436.

Au manque d'étudiants se juxtaposa une pénurie de maîtres. Ainsi la nation, qui se réunit moins souvent pendant les années anglo-bourguignones, dut parfois enfreindre ses statuts pour élire ses officiers et aider financièrement ses membres afin d'assurer son bon fonctionnement comme corporation. Au plan politique, la nation fut favorable à l'arrivée des Bourguignons à Paris. Elle essaya également, dans les années 1420, de tirer profit de ses origines anglaises pour obtenir la faveur de la royauté anglaise. Or, affaiblie économiquement par un manque chronique de maîtres et d'étudiants, elle ne parvint jamais à s'imposer politiquement, ni sur une base individuelle, ni au sein de l'Université.

Mots-clés : Moyen Âge, xv^e siècle, Paris, Université de Paris, nation anglo-allemande, domination anglo-bourguignonne, mobilité étudiante, histoire politique

Abstract

This thesis retraces the Anglo-Burgundian Regime's (1418-1436) effects on the life and activities of the foreign students enrolled at the University of Paris and grouped in what was known in the Middle Ages as the Anglo-German Nation. They tended to avoid Paris throughout this troubled period in French history, particularly during socio-economic downturns. In fact, most foreigners would only return to the *studium* during the period of calm which followed the Truce of Tours, concluded in 1444 between the English and Charles VII, though numbers within the Nation varied according to the students' places of origin. Indeed, students from kingdoms hostile to the English – such as the Scottish – deserted Paris as early as 1420. Others – Scandinavians, for instance – benefited from the strong channels of communication, ensuring their continued and virtually uninterrupted presence in Paris between 1418 and 1436.

To the shortage of pupils there was an added shortage of masters. So much so that it was sometimes necessary for the Nation – which met less often during the Anglo-Burgundian years – to break with its statutes in order to elect officials and to help finance them. Only by doing so could its corporation be kept in good working order. On the political front, the nation was in favor of the Bourguignons' arrival in Paris, going so far as to try to gain the English royalty's favor during the 1420s by playing up its English origins. Weakened economically from a chronic shortage of students and masters, it never did manage to impose itself – be it politically, individually, or on any level within the University.

Keywords : Middle Ages, 15th century, Paris, University of Paris, English-German Nation, Anglo-Burgundian Regime, student migration, political history

Table des matières

RÉSUMÉ.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLE DES MATIÈRES.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VII
LISTE DES CARTES ET DES GRAPHIQUES.....	VIII
REMERCIEMENTS	IX
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : CONTEXTE HISTORIQUE ET ÉTAT DE LA QUESTION.....	6
A LA GUERRE DE CENT ANS ET PARIS ANGLO-BOURGUIGNON.....	6
1. <i>Évolution politique du conflit : la France anglaise</i>	6
2. <i>« Afflictions, ruines et desolacions (...) de ceste bonne ville de Paris »</i>	10
B L'UNIVERSITÉ DE PARIS ET LA NATION ANGLO-ALLEMANDE.....	15
1. <i>L'Université de Paris : bilan historiographique</i>	16
2. <i>La nation anglo-allemande : « Scholares de natione nostra sunt de diversis mundi partibus »</i>	25
CHAPITRE II : L'ÉVOLUTION QUANTITATIVE DU RECRUTEMENT DE LA NATION ANGLO-ALLEMANDE (1417-1446).....	32
A LE RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS : SOURCES ET MÉTHODES	32
B UNE NATION AUX EFFECTIFS RÉDUITS.....	39
1. <i>L'arrivée de Jean Sans Peur (1417-1420)</i>	42
2. <i>Le redressement des années 1426-1428</i>	43
3. <i>Le temps des difficultés (1429-1444)</i>	45
C LE NOMBRE DE GRADES OBTENUS.....	48
CONCLUSION.....	49
CHAPITRE III : L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES ÉTUDIANTS DE LA NATION ANGLO-ALLEMANDE (1417-1446).....	51
A L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES ÉTUDIANTS : TYPOLOGIE ET RÉSULTATS	52
B LA ZONE BRITANNIQUE : LES FACTEURS POLITIQUES	58
C LA ZONE BALTIQUE/SCANDINAVE : LES RÉSEAUX DE COMMUNICATION.....	61
CONCLUSION.....	70
CHAPITRE IV : LES PROBLÈMES ACADÉMIQUES ET POLITIQUES DE LA NATION ANGLO-ALLEMANDE (1418-1444).....	72
A LES DÉLIBÉRATIONS DE LA NATION ANGLO-ALLEMANDE	73
1. <i>La fréquence des réunions : typologie, méthode, et résultats</i>	74
2. <i>Une nation fonctionnelle</i>	78

B LES AFFAIRES ACADÉMIQUES DE LA NATION : LES OFFICIERS	81
C LA NATION ANGLO-ALLEMANDE ET LES AFFAIRES POLITIQUES	86
1. <i>Les événements politiques dans les réunions de la nation</i>	86
2. <i>La nation anglo-allemande privilégiée?</i>	90
CONCLUSION	97
CONCLUSION	98
BIBLIOGRAPHIE	XI

Liste des tableaux

Tableau 1 : Le nombre de grades décernés (1417-1446)	40
Tableau 2 : Les étudiants gradués admis par la nation (1445-1449).....	47
Tableau 3 : La répartition géographique des bacheliers (1417-1446).....	55
Tableau 4 : La répartition géographique des bacheliers selon le <i>Liber procuratorum</i> et le <i>Liber receptorum</i>	56
Tableau 5 : La proportion de bacheliers des cinq zones de la nation anglo-allemande	57
Tableau 6 : Le nombre de réunions de la nation anglo-allemande (1407-1452)	78
Tableau 7 : Le nombre de maîtres à Paris (1424-1443).....	81
Tableau 8 : Les <i>notae</i> dans le <i>Livre des procureurs</i> (1418-1436)	87
Tableau 9 : Les sujets à caractère politique dans les assemblées de la nation anglo- allemande (1418-1436)	90

Liste des cartes et des graphiques

Carte 1 : Les cinq zones de la nation anglo-allemande.....	53
Carte 2 : Les villes hanséatiques (XIV ^e -XV ^e siècles).....	62
Carte 3 : Expansion du commerce hanséatique.....	63
Graphique 1 : Le nombre de réunions et de bacheliers (1407-1452).....	80

Remerciements

Je tiens d'abord à remercier Serge Lusignan, mon directeur, à qui je dois beaucoup trop pour tout énumérer ici. Sa passion, son professionnalisme, son écoute, ses conseils et sa gentillesse m'ont aidé tout au long de la maîtrise. Il m'a appris à faire et surtout à *aimer* faire de l'histoire. Merci infiniment.

Je suis également reconnaissant envers le Département d'histoire et la Faculté des Études supérieures de l'Université de Montréal, les Fonds de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Leur soutien financier m'a permis de me consacrer à temps plein à ma maîtrise.

Je ne peux non plus oublier monsieur Pierre Letarte, professeur d'histoire et de géographie au CÉGEP de Trois-Rivières. Il m'a transmis sa passion pour l'histoire il y a déjà près d'une dizaine d'années. Je remercie également monsieur Pietro Boglioni qui, lors d'une de ses présentations si savoureuses, m'a fait découvrir les universités médiévales.

Je pense également à tous mes amis qui ont su accepter ma vie d'ermite et mon stress incessant. Avec eux, j'ai souvent pu oublier un instant mes soucis de « maitrisard » autour d'un pichet de rousse. Parmi eux, je suis particulièrement reconnaissant envers Sonya, qui a partagé avec moi chacune des étapes de la maîtrise et qui m'a écouté dans les mauvais comme dans les bons moments. Je lui souhaite bonne chance pour le doc. Je remercie enfin Marie-Lyne Jolicoeur, qui a gentiment relu ce mémoire.

Ma gratitude va aussi à mes parents, Lyne et Daniel, à qui je dois mon existence (!) et tout le reste. Je ne serais pas où je suis maintenant sans leur appui. Je leur voue une admiration sans bornes. Je remercie aussi ma sœur, ma très chère sœur, avec qui j'ai

partagé mon toit pendant une bonne partie de cette maîtrise. Je lui souhaite le meilleur, elle qui s'engage dans cette voie.

Enfin, je dois remercier celle qui plus que tout autre a souffert de cette maîtrise, ma copine Roseline. Sans son aide, tant intellectuelle qu'émotive, je ne serais sans doute jamais parvenu à terminer ce mémoire sain d'esprit. Puisse-t-elle m'endurer également pour le doctorat!

Introduction

L'histoire des universités médiévales constitue, depuis la publication de l'ouvrage fondateur de Jacques Le Goff, *Les intellectuels au Moyen Âge*¹, un des champs de l'histoire sociale et politique. Armés des travaux d'édition effectués par leurs prédécesseurs, les historiens ont produit une historiographie très abondante, embrassant la plupart des questions relatives aux *studia* médiévaux. Bref, le terrain ne manque aujourd'hui ni de balises méthodologiques, ni de sources, ni de littérature. Par son importance dans l'histoire et les sources qu'elle nous a laissées, l'Université de Paris occupe, en France du moins, une place centrale dans l'historiographie, si bien que nous avons parfois l'impression qu'il reste peu à dire sur l'histoire de l'institution. Pourtant, un examen attentif des sources et de la bibliographie révèle que le sujet gagne encore à être étudié.

C'est le cas notamment du *xv^e* siècle, où le *studium* affronta une des crises les plus profondes de son histoire. La guerre de Cent Ans atteignit alors un point critique. Le roi

¹ Jacques Le Goff, *Les intellectuels au Moyen Âge*, Paris, Seuil, 1957, 192 p.

anglais, Henri V, tira avantage de la querelle entre les Armagnacs et les Bourguignons pour s'immiscer dans la politique française. Grâce à l'appui du duc de Bourgogne, Jean Sans Peur, qui contrôlait Paris depuis 1418, le monarque anglais parvint à s'approprier la couronne française en 1420. Paris fut sous le contrôle anglais jusqu'à ce que Charles VII reprenne la ville en 1436. Les historiens nomment aujourd'hui « domination anglo-bourguignonne » cette phase de la guerre de Cent Ans.

Les travaux de Serge Lusignan², Jacques Verger³ et Laurent Tournier⁴ ont décrit, parce qu'ils s'intéressaient à l'histoire politique du *studium*, la réaction de l'Université face au gouvernement anglo-bourguignon. Par contre, nous connaissons moins bien les répercussions de la présence de ce gouvernement sur les corporations de l'Université. Nous voulons, dans le cadre restreint de ce mémoire de maîtrise, étudier cette question.

Les sources concernant l'Université de Paris comportent cependant des lacunes considérables. Ces dernières ont défini et modelé notre objet. De toutes les corporations de l'Université, seule la nation anglo-allemande, qui regroupait la majorité des étudiants étrangers à Paris, nous a laissé un corpus documentaire suffisant pour analyser l'effet de la domination anglo-bourguignonne sur le *studium*. Le *Livre des procureurs*, qui contient les délibérations de la nation, et le *Livre des receveurs*⁵, où les maîtres tenaient les comptes de la corporation, sont presque ininterrompus entre les années 1333 et 1452. La nation

² Serge Lusignan, " *Vérité garde le Roy* ". *La construction d'une identité universitaire en France (XIII^e-XV^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, 332 p.

³ Jacques Verger, « The University of Paris at the End of the Hundred Year's War », dans Jacques Verger, *Les universités françaises au Moyen Âge*, New York, E.J. Brill, 1995, p. 198-227.

⁴ Laurent Tournier, *L'Université de Paris dans les événements politiques du royaume de France*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Reims Champagne-Ardenne, 2000, 555 p.

⁵ Les deux sont édités dans Émile Châtelain, Heinrich Denifle et al., eds. *Auctarium chartularii Universitatis Parisiensis*, Paris, H. Didier, 1935-1964, 6 tomes. Nous utiliserons l'abréviation *ACUP* (avec le numéro du tome et de la colonne pour les références) pour désigner cet ouvrage.

anglo-allemande et ses étudiants ont donc constitué le cadre central de notre enquête. Loin de limiter notre recherche, le choix de nous pencher sur les étudiants étrangers a suscité des questionnements qui s'inscrivent dans le champ plus large de l'histoire de la *peregrinatio academica* médiévale.

Préférant une analyse en profondeur à une étude qui ne fait que survoler son objet, nous avons volontairement écarté certaines questions de notre propos. Notre perspective de recherche s'appuyant d'abord sur l'histoire politique et sociale nous avons exclu de notre enquête l'analyse des doctrines et de l'enseignement ainsi que l'histoire économique de la nation.

Le cadre temporel découle quant à lui tant de l'histoire politique que de l'historiographie. L'abondante bibliographie concernant l'Université et la nation anglo-allemande rendait inutile une étude préalable de leur histoire sur la longue durée. Ainsi nous nous sommes concentrés exclusivement sur la domination anglo-bourguignonne, c'est-à-dire sur les années 1418-1436. Il faut cependant spécifier que le poids de la conjoncture socio-économique parisienne, l'évolution de la guerre de Cent Ans et la durée des études universitaires nous ont souvent encouragés à outrepasser cette aire chronologique. Nous en expliquerons les raisons aux chapitres concernés.

Toutes ces considérations prises en compte, nous pouvons reformuler, dans un souci de clarté, la question qui a présidé à toute notre recherche, soit : quelles furent les répercussions de la domination anglo-bourguignonne (1418-1436) sur les étudiants étrangers et la corporation qui les unissait à l'Université de Paris, la nation anglo-allemande ?

Avant d'aborder le problème qui nous intéresse, il convient, dans un premier chapitre, de baliser notre terrain d'enquête tant au point de vue historique qu'historiographique. Nous rappellerons d'abord, sous forme de synthèse, l'histoire de la domination anglo-bourguignonne et la conjoncture socio-économique parisienne d'alors. Puis, nous présenterons, en nous appuyant sur une revue de l'historiographie, l'Université de Paris et la nation anglo-allemande.

Les deuxième et troisième chapitres seront consacrés au recrutement de la nation. Les historiens ont déjà démontré que la nation souffrit gravement de la domination anglo-bourguignonne : très peu d'étudiants fréquentèrent alors le *studium*. Nous examinerons les modalités de cette désertion. En nous basant sur les listes de gradués⁶ du *Livre des procureurs*, nous retracerons d'abord les fluctuations des effectifs de la nation pour tenter de les interpréter en regard de l'évolution des événements durant la domination anglo-bourguignonne (chapitre II). Nous étudierons ensuite, en nous inspirant des travaux de Mineo Tanaka⁷, l'origine géographique des étudiants de la nation (chapitre III). Nous croyons que, selon leurs territoires d'origine, les étrangers ne vécurent pas de la même façon le gouvernement anglo-bourguignon.

Le dernier chapitre (chapitre IV) portera sur les préoccupations académiques et politiques de la nation. Les moyens déployés par les maîtres pour maintenir et garantir les activités de la corporation seront d'abord analysés en regard de la fréquence des réunions

⁶ L'adjectif « diplômé » doit être mis de côté pour les universités médiévales, celles-ci n'émettant pas de diplômes. Pour cette raison, le lecteur voudra bien pardonner à l'auteur l'utilisation du calque anglais « gradué », qui reflète mieux la réalité de l'époque.

⁷ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande de l'Université Paris à la fin du Moyen Âge*, Paris, Aux amateurs de livres, 1990, 304 p.

de la nation et de la nomination de ses officiers. Nous nous pencherons ensuite sur l'implication politique de la nation. Ses origines anglaises et son aire de recrutement, qui jouxtait, au nord de l'Europe, les territoires bourguignons, nous incitent à penser qu'elle accueillit favorablement le gouvernement anglo-bourguignon et qu'elle tenta d'en retirer certains avantages. L'analyse des délibérations de la nation nous permettra d'en juger.

Depuis le XII^e siècle, Paris avait été un centre scolaire de premier plan, dont le pouvoir d'attraction se ressentait jusqu'aux confins de l'Europe latine. Ce pouvoir fut parfois bousculé par les vicissitudes politiques et socio-économiques de la ville dans laquelle s'insérait le *studium*. Ce sont les effets de ces aléas de l'histoire sur le rayonnement international de l'Université qui font l'objet de ce projet de mémoire.

Chapitre I : Contexte historique et état de la question

Avant d'étudier les effets de la domination anglo-bourguignonne sur la nation anglo-allemande, il convient de se familiariser avec cette période troublée de l'histoire du royaume français. Nous résumerons donc brièvement les moments politiques importants des années 1418-1436. Étant donné que Paris constitue le cadre spatial de notre enquête, nous évoquerons ensuite les effets de la présence anglo-bourguignonne sur cette ville. Enfin, nous présenterons l'Université de Paris et la nation anglo-allemande au travers d'un survol historiographique.

A La guerre de Cent Ans et Paris anglo-bourguignon

1. Évolution politique du conflit : la France anglaise

La domination anglaise à Paris (1420-1436) s'inscrit dans l'histoire d'une guerre extérieure, la guerre de Cent Ans, mais également à l'intérieur d'un affrontement entre les

grands du royaume français. En effet, depuis 1392, des crises de folie intermittentes accablaient le monarque, Charles VI. La faiblesse du roi attisa les luttes pour le contrôle du pouvoir. Deux factions virent rapidement le jour : les Armagnacs et les Bourguignons. Nous ne pouvons rappeler ici ni les conflits qui impliquèrent les deux familles et leurs alliés entre 1404 et 1418¹, ni l'histoire de la guerre de Cent Ans². Tout au plus, nous pouvons évoquer le récit des événements de la période 1418-1436, délimitée par le retour de Jean Sans Peur à Paris et la reprise de la ville par Charles VII.

En mai 1418, le duc de Bourgogne Jean Sans Peur, qui avait fui Paris en raison des troubles engendrés par l'ordonnance cabochienne de 1413, profita des difficultés des Armagnacs depuis la défaite d'Azincourt (1415) et de l'insatisfaction des Parisiens pour reprendre le contrôle de la ville. Le dauphin, fils du roi et futur Charles VII, s'exila à Bourges, où il se déclara régent du royaume. Quelques mois plus tard, il s'installa à Poitiers et y créa un pouvoir parallèle doté, notamment, d'un Parlement³. Les avancées anglaises – Henri V s'assura du contrôle de la Normandie à l'été 1419 – inquiétaient tant le dauphin que le duc de Bourgogne : il fallait tenter un accord. Une première rencontre prometteuse à Pouilly-le-Fort (juillet 1419) laissa entrevoir un rapprochement entre les deux parties. Une seconde réunion prit toutefois fin brusquement à Montereau en septembre 1419 : un membre de l'entourage du dauphin assassina Jean Sans Peur, à qui on reprochait de sympathiser avec les Anglais. Une alliance entre Bourguignons et Armagnacs étant alors

¹ Voir Jacques d'Avout, *La querelle des Armagnacs et des Bourguignons*, Paris, Gallimard, 1943, 431 p.

² Voir entre autres Christopher Allmand, *La guerre de Cent Ans*, Paris, Payot, 1989, 282 p. et Jean Favier, *La guerre de Cent Ans*, Paris, Fayard, 1980, 678 p.

³ Voir notamment Gaston Dodu, « Le Roi de Bourges, ou dix-neuf ans de la vie de Charles VII », *Revue Historique*, 159 (1928), p.38-78, et Roger G. Little, *The « Parlement » of Poitiers*, London, Royal Historical Society, 1984, 248 p.

devenue impossible, le nouveau duc de Bourgogne, Philippe le Bon, se tourna vers le roi anglais, Henri V.

Le 21 mai 1420, les partis parvinrent à un accord qui déboucha sur le traité de Troyes⁴, le plus important du genre depuis celui de Brétigny en 1360. Le traité stipulait que la couronne française resterait entre les mains de Charles VI jusqu'à sa mort et reviendrait ensuite à Henri V, avec un principe de « double monarchie » : l'unification était dynastique et personnelle, les deux royaumes conservant leur identité juridique et administrative⁵. Un mariage entre Henri V et Catherine, fille de Charles VI, vint sceller et légitimer l'entente.

Le traité aggrava toutefois les divisions au sein de la noblesse française. Les Armagnacs estimaient que le trône revenait au descendant direct de Charles VI, le dauphin Charles. Pour assurer la survie du traité de Troyes, Henri V savait qu'il devait éliminer ce « soi-disant » dauphin, qui contrôlait alors le centre et l'ouest du royaume. Les Français ne connurent ainsi aucun répit : les combats se poursuivirent.

La mort du roi anglais en août 1422 et celle de Charles VI, en octobre de la même année, précipitèrent les événements. Le nouveau monarque, Henri VI, âgé de seulement huit mois, ne pouvait pas gouverner. Le duc de Bedford, son oncle, s'imposa comme régent officiel du royaume français. Il souhaitait poursuivre les conquêtes du roi défunt, son frère. En 1427, il prit le Maine et l'Anjou. Les Anglais furent néanmoins brusquement arrêtés, en mai 1429, lorsqu'ils durent abandonner le siège d'Orléans, devant une armée française menée par Jeanne D'Arc. Les Anglais ne parvinrent ensuite jamais à reprendre de façon

⁴ Le texte du traité a été édité par Eugène Cosneau, éd., *Les grands traités de la guerre de Cent Ans*, Paris, Picard, 1889, p. 102-115.

⁵ Christopher Allmand, *La guerre de Cent Ans...*, p. 54.

décisive le contrôle des hostilités. Inspirées par la Pucelle, les troupes du dauphin accumulèrent les victoires si bien qu'en juillet, Charles VII se fit sacrer roi à Reims. Conscient de l'importance symbolique de l'acte, le duc de Bedford organisa le sacre de Henri VI deux ans plus tard. Or, un couronnement à Paris, présidé par un évêque anglais, ne manqua pas de semer le doute chez les Français.

La situation n'évoluant plus sur les champs de bataille depuis 1431, Bourguignons, Armagnacs et Anglais se rencontrèrent, à Arras en 1435, pour trouver un terrain d'entente. L'alliance anglo-bourguignonne s'étant détériorée depuis quelques années⁶, le duc de Bourgogne renia le traité de Troyes, rompit les relations avec la couronne anglaise et s'allia à Charles VII⁷. Les Anglais se retrouvaient sans allié important en territoire français et leurs ressources financières s'amenuisaient. Ils perdirent Harfleur et Dieppe en 1435. Le connétable de Richemont, agissant au nom de Charles VII, reprit finalement Paris le 13 avril 1436. Il fallut encore cinq ans aux troupes françaises pour contrôler le pays parisien (on ne gagna Pontoise qu'en 1441) et dix-sept ans avant que la guerre de Cent Ans ne s'achevât, sans même que les contemporains ne s'en rendent réellement compte, avec la prise de Bordeaux, le 19 octobre 1453. Cette guerre, à cheval entre le vieil ordre féodal et l'émergence de l'État national, modifia considérablement le visage de la France. Elle eut des répercussions sur tous les ordres du royaume, sur toutes ses corporations, sur toutes ses villes, à commencer par Paris, le plus grand centre économique et politique de la France médiévale.

⁶ Voir à ce sujet Charles Arthur J. Armstrong, « La double monarchie France-Angleterre et la maison de Bourgogne. Le déclin d'une alliance, 1420-35 », *Annales de Bourgogne*, 37 (1965), p. 104 et suiv.

⁷ Pour le texte du traité d'Arras, voir Eugène Cosneau, éd., *Les grands traités...*, p. 116 et suiv.

2. « Afflictions, ruines et desolacions (...) de ceste bonne ville de Paris »

L'histoire de Paris pendant la domination anglo-bourguignonne ne manque heureusement ni de sources éditées, ni d'historiens. Auguste Longnon publie, dès 1878, 176 actes issus du registre de la chancellerie de France (donations, lettres de rémission, etc.), rédigés entre 1420 et 1436⁸. Les journaux du Bourgeois de Paris et du greffier du Parlement, Clément de Fauquembergue⁹, renferment quant à eux non seulement une multitude de renseignements factuels que les documents officiels ne fournissent pas, mais encore ils constituent des témoignages essentiels pour jauger le moral ainsi que les réactions de la population parisienne face aux tumultes de la première moitié du xv^e siècle en France.

Les historiens ont consacré plusieurs ouvrages à cette période. En 1964, Guy Fourquin publie *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Âge*¹⁰, qui porte un regard juste sur l'influence de la domination anglo-bourguignonne sur l'économie parisienne. Concernant l'aspect politique et les relations entre Français et Anglais, il faut se référer à *Paris and it's People under English Rule*¹¹ de l'Anglais Guy Llewelyn Thompson ainsi qu'à un article de Jean Favier, « Occupation ou connivence? Les Anglais à Paris

⁸ Auguste Longnon, éd., *Paris pendant la domination anglaise (1420-1436) : documents extraits des registres de la Chancellerie de France*, Paris, H. Champion, 1878, 374 p. Pour le Parlement de Paris, il faut ajouter Christopher Allmand et Charles Arthur J. Armstrong, eds., *English Suits Before the Parlement of Paris 1420-1436*, Londres, Royal Historical Society, 1982, 328 p.

⁹ Alexandre Tuetey, éd., *Journal d'un bourgeois de Paris (1405-1449)*, Paris, H. Champion, 1881, 415 p. et, du même éditeur, *Journal de Clément de Fauquembergue, greffier du Parlement de Paris, 1417-1435*, Paris, Renouard, 1903-1915, 3 vol.

¹⁰ Guy Fourquin, *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Âge : du milieu du XIII^e siècle au début du XVI^e siècle*, Paris, PUF, 1964, 585 p.

¹¹ Llewelyn Thompson, *Paris and its People under English Rule. The Anglo-Burgundian Regime, 1420-1436*, Oxford, Clarendon Press, 1991, 276 p.

(1420-1436) »¹². Enfin, l'*Histoire de Paris au XV^e siècle*, du même Jean Favier, permet d'envisager le contexte socio-économique parisien de l'époque¹³.

Lorsqu'ils s'attardent à la conjoncture parisienne des années 1418-1436, les contemporains et les historiens s'entendent sur un point : Paris était au bord du gouffre. L'exode des Armagnacs en 1418, mais aussi les combats, les nombreuses disettes (pratiquement incessantes entre 1417 et 1422 puis entre 1429 et 1433) et les épidémies¹⁴ affectèrent considérablement la démographie parisienne. Entre les années 1380-1400 et le début de la domination anglo-bourguignonne, la ville perdit ainsi environ la moitié de ses habitants¹⁵.

Cette baisse démographique engendra plusieurs difficultés économiques. Le commerce était en chute libre (la foire du Lendit fut même interrompue entre 1418 et 1426), les dévaluations monétaires se succédaient à un rythme effréné et les combats près de la ville rendaient difficile son approvisionnement. Jusqu'au traité de Troyes, Paris fut le plus souvent isolé de la Normandie, un partenaire commercial essentiel. Par la suite, la

¹² Jean Favier, « Occupation ou connivence? Les Anglais à Paris (1420-1436) », dans Jacques Paviot, et Jacques Verger, éd., *Guerre, pouvoir et noblesse au Moyen Âge : Mélanges en l'honneur de Philippe Contamine*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000, p. 239-260.

¹³ Jean Favier, *Nouvelle histoire de Paris*, vol. 4 : *Paris au XV^e siècle, 1380-1500*, Paris, Hachette, 1974, 486 p. Il faut en outre se méfier de l'ouvrage d'Emmanuel Bourassin, *La France anglaise, 1415-1453 : chronique d'une occupation*, Paris, Tallandier, 1981, 320 p. Nous ne pouvons ici faire un survol complet de la littérature concernant la domination anglo-bourguignonne à Paris. À notre connaissance, la meilleure bibliographie sur le sujet se trouve dans Llewelyn Thompson, *Paris and its People...*, p. 247-262. Pour une bonne compréhension de l'évolution historiographique de la France anglaise en général, se référer à Philippe Contamine, « La France anglaise au XV^e siècle. Mirage ou réalité ? » dans *Actes du 111e Congrès national des sociétés savantes (Poitiers, 1986), Section d'histoire médiévale et de philologie*, Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1988, t. 1, p. 17-29.

¹⁴ Favier, *Nouvelle histoire de Paris...*, p. 297-298. Il faut dire que les vicissitudes du climat affligent souvent la région durant ces années. Une peste particulièrement meurtrière s'abat sur la ville en 1418, puis une fièvre maligne en 1421 et la variole en 1422 et en 1433. Le Bourgeois de Paris ne manque d'ailleurs pas de souligner l'intensité des fléaux. Alexandre Tuetey, éd., *Journal d'un bourgeois...*, p. 175, 213, 280 et 283.

¹⁵ Jean Favier, *Nouvelle histoire de Paris...*, p. 60-61.

route demeura incertaine en raison des hostilités qui se poursuivaient entre les armées du roi anglais et celles du dauphin. Les autres « grands axes du commerce d'approvisionnement », Pontoise, Compiègne et Orléans, subissaient le même sort¹⁶. Le pillage et le brigandage, qui se généralisèrent pendant un temps, amplifièrent les difficultés¹⁷.

Ces soubresauts dans la campagne parisienne effrayèrent évidemment les paysans, qui tentèrent de se réfugier dans les villes fortifiées. À en croire le Bourgeois de Paris : « a dix lieues autour de Paris ne demouroit au villaige nulle personne que aux bonnes villes »¹⁸. Les terres furent abandonnées, le blé se raréfia de plus en plus et les prix grimpèrent^{18a}. Il fallut attendre le milieu des années 1440 avant que l'approvisionnement parisien et les coûts des ressources essentielles (blé, mais aussi vin, poisson et bois) ne reviennent à la normale en Île-de-France¹⁹.

La cherté se conjugua à une pression fiscale constante qui accablait toute la population parisienne. La poursuite des combats força en effet le duc de Bedford à imposer de multiples taxes. Nous ne pouvons ici dresser un inventaire des ponctions effectuées pendant la domination anglo-bourguignonne²⁰, mais il faut se rappeler qu'une taxe accompagna chaque campagne militaire entreprise par le gouvernement anglais. L'arrivée de Charles VII ne changea rien : l'argent lui manquait tout autant que son opposant.

¹⁶ Jean Favier, *Nouvelle histoire de Paris...*, p. 295.

¹⁷ Guy Fourquin, *Les campagnes de la région parisienne...*, p. 320.

¹⁸ Alexandre Tuetey, éd., *Journal d'un bourgeois...*, p. 136.

^{18a} Jean Favier soutient que « les prix nominaux des grains furent multiplié par vingt ou quarante, parfois soixante » entre 1410 et 1420. *Nouvelle histoire de Paris...*, p. 290-291.

¹⁹ Jean Favier, *Ibid.*, p. 298-299.

²⁰ Llewelyn Thompson, *Paris and its People...*, p. 27-31. Pour les impôts, voir l'étude de Jean Favier, *Les contribuables parisiens à la fin de la guerre de Cent Ans, les rôles d'impôt de 1421, 1423 et 1438*, Genève/Paris, Droz, 1970, 373 p.

Ces problèmes économiques et démographiques se répercutèrent avec force sur le domaine foncier, comme le note avec précision Jean Favier :

Les loyers sont impayés, ou comptés en monnaie dévaluée. Les maisons ne se vendent plus, et les patrimoines immobiliers ne sont plus entretenus [...]. Certains propriétaires, qui doivent toujours le cens et les rentes dont sont grevées leurs maisons mais ne perçoivent plus les loyers, vendent ou déguerpissent²¹.

Le Bourgeois disait quant à lui qu' « on eust trouvé à Paris de maisons vuydes et croisées saines et entieres plus de xxiii milliers où nulli n'habitoit »²². Si cette estimation paraît exagérée, elle révèle l'ampleur de la crise.

Les troubles socio-économiques freinèrent considérablement l'activité des institutions parisiennes. Le Parlement de Paris fut l'un des premiers touchés. Tout au long de la domination anglo-bourguignonne, il multiplia les menaces de grève. On ne payait plus les présidents ni les conseillers et les retards s'accumulaient. En octobre 1430, Clément de Fauquembergue explique que les trois chambres du Parlement se réunirent « pour avoir advis et deliberacions sur la poursuite du paiement des gaiges desdis presidens conseillers et officiers dudit Parlement, dont le Roys devoit les arrerages d'iceulz gaiges de deux ans derrain passez ou environ »²³. Il ne faut donc pas s'étonner, si l'on tient compte en plus de l'exode des Armagnacs, qu'il ne restât plus que 21 présidents et conseillers en 1435, c'est-à-dire moins du quart des 90 parlementaires siégeant à l'arrivée de Jean Sans Peur à Paris en 1418²⁴.

²¹ Jean Favier, « Occupation ou connivence... », p. 245.

²² Alexandre Tuetey, éd., *Journal d'un bourgeois...*, p. 192.

²³ Alexandre Tuetey, éd., *Journal de Clément de Fauquembergue...*, t. 2, p. 364.

²⁴ Jean Favier, « Occupation ou connivence?... », p. 254.

Le chapitre de Notre-Dame subit tout autant la crise. L'arrivée de Jean Sans Peur à Paris provoqua la fuite de nombreux chanoines; il n'en restait qu'une dizaine à la fin de 1418²⁵. Si le chapitre put d'abord résister à l'alliance anglo-bourguignonne, notamment en soutenant avec succès la candidature de Jean Courtecuisse à la tête de l'évêché de Paris, il dut rapidement se résoudre à accepter les volontés de Henri V puis du duc de Bedford²⁶. En outre, les désastres de la guerre autour de Paris amputèrent gravement les revenus du chapitre qui tenta, sans grand succès, de s'opposer aux nombreuses demandes de subsides faites par la monarchie anglaise.

Et qu'en fut-il de la présence anglaise à Paris? Les Anglais contrôlèrent-ils les leviers politiques et administratifs de la ville? Tout indique que non. En fait, il y eut tout au plus 300 Anglais à Paris dans les années 1420 et ce nombre s'éleva à peine à 2000 en 1436²⁷. Le Parlement, les Comptes et le Châtelet restèrent français. Il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer l'accueil favorable dont profita Henri V à son arrivée à Paris. Nous pouvons difficilement soutenir que la ville fit l'objet d'une domination; l'historien utilise cette expression faute de mieux. Il faudrait plutôt, selon l'expression heureuse de Jean Favier, parler d'une « connivence », sans laquelle le pouvoir anglais n'aurait pu gouverner Paris pendant près de seize ans²⁸.

Somme toute, la domination anglo-bourguignonne fut une période sombre pour Paris. En 1420, ses habitants — que ce soit le menu peuple, les membres du Parlement ou

²⁵ Georges Grasseoreille, « Histoire politique du chapitre de Notre-Dame pendant la domination anglaise », *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France*, IX (1882), p. 112.

²⁶ *Ibid.*, p. 116 et *passim*.

²⁷ *Ibid.*, p. 246 et suiv. Cet article a inspiré tout ce paragraphe.

²⁸ Nous conserverons pourtant l'expression « domination anglo-bourguignonne », qui est communément utilisée par les historiens.

encore le clergé – acceptèrent le traité de Troyes sans trop maugréer. Ils souhaitaient la paix et le retour au calme, quel que soit le souverain : « Mais plus affectée que toute autre ville par les soubresauts des dernières années, Paris [était] lasse des massacres. Du notable à l'artisan, le Parisien [préférait] donc une paix avec l'Anglais à une guerre avec des Français »²⁹. Cette paix devait permettre, du moins dans l'esprit du contemporain, d'assurer la survie de l'approvisionnement parisien, qui était pour une bonne part orienté vers le nord du royaume³⁰. Malheureusement, les espoirs se dissipèrent rapidement : la situation resta inchangée et s'envenima même par moment, en 1421 notamment. Il ne faut donc pas s'étonner de voir les Parisiens accueillir favorablement Charles VII en 1436. Essoufflés par la guerre, les disettes et les fléaux, ils n'exigeaient que ce qu'ils avaient déjà réclamé à grands cris à la fin de l'insurrection cabochienne, la paix. Dans sa langue, l'Université de Paris tint le même discours par l'entremise de l'un de ses maîtres les plus célèbres, Jean Gerson : *Veniat Pax*.

B L'Université de Paris et la nation anglo-allemande

Cette introduction au contexte politique et socio-économique entourant notre recherche ne saurait être complète sans une présentation de l'Université de Paris et de la nation anglo-allemande. Nous évoquerons donc brièvement, au moyen d'une revue de

²⁹ Jean Favier, « Occupation ou connivence ?... », p. 242.

³⁰ *Ibid.*

l'historiographie, leur fonctionnement et dresserons un portrait des relations qu'elles entretenaient avec les pouvoirs politiques.

1. L'Université de Paris : bilan historiographique

a) De l'histoire institutionnelle à l'histoire sociale

Plusieurs raisons nous incitent à amorcer notre survol historiographique de l'histoire de l'Université de Paris à partir de 1860. D'abord, il faut considérer les ouvrages antérieurs à cette époque comme des sources plutôt que des études historiques³¹. Jacques Verger ne manque d'ailleurs pas de souligner que « [l'historiographie] conserva pendant longtemps, jusqu'au XVIII^e siècle, voire au XIX^e siècle, une bonne part des légendes médiévales d'origine » et qu'« elle n'était, à proprement parler, ni dans ses méthodes ni dans ses visées, une historiographie scientifique »³². En outre, les informations pertinentes que contiennent ces travaux ont déjà été filtrées maintes fois par d'autres historiens.

En revanche, les études postérieures au milieu du XIX^e siècle méritent notre attention puisqu'elles témoignent d'un renouvellement historiographique. Bien que le huitième centenaire de la fondation de l'Université de Bologne n'y soit pas étranger, la renaissance de l'université moderne catalyse ce renouveau : « c'est parce que les nouvelles universités

³¹ Permettons-nous néanmoins de mentionner ici les ouvrages de César Égasse Du Boulay, *Historia Universitatis Parisiensis a Carolo Magno ad nostra tempora*, Paris, F. Noel et P. de Bresche, 1665-1673, 6 vol., et, du même auteur, *Recueil des privilèges de l'Université de Paris accordez par les rois depuis sa fondation jusqu'à Louis le Grand, XIV^e du nom*, Paris, C. Thiboust, 1674, 291 p. Pour les autres travaux, il faudra se référer à Hastings Rashdall, *The Universities of Europe in the Middle Ages*, v. 1 : *Salerno, Bologna, Paris*, Oxford, Clarendon Press, 1936 [1895], p. 269. Voir également Jacques Verger, *L'essor des universités au XIII^e siècle*, Paris, Éditions du Cerf, 1997, p. 14 et Simonne Guenée et Jacques Monfrin, *Bibliographie de l'histoire des universités françaises des origines à la Révolution*, Paris, Picard, 1981, 566 p.

³² Jacques Verger, *L'essor des universités.....*, p. 13.

croyaient trouver dans leurs ancêtres médiévales le paradigme des valeurs de liberté et de désintéressement intellectuel qu'elles entendaient promouvoir qu'elles se sont préoccupées d'en écrire l'histoire »³³.

L'historiographie de cette période présente ainsi deux caractéristiques principales. D'une part, elle se concentre sur l'édition de sources ainsi que sur l'histoire institutionnelle et doctrinale. D'autre part, les historiens y envisagent l'Université de Paris en vase clos, c'est-à-dire qu'ils ne la réinsèrent que rarement dans la société qui l'avait fait naître. Lorsque c'est le cas, l'analyse porte surtout sur les relations officielles que le *studium* entretenait avec la papauté et, dans une moindre mesure, le pouvoir royal.

En ce qui concerne l'édition de sources, nous devons à Heinrich Denifle et Émile Châtelain la publication, entre 1889-1897, du *Chartularium Universitatis Parisiensis*³⁴. Cet ouvrage monumental regroupe les statuts et privilèges de l'Université, mais aussi « des textes relatifs aux controverses doctrinales et des actes de la pratique illustrant la vie quotidienne de l'université (documents fiscaux, comptables et judiciaires, etc.) »³⁵. Le *Chartularium* se veut en fait autant une raison qu'une conséquence de l'essor de l'histoire de l'Université de Paris. S'il constitue encore aujourd'hui la base de toute étude vouée à ce sujet, il faut aussi tenir compte du recueil de Charles Jourdain, *Index chronologicus chartarum pertinentium ad historiam Universitatis Parisiensis ab ejus originibus ad finem*

³³ *Ibid.*, p. 15.

³⁴ Émile Châtelain et Heinrich Denifle, eds., *Chartularium Universitatis Parisiensis (CUP)*, Paris, 1894-1964, 4 vol. Nous utiliserons l'abréviation *CUP* pour ce travail (avec le numéro du tome et celui de l'acte pour les références).

³⁵ Jacques Verger, *L'essor des universités...*, p. 17.

decimi sexti saeculi, qui contient certains documents oubliés par les auteurs du *Chartularium*³⁶.

Également lancé par Denifle et Châtelain, *l'Auctarium Chartularii Universitatis Parisiensis*³⁷, en six volumes, renferme quant à lui les livres des procureurs de trois nations parisiennes³⁸ ainsi que le *Livre des receveurs* de la nation anglo-allemande. Nous y trouvons donc la source sur laquelle se basent nos recherches, le *Liber procuratorum nationis anglicanae*. Le procureur y consignait les délibérations de la nation. Étant donné la place centrale qu'occupe le *Livre des procureurs* dans notre étude, nous en ferons une description détaillée aux chapitres II et IV³⁹.

Quant à la recherche historique proprement dite, elle s'est développée en deux voies : les études doctrinales, qui n'intéressent pas notre propos, et l'histoire institutionnelle, qui vise à éclairer le fonctionnement de l'Université. L'ouvrage majeur de la période, *The Universities of Europe in the Middle Ages*⁴⁰, a été écrit par l'Anglais Hastings Rashdall, dont l'étude de l'Université de Paris se base sur les travaux de Denifle et Châtelain. Spécifions cependant que les historiens préfèrent l'édition de 1936, enrichie par Powicke et Emden, à celle de Rashdall, datant de 1895. Ce travail de grande ampleur constitue la première somme des savoirs sur l'histoire des universités médiévales. Rashdall, à l'opposé de plusieurs de ses contemporains, déborde l'histoire institutionnelle pour

³⁶ Charles Jourdain, *Index chronologicus chartarum pertinentium ad historiam Universitatis Parisiensis ab ejus originibus ad finem decimi sexti saeculi*, Paris, Hachette, 1862, 433 p. L'ouvrage de César Égasse Du Boulay, *Historia Universitatis Parisiensis*..., édite également des sources aujourd'hui perdues ou oubliées par Denifle et Châtelain.

³⁷ Émile Châtelain, Heinrich Denifle *et al.*, *ACUP*, déjà cité.

³⁸ Il y avait quatre nations à Paris, mais seulement trois livres des procureurs nous sont parvenus.

³⁹ Voir *infra*, p. 35 et 87.

⁴⁰ Hastings Rashdall, *The Universities of Europe*..., déjà cité.

toucher les sujets les plus divers. Il est d'ailleurs étonnant de constater que cet historien, au style parfois subjectif, effleure à maintes reprises des problématiques qui ne seront réellement étudiées qu'avec l'insertion de l'histoire des universités dans l'histoire sociale. Il aborde par exemple le rôle politique de l'université et l'industrie du livre. Malgré certaines lacunes, l'originalité et l'étendue de l'œuvre en font encore aujourd'hui un ouvrage essentiel permettant une compréhension globale du phénomène universitaire médiéval⁴¹.

Sous l'impulsion de l'école des Annales, les années soixante amènent de l'air frais à l'historiographie des universités⁴². Comme le note Jacques Verger, « l'histoire de l'éducation au Moyen Âge est donc sortie du ghetto de l'histoire des doctrines savantes pour entrer de plain-pied dans le vaste champ de l'histoire sociale »⁴³. Cette approche suppose de nouveaux thèmes certes, mais également de nouvelles méthodes d'investigation.

Empruntant en amont la prosopographie des antiquisants et en aval les méthodes quantitatives des modernistes, les historiens délaissent l'histoire institutionnelle et doctrinale pour centrer leurs recherches sur les problèmes relatifs au cadre socio-économique dans lequel s'inséraient les universités. Désormais, on les perçoit comme des institutions étroitement intégrées à leur société. Ce nouveau point de vue implique

⁴¹ Il faut toutefois le confronter à une synthèse plus récente, publiée sous la direction de Hilde de Ridder-Symoens, *A History of the University in Europe*, vol. 1 : *Universities in the Middle Ages*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 506 p. Pour la France voir Jacques Verger, *Histoire des universités en France*, Toulouse, Privat, 1986, 432 p. qui est à préférer à l'ouvrage pionnier, mais vieillissant de Stephen D'Irsay, *Histoire des universités françaises et étrangères des origines à nos jours*. v. 1 : *Moyen Âge et Renaissance*, Paris, Picard, 1933, 372 p.

⁴² L'article précurseur de Sven Stelling-Michaud, « L'histoire des universités au Moyen Âge et à la Renaissance au cours des 25 dernières années », dans Comité international des sciences historiques, *Rapports du XI^e Congrès international des Sciences historiques*, vol.1, Stockholm, Almqvist & Wiksell, 1960, p. 97-143 trace les grandes orientations de cette nouvelle historiographie.

⁴³ Jacques Verger, « Tendances actuelles de la recherche sur l'histoire de l'éducation en France (XII^e-XV^e siècles) », *Histoire de l'éducation*, 6 (1980), p. 9.

l'utilisation de sources beaucoup plus variées que celles publiées par Châtelain et Denifle : on s'intéresse dorénavant aux registres notariaux, aux procès du Parlement de Paris ou encore aux matricules d'étudiants. *Universities in the Middle Ages*⁴⁴, un collectif édité par Hilde de Ridder-Symoens, constitue sans aucun doute l'exemple le plus représentatif de cette démarche. L'ouvrage embrasse pratiquement tous les aspects des universités médiévales, du fonctionnement institutionnel au statut social des étudiants, en passant par le contenu de l'enseignement et les relations entre le *studium* et les différents pouvoirs.

En France, cette historiographie a un nom, Jacques Verger. Si une revue de ses publications n'entre pas dans le cadre de ce travail⁴⁵, il faut néanmoins mentionner que ce chercheur est, depuis plus de trente ans, un des chefs de file de l'histoire des universités françaises. Des recherches sur ces dernières passent inévitablement par la connaissance de sa bibliographie, qui offre une vision globale du sujet.

b) L'Université de Paris et le pouvoir royal

Notre sujet impose de regarder de plus près les travaux concernant les relations que l'Université entretenait avec le pouvoir royal. Comme elle devait une partie de son existence aux privilèges qu'elle tenait du roi⁴⁶, la succession des régimes l'obligea à réagir

⁴⁴ Hilde de Ridder-Symoens, *A History of the University...*, déjà cité.

⁴⁵ Pour un aperçu de ses publications voir Simonne Guinée et Jacques Monfrin. *Bibliographie de l'histoire des universités...*, déjà cité.

⁴⁶ Sur ce point, voir Pearl Kibre, *Scholarly Privileges in the Middle Ages. The Rights, Privileges and Immunities of Scholars and Universities at Bologna, Padua, Paris and Oxford*, Cambridge USA, Mediaeval Academy of America, 1962, 446 p.

rapidement aux événements. En outre, l'Université faisait partie intégrante de la ville : « Si dans ses fondements elle demeurait une institution sans attache durable, en fait, par ses nations et ses collèges, par l'intégration réussie de ses étudiants et de ses maîtres dans la ville, elle était si bien implantée à Paris que, désormais, elle en partageait les vicissitudes »⁴⁷. Enfin, l'Université participait, depuis le Grand Schisme, activement aux débats politiques et religieux du royaume. Celle-ci ne pouvait donc pas demeurer insensible à la présence anglo-bourguignonne. Pour comprendre comment le *studium* parisien réagit, nous passerons en revue les travaux de Jacques Verger et de Serge Lusignan.

Dans son article « *The University of Paris at the End of the Hundred Year's War* »⁴⁸, Jacques Verger, après avoir retracé l'implication politique de l'Université pour la période 1418-1450, tente de dégager et d'interpréter ses objectifs politiques. Selon lui, l'Université de Paris appuya tous les régimes, que ce soit l'épisode bourguignon de 1418-1420, la double monarchie entre 1420 et 1436 ou encore le retour de Charles VII en 1436. Ce comportement nécessite cependant une analyse plus poussée puisque les motivations des universitaires parisiens différaient parfois de celles des autres habitants de la ville.

L'auteur soutient que le but premier de l'Université résida dans la conservation de ses privilèges. Elle s'en assura à plusieurs reprises en s'adressant directement au roi ou par l'entremise de procès devant le Parlement de Paris⁴⁹. Cet objectif s'explique aisément puisque « *we must remember that in the Middle Ages the privileges of the university or any similar corporation were not special advantages but were the very conditions of existence : they*

⁴⁷ Chantal Dupille, *Les Enragés du XV^e siècle. Les étudiants au Moyen Âge*, Paris, Éditions du Cerf, 1969, p. 135.

⁴⁸ Jacques Verger, « The University of Paris... », déjà cité.

⁴⁹ Voir *infra*, p. 24.

were what made such body autonomous, with their own rules and rights »⁵⁰. Ainsi, avant d'intervenir dans la conjoncture politique, les universitaires protégèrent leur institution.

L'influence de l'Université de Paris sur les événements resta toutefois, selon l'auteur, très limitée. Si le *studium* donna son avis, collectivement ou individuellement, c'est qu'il en fut souvent sommé par les monarques. Il parvenait cependant à influencer l'opinion publique – les maîtres s'adonnaient beaucoup à la prédication – et c'est probablement l'une des raisons qui poussa Jean Sans Peur, le duc de Bedford et Charles VII à accepter de confirmer ses privilèges.

Jacques Verger croit que ce rôle minime découle du fait que l'Université était détachée de la réalité politique. Elle s'ancrait dans une vision bipolaire de la société : d'une part, l'espace universitaire, la rive gauche, cadre principal de la vie des maîtres et des étudiants et d'autre part, la Chrétienté. Ce point de vue empêcha les universitaires d'être attentifs à l'aspect politique des événements ainsi qu'à l'émergence d'une conception de l'État national.

À l'instar des autres Parisiens, les universitaires désiraient la paix, que ce soit à l'intérieur de la double monarchie ou d'un royaume redevenu français avec Charles VII. Plusieurs facteurs motivèrent cette volonté. Ancrés dans une vision religieuse de leur société, les maîtres ne pouvaient concevoir un conflit entre Chrétiens. De plus, le climat de guerre bouleversait souvent le cours des études sur la rive gauche. Enfin, les soubresauts politiques influencèrent négativement les revenus que les maîtres et étudiants tiraient des bénéfices. À ce sujet, le nord de la France constituait une source financière considérable. La

⁵⁰ Jacques Verger, « The University of Paris... », p. 210.

décision de soutenir Henri V devient alors plus compréhensible, d'autant plus qu'insensible à l'apparition du sentiment national, l'Université ne voyait pas les problèmes pratiques inhérents à l'application du traité de Troyes. Quant au changement d'allégeance vers Charles VII, il s'explique aussi par le désir de la paix et la volonté de conserver ses privilèges. À cela, ajoutons que les universitaires parisiens acceptèrent très mal la fondation de l'Université de Caen par le duc de Bedford en 1432 (qui ne vit vraiment le jour qu'en 1436)⁵¹.

À cette étude de Jacques Verger, il faut rattacher les recherches plus récentes de Serge Lusignan, publiées sous le nom « *Vérité garde le Roy* », *La construction d'une identité universitaire en France (XII^e-XV^e siècle)*⁵². Bien que l'ouvrage survole une période beaucoup plus large que celle de la domination anglaise à Paris et qu'il englobe tous les *studia* français, il fournit des renseignements essentiels au sujet des relations qu'elles entretenaient avec le pouvoir royal. De plus, l'auteur nuance les propos de Verger et prouve l'importance de l'Université dans l'ordre politique français. Nous concentrerons ici notre analyse sur l'Université de Paris.

Comme le titre l'indique, Serge Lusignan explique comment le *studium* parisien développa une identité propre au sein de la société française aux XIV^e et XV^e siècles. Celle-ci s'élabora selon plusieurs modalités. D'abord, un recours constant au Parlement lui permit d'affirmer et de consolider ses privilèges, le *jus non trahi* et la sauvegarde royale entre autres. Les interventions ponctuelles du procureur du roi montrent d'ailleurs que

⁵¹ Lyse Roy, *L'université de Caen aux XV^e et XVI^e siècles. Identité et représentation*, Leyde, E.J. Brill, 2006, 314 p.

⁵² Serge Lusignan, « *Vérité garde le Roy* ». *La construction d'une identité...*, déjà cité.

l'autorité royale, jusqu'au milieu des années 1420, fut favorable à l'Université, mais que les relations se durcirent par la suite. Le recours au Parlement ne signifia pourtant pas qu'elle y fût assujettie. L'auteur explique que le *studium* démontra, entre autres par les appels au roi lors de conflits, une volonté d'autonomie. Or, si la présence de l'Université de Paris au Parlement permit aux universitaires d'affirmer leur identité et de l'étendre à l'espace géographique français, elle aida tout autant le pouvoir royal à s'immiscer dans le fonctionnement interne du *studium*.

Plus intéressant pour notre propos, le Parlement constituait également l'un des endroits privilégiés où les universitaires pouvaient influencer le cours des événements politiques. L'Université se percevait comme une conseillère et en vint à jouer un rôle certain sur l'échiquier politique parisien et français. Dès le début du xv^e siècle, elle participa, le plus souvent par l'entremise de ses maîtres en théologie, à tous les débats qui ponctuaient la vie politique parisienne : l'assassinat du duc Louis d'Orléans, mais aussi les négociations qui entourèrent la paix de Pontoise et le traité de Troyes, où elle fit valoir ses idées avec succès. L'auteur mentionne d'ailleurs que : « l'appui de l'Université devenait indispensable dans les conflits d'idées, alors que l'opinion publique et les mouvements de foule pouvaient contribuer au triomphe ou à la défaite d'une cause, comme c'était le cas lors de la querelle des Bourguignons et des Armagnacs ou du Grand Schisme »⁵³. Serge Lusignan semble donc conférer un rôle politique plus important à l'Université de Paris, notamment en raison de son influence sur l'opinion publique, réalité à laquelle Jacques Verger est beaucoup moins sensible. Ce rôle politique se traduisit concrètement par une

⁵³ *Ibid.*, p. 197.

place privilégiée dans les cérémonies royales, place qu'on lui contesta de plus en plus au cours du XV^e siècle.

Enfin, nous devons souligner que cette affirmation identitaire reposait sur un double « système métaphorique ». D'une part, celui de la *translatio studii*, qui établissait une filiation directe entre le savoir des grandes civilisations antiques et l'enseignement de l'Université de Paris; d'autre part, le concept de l'Université « fille du roi » inscrivait symboliquement celle-ci dans le lignage royal. Ainsi, ces deux métaphores « entent l'Université de Paris sur les deux grands systèmes fondateurs de la noblesse au Moyen Âge, la première lui donnant son histoire et la seconde son lignage »⁵⁴.

2. La nation anglo-allemande : « *Scolares de natione nostra sunt de diversis mundi partibus* »

On connaît mal l'origine des nations à l'Université de Paris. Elles se développèrent vraisemblablement dès le début du XIII^e siècle⁵⁵. Contrairement au *studium* de Bologne qui en comptait plus d'une dizaine, il n'y en avait que quatre à Paris : picarde, française, normande et anglaise. Ces corporations regroupaient, selon leur origine géographique, les maîtres de la Faculté des Arts. Les étudiants ne pouvaient pas prendre part aux décisions, mais leurs activités d'études s'inscrivaient dans ce cadre. Quant aux membres des trois autres facultés (Décret, Médecine et Théologie), ils conservaient également un lien étroit

⁵⁴ *Ibid.*, p. 270.

⁵⁵ Pearl Kibre, *The Nations in the Mediaeval Universities*, Cambridge USA, Mediaeval Academy of America, 1948, p. 16 et suiv.

avec leur nation d'origine. Bref, le système des nations concernait la quasi-totalité de la population universitaire.

Les nations jouissaient d'une autonomie certaine. Elles avaient leurs propres statuts et règles que les maîtres devaient jurer de respecter. Elles célébraient également leurs patrons respectifs. En ce qui concerne les fonctions rattachées à l'enseignement, Cobban en fournit une description juste :

*Apart from running their individual schools, the nations, acting collectively as constituents of the faculty of arts, determined the regulations governing the arts course : the subject content, the timetable, the qualifications for the M.A. and the licensing arrangements, all these came within their purview. Moreover, the nations were directly concerned with the bachelor's degree in arts : they stipulated the necessary qualifications, elected the examiners and admitted candidates to the degree. The Paris chancellor was not concerned with the awarding of the bachelor's degree which was conducted under the auspices of the nations.*⁵⁶

En fait, les nations représentaient l'unité institutionnelle et sociale de base dans laquelle se déroulaient les activités universitaires parisiennes.

Des officiers veillaient au bon fonctionnement de chaque nation. À sa tête, le procureur devait faire respecter ses règles et ses statuts. Il convoquait et présidait les réunions, dont il inscrivait le déroulement dans un livre. Il faisait également office d'intermédiaire entre la nation et l'Université. Malgré l'étendue de ses pouvoirs, le procureur n'occupait son poste que pour une période d'un mois, une réélection étant toutefois possible.

⁵⁶ Alan B. Cobban, *The Medieval Universities : their Development and Organization*, London, Methuen, 1975, p. 89.

Chaque nation possédait une autonomie financière. Un receveur, habituellement élu pour un an, veillait sur les comptes de la corporation et devait, au moins une fois par mois, en faire état lors d'une réunion. Il tenait également un livre dans lequel il consignait les entrées et sorties d'argent. Enfin, le bedeau, aidé par un sous-bedeau, assistait le procureur; il s'assurait par exemple que les maîtres connaissaient l'endroit et l'heure des réunions ou des lectures. Les bedeaux, qui n'étaient pas maîtres, recevaient un salaire pour leur travail et servaient habituellement leur nation jusqu'à leur mort⁵⁷.

La nation anglaise se développa dès l'émergence du *studium* parisien. Elle avait un territoire de recrutement très étendu couvrant une partie de l'Europe occidentale, toute l'Europe septentrionale et l'Europe centrale⁵⁸. On y retrouvait donc des Anglais, des Écossais, des maîtres originaires des pays germaniques, mais aussi de contrées beaucoup plus lointaines, comme la Suède ou la Hongrie⁵⁹. Au cours du XIV^e siècle, les Anglais vinrent de moins en moins étudier à Paris. Les représentants des États allemands étant dorénavant largement majoritaires, on proposa, dès le début du XV^e siècle, de changer l'épithète « anglaise » pour celui d'« allemande »⁶⁰. Même si les Écossais, toujours présents à Paris, protestèrent au départ, le changement devint effectif au milieu des années 1440⁶¹.

La majorité des ouvrages généraux sur l'histoire des universités accordent une place considérable à la nation anglo-allemande en raison de l'abondance des sources qui la

⁵⁷ Sur les bedeaux à Paris, voir César Égasse Du Boulay, *Remarques sur les bedeaux de l'Université*, Paris, P. de Bresche, 1670, 62 p. et Pearl Kibre, *The Nations...*, p. 66-67 et 73-78.

⁵⁸ Voir *infra*, p. 53 et suiv.

⁵⁹ Pour une liste exhaustive de la provenance des étudiants, voir Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 35.

⁶⁰ C'est pourquoi les historiens utilisent habituellement l'expression « anglo-allemande » pour désigner la nation, ce que nous ferons également au cours de ce travail.

⁶¹ Voir Pearl Kibre, *The Nations...*, p. 20.

concernent. Il faut cependant attendre le premier quart du XX^e siècle pour qu'un historien, l'Américain Gray Cowan Boyce, y consacre une monographie. Il publie, en 1927, *The English-German Nation in the University of Paris during the Middle Ages*⁶², qui procure encore aujourd'hui un regard juste sur le fonctionnement institutionnel et juridique de la nation⁶³. En plus de faire une description détaillée du déroulement de ses réunions, des fonctions de ses officiers (procureur, receveur, mais aussi bedeaux et messagers) et de l'octroi des grades, Boyce en analyse les propriétés foncières et les finances⁶⁴.

À cet ouvrage précieux, il faut superposer l'étude d'Astrick Gabriel sur le *Livre des receveurs* de la nation⁶⁵. Grâce au *Liber receptorum*, l'auteur dresse un tableau de la provenance de ses membres et fournit des listes chronologiques très utiles de ses procureurs et receveurs, mais aussi de ses bedeaux et sous-bedeaux entre 1425 et 1494. L'apport le plus intéressant de l'article réside toutefois dans l'analyse, plus étoffée que celle de Boyce, faite par Gabriel des finances et de l'évolution des revenus de la nation pour la même période.

Même s'il ne concerne pas directement la nation anglo-allemande, il faut également signaler le livre de Pearl Kibre, *The Nations in the Mediaeval Universities*⁶⁶ (1948) qui, malgré son âge, demeure toujours la principale référence en ce qui a trait à l'étude des

⁶² Gray Cowan Boyce, *The English-German Nation in the University of Paris During the Middle Ages*, Bruges, Saint Catherine Press, 1927, 232 p.

⁶³ Pour le domaine juridique, il faudra également consulter la thèse de droit de Marie Waxin, *Statut de l'étudiant étranger dans son développement historique*, Amiens, Yvert, 1939, 299 p.

⁶⁴ L'ouvrage de Madeleine Toulouse, *La nation anglaise-allemande de l'Université de Paris des origines à la fin du XV^e siècle*, Paris, Librairie du recueil Sirey, 1939, 183 p., élabore, avec moins de précision, les mêmes thèmes.

⁶⁵ Astrick L. Gabriel, « The English-German Nation at the University of Paris from 1425-1494 », dans Astrick L. Gabriel, *Garlandia. Studies in the History of the Mediaeval University*, Frankfurt am Main, J. Knetch, 1969, p. 167-200.

⁶⁶ Pearl Kibre, *The Nations...*, déjà cite.

nations. À l'instar de Boyce et des autres historiens de l'époque, Kibre met principalement l'accent sur l'histoire institutionnelle de ces regroupements étudiants. Si cette étude n'ajoute que peu d'informations concernant la nation anglo-allemande, elle procure néanmoins une connaissance générale de ces corporations et de la spécificité des nations parisiennes face à celles de l'autre université modèle, le *studium* de Bologne⁶⁷.

Étrangement, l'étude des nations universitaires ne semble pas avoir attiré l'attention des historiens partisans de l'histoire sociale, sans doute faute de sources. Heureusement, la nation anglo-allemande constitue encore ici l'exception, quoiqu'aucun ouvrage ne la considère dans son ensemble. Le Japonais Mineo Tanaka publie, en 1990, *La nation anglo-allemande de l'Université de Paris à la fin du Moyen Âge*. En s'appuyant sur le *Livre des procureurs*, l'auteur s'intéresse au recrutement géographique des étudiants, à l'application pratique du système d'obtention des grades universitaires et à la carrière des gradués. Étant donné la grande proximité entre l'étude de Tanaka et la nôtre, nous réserverons la présentation de ses résultats aux chapitres concernés⁶⁸.

Dans « Heurs et malheurs de l'étudiant étranger »⁶⁹, Elisabeth Mornet et Jacques Verger explorent la perception de l'altérité au sein de la nation anglo-allemande. Ils soulignent d'abord les problèmes des étudiants reliés à l'éloignement géographique de leur patrie, problèmes qui les poussaient parfois à des absences prolongées. La précarité financière des étudiants étrangers découle d'ailleurs de ce facteur : l'arrivée d'argent en

⁶⁷ Sur Paris et Bologne comme modèles pour les autres universités, voir également Alan B. Cobban, *The Medieval Universities...*, déjà cité.

⁶⁸ Voir *infra*, p. 32 ainsi que p. 52 et *passim*.

⁶⁹ Elisabeth Mornet et Jacques Verger, « Heurs et malheurs de l'étudiant étranger », dans Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public, *L'étranger au Moyen Âge, Actes du XXX^e Congrès des Historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur, Göttingen 1999*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, p. 217-232.

provenance du pays natal était toujours incertaine. Les auteurs constatent également que même si le latin résout une partie des difficultés liées à la langue, la méconnaissance du français entraîna probablement une certaine hostilité des Parisiens à l'égard des étudiants étrangers.

Jacques Verger et Elisabeth Mornet insistent également sur le fait que la nation fut victime de mépris au sein de l'Université : « À plusieurs reprises, les membres de la nation anglo-allemande se sont plaints d'être tenus par les autres (...) pour des étudiants de seconde zone, toujours refoulés au dernier rang, voire menacés de disparaître en tant que corps »⁷⁰. Les auteurs mentionnent d'ailleurs, en s'inspirant des travaux de Serge Lusignan, que bien qu'il n'existe aucun « vocabulaire spécifique désignant l'étudiant étranger », les membres de la nation anglo-allemande restèrent à l'écart du processus de création d'une identité universitaire.

Malgré le nombre considérable d'études dont elle a fait l'objet, nous connaissons mal l'état la nation anglo-allemande pendant la domination anglo-bourguignonne. L'historiographie ne s'est pas encore intéressée aux effets des troubles de cette période sur le fonctionnement de la nation. L'historien peut certes glaner ça et là quelques données, mais aucune étude d'ensemble n'a encore été complétée. Pourtant, l'origine de la nation (elle est d'abord anglaise) sembla la placer dans une position avantageuse lorsque les Anglais arrivèrent à Paris en 1420. De plus, étant donné qu'elle se composait exclusivement d'étudiants étrangers, il y a lieu de penser que la domination anglo-bourguignonne eut des effets considérables sur son recrutement. Nous savons que les effectifs de la nation diminuèrent considérablement — par exemple, les Écossais évitèrent

⁷⁰ *Ibid.*, p. 221.

Paris entre 1420 et 1436⁷¹ — mais les modalités chronologiques et géographiques de cette baisse demeurent nébuleuses. Les deux chapitres suivants tenteront donc d’y apporter un éclairage.

⁷¹ Voir *infra*, p. 59 et suiv.

Chapitre II : L'évolution quantitative du recrutement de la nation anglo-allemande (1417-1446)

Pour évaluer l'effet de la domination anglo-bourguignonne sur la nation anglo-allemande, étudions d'abord le recrutement des étudiants. Le présent chapitre s'intéressera à l'aspect chronologique de ce dernier, c'est-à-dire à l'évolution quantitative des effectifs de la nation. Il faudra ainsi mesurer avec précision les fluctuations du nombre d'étudiants étrangers au *studium* parisien et tenter de les interpréter en regard de la conjoncture socio-économique et politique au temps du gouvernement anglo-bourguignon.

A Le recrutement des étudiants : sources et méthodes

Avouons d'emblée notre dette envers l'ouvrage de Mineo Tanaka¹, qui a largement étudié le recrutement de la nation anglo-allemande. L'exhaustivité et l'originalité de sa

¹ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, déjà cité.

recherche, tout comme la qualité de son analyse, nous ont poussés à réutiliser ses méthodes et à nous appuyer sur ses conclusions à maintes reprises. Une étude quantitative des étudiants de la nation pendant la domination anglo-bourguignonne reste pourtant pertinente. En effet, Tanaka a la plupart du temps exclu de son enquête les années 1419-1442, qu'il a jugées non représentatives d'une situation habituelle pour la nation. L'étude d'Astrick Gabriel n'amène rien de plus puisqu'elle ne prend pas en compte les années 1418-1424². Il faut donc revisiter les sources, en abordant le problème sous un angle nouveau. Ainsi, au lieu d'essayer de comprendre le fonctionnement normal de la nation, comme l'ont fait nos prédécesseurs, nous tenterons de déterminer l'impact d'un contexte historique dit « anormal », en l'occurrence la domination anglo-bourguignonne, sur le recrutement des étudiants étrangers à l'Université de Paris.

Pour étudier le recrutement des étudiants, les seules années de la présence anglo-bourguignonne (1418-1436) ne suffisent pas. Il faut en fait étendre le cadre temporel aux années 1417-1446. Deux raisons expliquent la décision d'inclure l'année 1417 dans le recensement. D'une part, elle représente la dernière année plus « normale » pour la nation; avec 25 déterminants³, elle s'apparente aux moyennes annuelles calculées par Mineo Tanaka pour les années 1392-1418, soit 26 déterminants par année⁴ et Astrick Gabriel pour 1425-1492, soit 22 déterminants par année⁵. D'autre part, plusieurs bacheliers de 1417 poursuivaient encore leurs études à Paris en 1418 afin d'obtenir la licence et

² Astrick L. Gabriel, « Les étudiants étrangers à l'Université de Paris au XV^e siècle », *Annales de l'Université de Paris*, 29 (1959), p. 377-400.

³ Pour une définition de la déterminance, voir *infra*, p. 37.

⁴ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 264.

⁵ Astrick L. Gabriel, « Les étudiants étrangers... », p. 168.

l'*inceptio*. Notons toutefois que nous n'avons pas comptabilisé les étudiants ayant obtenu la licence et l'*inceptio* en 1417. Certains d'entre eux quittèrent le *studium* avant même l'arrivée de Jean Sans Peur en mai 1418 : leur départ ne fut donc pas nécessairement tributaire de la domination anglo-bourguignonne.

L'ajout des années 1437-1446 s'explique par l'évolution politique et géographique de la guerre de Cent Ans. En effet, même si Charles VII s'empara de Paris dès 1436, la région parisienne subit les conséquences délétères du conflit au moins jusqu'au milieu des années 1440⁶. Cette situation ne resta pas sans effets sur le recrutement de la nation anglo-allemande, il faut donc en tenir compte.

Le chercheur souhaitant comprendre la population étudiante de l'Université de Paris se bute, pour le Moyen Âge, à un incontournable manque de source. Les universités françaises, à l'opposé des *studia* allemands par exemple, n'ont pas laissé de matricules d'étudiants⁷. Les *rotuli*, ces « rôles de suppliques périodiquement envoyés par [les] universités au pape pour obtenir diverses grâces apostoliques en faveur de leurs membres »⁸, doivent quant eux être mis de côté. Ils n'offrent que des dénombrements sporadiques et non rigoureux des effectifs et s'avèrent presque inutiles pour une étude sérieuse. En outre, dans la première moitié du XV^e siècle, ils ne reflétaient que partiellement le nombre d'étudiants étrangers à Paris. Le Grand Schisme avait profondément divisé la chrétienté, certains appuyant Rome, d'autres Avignon. Des membres de la nation

⁶ Voir Guy Fourquin, *Les campagnes de la région parisienne...*, p. 326 et *passim*.

⁷ Selon Jacques Paquet « la matricule universitaire est le registre officiel, rédigé en latin, dans lequel un représentant de l'autorité consigne en une suite continue, au fur et à mesure qu'elles sont admises, les noms des personnes membres de la communauté universitaire ou d'une de ses composantes (...) ». *Les matricules universitaires*, Turnhout, Brepols, 1992, p. 14.

⁸ Jacques Verger, « La mobilité étudiante au Moyen Âge », *Histoire de l'éducation*, 50 (1991), p. 78.

anglo-allemande, favorables à Rome, n'apparaissaient donc pas sur les *rotuli* destinés aux papes avignonnais. En fait, les listes de gradués représentent le seul moyen fiable dont nous bénéficions pour dresser un portrait quantitatif et géographique des étudiants étrangers à l'Université Paris.

Deux documents donnent accès à ces listes. Le premier, le *Liber procuratorum nationis anglicanae*⁹, contient le déroulement des réunions de la nation. Le procureur y notait les sujets traités en assemblée. Il y transcrivait aussi le nom de ceux qui obtenaient un des trois grades décernés par la Faculté des Arts : la déterminance, la licence et l'*inceptio* ou maîtrise¹⁰. Ainsi, chaque année, le procureur inscrivait habituellement le nom et le diocèse d'origine des étudiants, le maître avec lequel ils avaient obtenu leur grade et enfin le montant qu'ils avaient dû payer à la nation, la bourse¹¹. Dans le *Livre des procureurs*, ces renseignements se rencontrent le plus souvent sous une forme figée du type : « *Incipit*¹² dominus Enghebertus Andree Trajectensis diocesis, sub magistro Jacobo Rood, cujus bursa III sol »¹³.

À partir de 1425, nous disposons également du *Liber receptorum nationis anglicanae*¹⁴, le livre de comptes de la nation, tenu par un autre officier, le receveur. Comme l'obtention d'un grade nécessitait un paiement à la nation, le *Livre des receveurs*

⁹ ACUP, vol. I et II.

¹⁰ Voir *infra*, p. 37 et suiv.

¹¹ La bourse, ou *bursa* en latin, véritable unité de compte dans les universités médiévales, correspond « à la somme qui lui [l'étudiant] est nécessaire en une semaine pour son entretien, à l'exception du loyer de sa chambre et du salaire de son domestique ». Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 192 et *passim* pour une description détaillée.

¹² C'est le verbe utilisé pour l'*inceptio*. On employait habituellement « *licentiatus est* » lors de l'obtention de la licence et « *determinavit* » dans le cas de la déterminance.

¹³ ACUP, I, 377. On calculait ordinairement la somme en sous *parisis*.

¹⁴ Édité par Astrick L. Gabriel et Gray C. Boyce, ACUP, vol. VI.

comporte aussi des listes de gradués semblables dans leur forme à celles du *Liber Procuratorum*. Nous jouissons donc, pour les années 1425-1446, d'un outil de comparaison qui affine la qualité du recensement.

S'il s'avère difficile de s'assurer de l'exactitude des informations (mentionne-t-on chacun des gradués?), le caractère économique de la distribution des grades (les sommes demandées pour leur octroi constituaient la principale source de revenus de la nation) nous incite à croire en la précision des listes élaborées par le receveur et le procureur. La comparaison des listes rédigées par les deux officiers révèle peu de différences : seuls quelques étudiants n'apparaissent pas dans les deux listes. En outre, les deux *libri* ne comportent que très peu de lacunes pour les années 1417-1446. Un examen codicologique des listes du *Liber procuratorum*, effectué par Mineo Tanaka, montre qu'il ne manque que quelques lignes pour l'année 1425¹⁵. Le *Liber receptorum* est quant à lui complet, ce qui permet de pallier à la lacune du *Liber procuratorum*.

Avant de présenter les résultats obtenus par le dépouillement systématique du *Liber procuratorum* et du *Liber receptorum*, il faut rappeler succinctement la nature de chaque étape du cursus scolaire à la Faculté des Arts de l'Université de Paris, ainsi que les délais nécessaires à l'obtention des grades au XV^e siècle. Ces brèves indications s'avéreront utiles pour notre analyse.

¹⁵ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 279.

Le premier grade décerné était la *determinatio*, ou baccalauréat. L'étudiant pouvait « déterminer » après avoir passé avec succès la *responsio*¹⁶. Il devait cependant répondre à certains critères d'admission : être âgé d'au moins 14 ans¹⁷, avoir suivi un enseignement d'au minimum deux ans et avoir assisté ou être en train d'assister à des cours obligatoires¹⁸. Un jury composé de maîtres de la nation jugeait alors l'étudiant apte à recevoir le grade. Ce dernier soutenait enfin ses *disputationes*¹⁹ pendant le Carême. Il pouvait, au besoin, se faire remplacer par un confrère – la plupart du temps un étudiant pauvre – vers la Mi-Carême. On nommait ce remplaçant « sous-déterminant »²⁰.

Les *scolares* pouvaient ensuite continuer à la licence (*licentia docendi*), qui leur permettait d'enseigner. Son obtention avait généralement lieu un an après la *determinatio*. D'après une ordonnance de 1366²¹ et le texte du serment prêté par les étudiants au XIV^e siècle²² il fallait, pour y être admis, avoir 21 ans, avoir déterminé, avoir étudié au moins trois ans à Paris ou dans un autre *studium* et avoir suivi les cours obligatoires. Après s'être présenté devant les autorités universitaires pour jurer qu'il remplissait les conditions

¹⁶ La *responsio* n'a laissé que peu de traces dans les sources universitaires parisiennes. Il s'agit en fait d'un examen individuel de l'étudiant par le maître qui le dirige. Elle est dans tous les cas préalable à la détermination. Voir Madeleine Toulouse, *La nation anglaise-allemande...*, p. 81-82.

¹⁷ Dans la pratique, Mineo Tanaka a montré que les étudiants de la nation anglo-allemande déterminaient en fait vers l'âge de 18 ou 19 ans, *La nation anglo-allemande...*, p. 65.

¹⁸ Pour un aperçu des cours obligatoires, tant pour la détermination que pour la licence et l'*inceptio*, voir Gray Cowan Boyce, *English-German Nation...*, p. 78 et 107, ainsi que Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 260.

¹⁹ Pour une définition des *disputationes*, voir Hilde de Ridder-Symoens, éd., *A History of the University...*, p. 232-233.

²⁰ Nous ne pouvons ici présenter ici toute la complexité de la sous-détermination. Retenons seulement, pour la période qui nous intéresse, qu'elle procurait le grade tant au déterminant qu'au sous-déterminant. Voir Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 125 et *passim.*, qui apporte un éclairage nouveau sur le sujet.

²¹ CUP, III, no° 1319.

²² CUP, III, no° 1185.

précédentes, l'étudiant passait son examen²³ qui « *consisted of disputation upheld by the candidate over a particular question, a "point", which was drawn by lot the previous evening or in the morning* ». Une étape restait à franchir avant d'enseigner : l'*inceptio*, qui suivait habituellement de quelques semaines la licence. Selon toute vraisemblance, il s'agissait de la première lecture du maître, consécration publique de son nouveau statut²⁴.

Il faut également évoquer les étudiants qui arrivaient à Paris alors qu'ils avaient déjà entrepris ailleurs leur cursus scolaire. Le plus souvent ceux-ci, que nous nommerons « étudiants admis », avaient obtenu leur baccalauréat avant de se rendre à Paris. Le *Livre des procureurs* en donne plusieurs exemples²⁵. L'étudiant se présentait d'abord à une assemblée de la nation pour demander à être admis comme bachelier²⁶ et se disait disposé à prouver l'obtention de son grade dans un autre *studium*. Ensuite, les maîtres qui participaient à la réunion l'acceptaient ou le refusaient. Dans les listes de gradués, on rencontre l'étudiant admis sous la forme : *Admissus est dominus x ad bachalariatum, cujus bursa y sol*. Parfois, le procureur élaborait davantage, comme lors de l'admission de Jean Mutzler en 1427 : *Item dominus Johannes Mutzler, dyoc. Augustensis, admissus per nacionem ad gradum bacalariatus quem sumpsit He[i]delbergae, juravit omnia jurementa*

²³ Hilde de Ridder-Symoens, éd., *A History of the University...*, p. 146.

²⁴ Les sources sont peu loquaces sur la nature de l'*inceptio*. Voir Gray Cowan Boyce, *The English-German Nation...*, p. 74 et suiv.

²⁵ Il faut en fait attendre 1446 avant de voir une réglementation claire sur le sujet. Voir ACUP, II, 660.

²⁶ Un exemple : « *presentavit se Gerardus de Leden, diocesis Osnoburgensis, et supplicavit, quatenus reciperet ipsum ad gradum bachalariatus in artibus, ut exinde posset prosequi alios gradus usque ad magisterium in artibus, attento quod in Universitate Coloniensi jam a III annis transactis in eodem studio Coloniensi optinuit gradum bachalariatus in artibus, et optulit se paratus hoc probare et docere, et optulit satisfacere nacioni in omnibus ac si tunc assumpsisset Parisius gradus bachalariatus* », ACUP, II, 357.

*in manus mei procuratoris ad gradum predictum requisita. Cujus bursa nichil*²⁷. Cette forme offre l'avantage de nous fournir l'université de provenance de l'étudiant. Or, certains procureurs beaucoup moins scrupuleux n'indiquaient pas aussi clairement les étudiants admis. Il devient alors difficile, voire impossible, de les retracer²⁸. Notons enfin que l'étudiant admis devait tout de même payer les frais liés à l'obtention de la *determinatio*.

Au total, un étudiant passait donc habituellement trois ans (seulement une année dans le cas d'un étudiant admis comme bachelier) à Paris pour compléter sa scolarité à la Faculté des Arts. Le *Liber procuratorum* et le *Liber receptorum* font cependant état de plusieurs exceptions. Certains reçurent la licence et la maîtrise la même année qu'ils déterminèrent, alors que d'autres ne parvinrent à l'*inceptio* qu'après une longue période passée aux études. En d'autres occasions, un étudiant pouvait recevoir la licence sans même avoir déterminé²⁹. Malgré ces irrégularités, le schéma présenté reste valable pour la majorité des étudiants qui fréquentèrent la nation anglo-allemande entre 1417 et 1446.

B Une nation aux effectifs réduits

Un recensement systématique du *Liber procuratorum* et du *Liber receptorum* pour les années 1417-1446 a permis de dresser un tableau du nombre de baccalauréats, de licences et de maîtrises obtenus par 191 étudiants de la nation anglo-allemande.

²⁷ *ACUP*, II, 359.

²⁸ À ce sujet, voir Astrick L. Gabriel, « The English-German Nation... », p. 188.

²⁹ Pour tout ces cas, voir Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 103 et *passim*.

Tableau 1 : Le nombre de grades décernés (1417-1446)

Année	Déterm.	Licence	<i>Inceptio</i>	Admis
1417	25	21	20	4
1418	20	15	18	1
1419	5	8	8	0
1420	4	5	5	0
1421	3	5	5	1
1422	2	1	1	2
1423	1	3	3	1
1424	3	1	1	0
1425	2	2	2	0
1426	7	3	3	0
1427	18	7	7	2
1428	8	16	16	0
1429	4	8	8	0
1430	6	0	0	0
1431	2	4	4	0
1432	6	2	2	0
1433	2	6	6	1
1434	0	2	2	1
1435	1	1	1	0
1436	0	3	3	3
1437	5	2	2	0
1438	1	5	5	2
1439	0	0	0	0
1440	2	0	0	0
1441	0	0	0	0
1442	0	0	0	1
1443	6	1	1	0
1444	7	4	0	0
1445	7	12	12	8
1446	11	12	12	1
Total	157	149	147	28

Le tableau 3 mérite quelques commentaires. Soulignons en premier lieu qu'il ne tient pas compte de tous les étrangers provenant du territoire de la nation. En effet, il exclut les maîtres qui enseignaient à Paris ainsi que les étudiants des facultés supérieures (Décret, Médecine, Théologie), tout comme ceux qui étudiaient en arts au sein de la nation sans

obtenir de grade. De plus, nous avons comptabilisé les sous-déterminants avec les déterminants : les différencier n'apportait rien d'autre à notre analyse, d'autant plus que seulement quelques étudiants de notre corpus eurent recours à la sous-déterminance.

Les résultats montrent clairement qu'à l'exception d'une faible reprise durant la seconde moitié des années 1420, la domination anglo-bourguignonne eut des répercussions négatives sur le recrutement d'étudiants étrangers, et ce, au moins jusqu'en 1444. En effet, en écartant les années 1417-1418 et 1444-1446, où les effectifs avoisinaient les normales annuelles, la nation n'octroya en moyenne que quatre baccalauréats annuellement.

Les procureurs évoquèrent à plusieurs reprises le faible nombre de maîtres dans la nation, mais ils s'intéressèrent rarement aux étudiants. On parla d'eux une première fois en 1424, lorsque le procureur Jean Johannis nota que ceux-ci « *non fuerunt plures pro isto anno* »³⁰. Robert Esschinck émit un commentaire semblable en 1436³¹. Une demande faite par un bedeau de la nation en 1425 laisse pourtant supposer une certaine sensibilité des maîtres aux problèmes de recrutement. Pour justifier un voyage *ad suas partes*, le bedeau Hermann expliqua qu'il voulait essayer de faire en sorte « *ut magistri et scolares de nacione Parysius redirent pro studendo* »³². L'argument a de toute évidence convaincu la nation, qui lui permit de quitter Paris.

Les officiers de la nation anglo-allemande ne rattachèrent qu'exceptionnellement l'absence de maître et d'étudiants à la conjoncture parisienne. En 1429, le nouveau procureur Jean Tongris soutint que son prédécesseur, Jacques de Gouda, avait quitté le

³⁰ ACUP, II, 309.

³¹ ACUP, II, 484.

³² ACUP, II, 324.

studium parisien à cause du péril (« *propter periculum* ») qui accablait Paris³³. Dix ans plus tard, en mai 1439, Jacques Winthorst expliqua que la mortalité était la cause de l'absence de suppôts de la nation entre juillet 1438 et avril 1439³⁴. Il faisait sans aucun doute référence à la peste qui ravagea Paris en 1438. Ces allusions restèrent néanmoins marginales. En fait, nous le verrons au quatrième chapitre, les maîtres se préoccupèrent peu des troubles causés par la domination anglo-bourguignonne lors des réunions nationales. Pourtant, une analyse des chiffres aux extrémités de notre cadre spatio-temporel ainsi qu'au milieu des années 1420 montre que les aléas de la présence anglo-bourguignonne exercèrent une influence certaine sur la nation anglo-allemande.

1. L'arrivée de Jean Sans Peur (1417-1420)

Les effectifs chutèrent brusquement en 1419. Premier constat, la proportion d'étudiants qui poursuivirent leurs études au-delà de la *determinatio* diminua. Ainsi, pour les années 1417-1418, 22 des 45 nouveaux bacheliers (49 %) ne laissèrent par la suite aucune trace dans le *Livre des procureurs*. Ils n'obtinrent donc ni la licence ni la maîtrise à Paris et tout porte à croire qu'ils avaient quitté la ville. Mineo Tanaka calcule quant à lui, pour les années 1393-1422, que seulement 35 % des étrangers qui fréquentèrent le *studium* s'arrêtèrent après la *determinatio*³⁵. L'écart nous semble significatif. L'arrivée de Jean Sans Peur à Paris éloigna non seulement les étudiants du *studium*, mais elle les incita même à désertir la ville plus rapidement, indépendamment du niveau atteint dans leurs études. Les

³³ *ACUP*, II, 416.

³⁴ *ACUP*, II, 508.

³⁵ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 288.

données pour l'année 1419 confirment cette idée. En tenant compte de la nécessité d'étudier deux ans pour déterminer, les candidats de 1419 devaient être arrivés à Paris vers 1417, donc avant le retour du duc de Bourgogne en mai 1418. Dans ce cas, pour 1419, il devrait y avoir nombre de déterminants comparable aux années précédentes, c'est-à-dire entre 20 et 25. Pourtant, seulement cinq étudiants déterminèrent cette année-là, alors que huit obtinrent la licence. Il y a donc lieu de croire qu'une bonne partie des étudiants, inquiétés par l'instabilité consécutive à l'arrivée des Bourguignons dans Paris, abandonnèrent leurs études entre mai 1418 et 1419.

2. Le redressement des années 1426-1428

Si la corrélation entre la diminution des effectifs de la nation et l'arrivée des Bourguignons à Paris ne fait aucun doute, comment peut-on expliquer l'augmentation du nombre de gradués au milieu des années 1420? Entre 1426 et 1428, 33 étudiants déterminèrent (ce qui constitue près de la moitié du total pour les années 1419-1436), 31 d'entre eux obtenant également la licence et l'*inceptio*. Soudainement, la nation anglo-allemande attirait à nouveau des étrangers, et ceux-ci semblaient moins pressés de regagner leur pays d'origine.

L'évolution de la guerre de Cent Ans et la conjoncture parisienne permettent de comprendre la situation. Le milieu des années 1420 se caractérisa par une certaine accalmie autour de Paris. Henri VI et le régent prirent un net avantage sur le dauphin et la région parisienne leur fut de plus en plus acquise. Paris profita de cette quiétude : on rouvrit même plusieurs de ses portes, dont certaines étaient condamnées depuis près de 10 ans. On ranima

aussi la foire du Lendit (interrompue depuis 1418) entre 1426 et 1428, peut-être 1429³⁶. De plus, si plusieurs épidémies ponctuèrent la première moitié du xv^e siècle, la ville bénéficia d'un répit entre la variole de 1422 et celle de 1433. Les prix des denrées connurent également un recul. Ceux-ci, depuis 1415, haussaient constamment : en 1421, le coût du setier parisien de seigle avait été multiplié par environ 60 alors que celui de l'avoine augmentait de 2000 %³⁷. Par la suite, ils demeurèrent anormalement élevés : il suffit de feuilleter le journal du Bourgeois de Paris pour s'en rendre compte³⁸. Or, pour les années 1424-1427, où les disettes s'espacèrent et où l'approvisionnement parisien gagna en constance, les prix revinrent au niveau de ceux de 1415³⁹. Bref, Paris échappa, du moins pour un temps, à l'asphyxie.

Nous comprenons dès lors pourquoi les étrangers recommencèrent à étudier à la Faculté des Arts. Ces trois années plus heureuses pour la nation anglo-allemande montrent également que les étudiants se préoccupaient peu de la domination anglaise : ils ne craignaient pas de venir à Paris lorsque la ville leur offrait des conditions de vie acceptables. Le même phénomène se produisit ailleurs. Le collège de Dormans-Beauvais accueillit en moyenne quatre écoliers boursiers pendant la domination anglo-bourguignonne. Pourtant, ce nombre oscilla entre neuf et douze pour les années 1425-1429⁴⁰. Une tendance similaire se dessina chez les Bénédictins ayant obtenu un grade

³⁶ Jean Favier, *Nouvelle histoire de Paris*..., p. 350.

³⁷ Guy Fourquin, *Les campagnes de la région parisienne*..., p. 314.

³⁸ Alexandre Tuetey, éd., *Journal d'un bourgeois*..., déjà cité.

³⁹ Guy Fourquin, *Les campagnes de la région parisienne*..., p. 316.

⁴⁰ Thierry Kouamé, *Le collège de Dormans-Beauvais à la fin du Moyen Âge. Stratégies politiques et parcours individuels à l'Université de Paris (1370-1458)*, Leyde, E.J. Brill, 2005, p. 269.

dans l'une des facultés supérieures de l'Université⁴¹. Le redressement du milieu des années 1420 profita donc non seulement à la nation anglo-allemande, mais plus largement à tout le *studium* parisien.

3. Le temps des difficultés (1429-1444)

Le retour des étudiants étrangers ne s'étendit cependant que sur quelques années. Leur nombre régressa à l'aube des années 1430. En treize ans (1430-1442), la nation n'octroya que 25 baccalauréats et 25 licences/maîtrises. En considérant que la licence et la maîtrise s'obtenaient ordinairement conjointement, les maîtres de la nation conférèrent donc moins de quatre grades par année pour cette période. La situation s'aggrava à un tel point qu'il n'y eut ni étudiant ni maître entre juillet 1438 et avril 1439 et que seulement deux étrangers déterminèrent entre 1439 et 1442. Il faut en fait attendre 1444 avant de percevoir une hausse significative des effectifs et 1447 pour voir un retour aux normales annuelles⁴². Ainsi, la reconquête de Paris par les troupes de Charles VII ne raviva pas dans l'immédiat l'intérêt des étrangers pour le *studium* parisien. Jean Favier mentionne d'ailleurs que :

La continuation des combats dans la région [parisienne], les difficultés permanentes d'un ravitaillement souvent embrasé par la spéculation (...) et la lenteur de la reprise économique ne suffirent pas à ne pas faire des années 1436 et suivantes un âge d'or retrouvé⁴³.

⁴¹ Thomas Sullivan, *Benedictine Monks at the University of Paris, ad 1229-1500 : A Biographical Register*, Leyde, E.J. Brill, 1995, p. 402-404.

⁴² La nation conféra 25 *determinatio*, 14 licences et 14 *inceptio*, en plus d'accueillir neuf étudiants bacheliers d'autres universités.

⁴³ Jean Favier, *Nouvelle histoire de Paris...*, p. 192.

Les prix restèrent en effet très élevés (les Anglais contrôlaient toujours la Normandie, un partenaire commercial de premier plan), les secousses monétaires se succédèrent et une terrible peste ravagea la ville en 1438. Celle-ci amputa Paris de plus du quart de sa population, qui fuyant vers la campagne, qui allant de vie à trépas. Le Bourgeois de Paris, en 1437, illustre bien la situation et nous apporte une hypothèse quant à l'absence d'étrangers à l'Université : « car aussitost que la ville fut prinse, iii ou iiii jours après le blé enchery à Paris à la moitié, et tout potaige de grain, car nul n'osoit venir à Paris pour les Angloys couroient autour de Paris »⁴⁴.

En tenant compte des deux années d'études nécessaires à l'obtention du baccalauréat, les étrangers revinrent à la Faculté des Arts vers les années 1443-1445. Encore une fois, l'augmentation des effectifs anglo-allemands se superposa aux événements militaires relatifs à la guerre de Cent Ans et à la conjoncture parisienne. La reprise de Paris, le Bourgeois nous l'a dit, ne signifia pas pour autant l'arrêt des hostilités entre les troupes anglaises et françaises. Les combats dans la région parisienne se poursuivirent en fait bien au-delà de 1436. Il fallut plus de cinq ans à Charles VI et ses troupes pour reconquérir la région : le roi ne reprit Montereau qu'en octobre 1437, Meaux en 1439 et finalement Pontoise, en septembre 1441. Ce n'est qu'à partir de cette date que la situation commença à se rétablir dans le pays parisien : les prix reculèrent, le commerce s'activa et l'approvisionnement devint plus constant. En 1444, la trêve de Tours, conclue entre Charles VII et Henri VI, vint consolider cette reprise économique et assurer l'arrêt des

⁴⁴ Alexandre Tuetey, éd., *Journal d'un bourgeois...*, p. 329.

hostilités. Ne nous surprenons donc pas de voir les étudiants étrangers revenir à Paris précisément à cette époque.

Le cas des étudiants admis entérine d'ailleurs cette interprétation. Entre 1418 et 1444, seulement 15 étudiants, c'est-à-dire moins d'un par année, arrivèrent à Paris après avoir obtenu leur baccalauréat dans un autre *studium*. La situation changea radicalement dans la deuxième moitié des années 1440.

Tableau 2 : Les étudiants gradués admis par la nation (1445-1449)

Année	Étudiants admis
1445	8
1446	1
1447	9
1448	9
1449	3
Total	30

La nation anglo-allemande accueille donc annuellement six étudiants déjà bacheliers pour les années 1445-1449. L'étude du *Liber receptorum* d'Astrick Gabriel nous fournit un point de comparaison intéressant. Le chercheur américain recense 142 étudiants admis pour les 69 années couvertes par le *Livre des receveurs* (1425-1494), c'est-à-dire à peine plus de deux annuellement⁴⁵. L'écart est considérable. Ainsi, non seulement la nation anglo-allemande retrouva son rythme de recrutement normal peu après la trêve de Tours, mais il semble aussi que plusieurs étudiants n'attendaient que la stabilisation politique et socio-économique de la région parisienne afin de venir poursuivre leurs études à l'Université de Paris.

⁴⁵ Astrick L. Gabriel, « The English-German Nation... », p. 188.

C Le nombre de grades obtenus

Il nous reste à savoir si les étudiants, une fois à l'Université de Paris, écourtèrent leur séjour lors des périodes de troubles que nous venons d'évoquer. Nous avons vu que ce fut le cas en 1418-1419⁴⁶, mais qu'en fut-il pour le reste de la domination anglo-bourguignonne? Il faut, pour en juger, calculer le nombre de grades complétés par chacun des étudiants qui ont entamé leurs études au sein de la nation anglo-allemande. En excluant les étudiants admis ainsi que ceux qui n'avaient pas déterminé à Paris où dont le *Liber procuratorum* et le *Liber receptorum* ne font pas mention pour ce grade, nous obtenons un corpus de 134 étudiants. Ce nombre n'inclut pas les déterminants des années 1444-1446 : ceux-ci jouissaient du climat favorable consécutif à la trêve de Tours pour prolonger leur cursus universitaire au-delà du baccalauréat. De ces 134 déterminants, 41 (30,6 %) quittèrent le *studium* parisien sans obtenir un autre grade, 4 (3,0 %) s'arrêtèrent après la licence et enfin, 89 passèrent leurs trois grades à Paris (66,4 %). Ces résultats s'alignent presque exactement sur ceux de Mineo Tanaka pour les années 1339-1358, 1369-1381 et 1393-1452 : ce dernier calcule des proportions de 30,8 % (*determinatio* seulement), 5,5 % (*determinatio* et licence) et 63,7 % (les trois grades). Ainsi, les étudiants étrangers qui vinrent à Paris entre 1417 et 1443 ne décidèrent pas de désertier précipitamment la ville lors des tumultes causés par la guerre entre Charles VII et la royauté anglaise. La longueur et l'insécurité des voyages les ont même sans doute poussés à demeurer à Paris une fois sur place.

⁴⁶ Voir *supra*, p. 42-43.

Néanmoins, certains étudiants, assez rares certes, semblent avoir adapté leur cursus scolaire à l'instabilité engendrée par la domination anglo-bourguignonne. En 1440, Bartolomé Volturus, un étudiant du diocèse de Meissen (situé dans la Saxe actuelle), fut l'un des deux étudiants à déterminer⁴⁷. Les *libri* de la nation anglo-allemande soulignent qu'il ne paya pas de *bursa*, mais ne mentionnent pas avec quel maître il passa la *determinatio*. Tout indique qu'il s'agit de Jacques Winthorst de Hambourg puisqu'il était alors le seul maître de la nation⁴⁸. Le *Liber receptorum* et le *Liber procuratorum* ne mentionnent plus Volturus pendant plusieurs années; il avait vraisemblablement quitté Paris. Il ne réapparut en fait au *studium* parisien qu'en 1448, où il obtint sa licence et son *inceptio*. Cet écart de huit ans entre la déterminance et la licence est significatif. Il y a en effet lieu de croire que devant l'instabilité parisienne, il avait préféré quitter la ville et décidé de revenir terminer ses études une fois que la conjoncture parisienne lui apparaîtrait plus favorable.

Conclusion

La première partie de notre étude du recrutement de la nation anglo-allemande pendant la domination anglo-bourguignonne nous permet d'avancer deux conclusions :

a) À première vue, la domination anglo-bourguignonne et les années qui suivirent semblent avoir affecté le recrutement de la nation. Les effectifs s'effondrèrent dès l'arrivée de Jean Sans Peur à Paris en 1418 et ne revinrent à la normale qu'après la trêve de Tours en

⁴⁷ *ACUP*, II, 511.

⁴⁸ *Ibid.*

1444. Sachant que la guerre de Cent Ans faisait rage dans le royaume français, il y a toutes les raisons de croire que les étudiants étrangers préférèrent attendre des moments plus paisibles avant de venir à l'Université Paris. L'arrivée massive d'étudiants admis à la fin des années 1440 en témoigne.

b) La hausse des effectifs au milieu des années 1420 montre toutefois que la présence anglo-bourguignonne n'affecta qu'indirectement le recrutement des étudiants. En effet, ces derniers n'évitèrent généralement pas Paris en raison du nouveau pouvoir politique en place⁴⁹. Il semble plutôt que ce soit les difficultés socio-économiques et l'insécurité consécutive à l'instabilité politique et la guerre qui les incitèrent à demeurer loin du *studium* parisien. Nous nous rapprochons en ce sens des conclusions de Jacques Verger et d'Élisabeth Mornet dans leurs travaux sur la *peregrinatio academica*⁵⁰. Ceux-ci identifient la stabilité socio-économique et la sécurité des réseaux de communication comme des préoccupations majeures de l'étudiant médiéval.

L'étude chronologique que nous venons de compléter ne reflète toutefois que partiellement l'importance des réseaux de communication dans le recrutement de la nation anglo-allemande. Pour aborder ce problème dans son ensemble, il faut également se pencher sur l'aspect géographique du recrutement.

⁴⁹ À l'exception des étudiants écossais, dont nous examinerons la situation au chapitre suivant. Voir *infra*, p. 59.

⁵⁰ Elisabeth Mornet et Jacques Verger, « Heurs et malheurs de l'étudiant étranger... », déjà cité.

Chapitre III : L'origine géographique des étudiants de la nation anglo-allemande (1417-1446)

Le bassin géographique de recrutement de la nation anglo-allemande était le plus étendu des quatre nations parisiennes¹. L'hétérogénéité de la nation se ressentait à tous les niveaux, que ce soit politique, linguistique ou socio-économique. Spatial aussi : si certains étudiants n'étaient qu'à 300 ou 400 kilomètres de leur pays, d'autres devaient en parcourir plus d'un millier pour atteindre le *studium* parisien. Dès lors, une étude de l'origine géographique des étudiants devient pertinente : nous pouvons légitimement croire que la domination anglo-bourguignonne eut des effets différents sur chacun des groupes ethniques de la nation.

¹ La nation de France englobait également un territoire très vaste qui comprenait la péninsule ibérique et l'Italie. Cependant, les étudiants originaires de ces deux régions furent quasi inexistantes à Paris : ceux-ci lui préféraient les *studia* méridionaux.

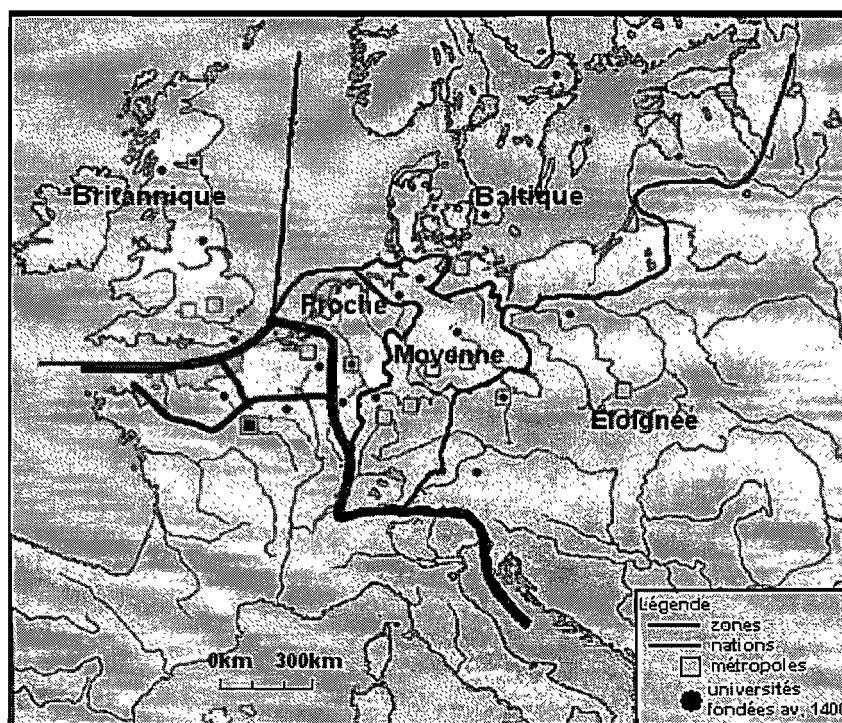
A L'origine géographique des étudiants : typologie et résultats

Mineo Tanaka a déjà bien balisé l'étude géographique de la nation anglo-allemande. Sa classification géographique servira donc de base à notre enquête². Celle-ci s'élabore sur trois niveaux. Le premier, le diocèse, est l'unité de base de l'origine géographique des étudiants. Le procureur et le receveur notaient habituellement – la pratique devient presque systématique à partir de 1425 – le diocèse d'origine des étudiants dans les listes de gradués. Tanaka rassemble ensuite les étudiants en provinces, qui correspondent approximativement aux grandes provinces ecclésiastiques de l'Europe médiévale. Enfin, il regroupe chacune de ces provinces à l'intérieur de cinq grandes zones : proche, moyenne, baltique/scandinave, éloignée et britannique³.

En raison du faible nombre de *scolares* au sein de la nation anglo-allemande pour les années 1417-1446 et de la distribution géographique très inégale de ceux-ci (une très grande majorité d'étudiants viennent du diocèse d'Utrecht), il faut, afin de rendre l'analyse pertinente, regrouper les données suivant les cinq zones. Nous laisserons donc de côté les provinces ecclésiastiques et les diocèses, unités trop restreintes pour un corpus aussi limité, à l'exception de la zone britannique, dont il faut, pour obtenir des résultats intéressants, considérer isolément les étudiants, en distinguant les Écossais et les Anglais.

² Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 34 et suiv.

³ Tanaka a en fait utilisé les qualificatifs « scandinave » et « écossaise » pour définir les deux zones nordiques de la nation. Nous préférons pourtant utiliser « britannique » et « baltique/scandinave », qui reflètent mieux l'espace géographique inclus dans chacune de celles-ci.

Carte 1 : Les cinq zones de la nation anglo-allemande⁴

La zone proche est formée des provinces ecclésiastiques de Trèves et de Cologne. Celles-ci outrepassent cependant le territoire de la nation anglo-allemande. La quasi-totalité de la province de Trèves dépend de la nation française : seuls le tiers oriental du diocèse du même nom et une infime partie du diocèse de Metz appartiennent à la nation anglo-allemande. Quant à celle de Cologne, il faut en exclure le diocèse de Cambrai, le sud et l'ouest du diocèse de Liège ainsi qu'une portion du diocèse d'Utrecht car ils relèvent de la nation picarde. En fait, c'est la Meuse qui, à la suite d'une dispute entre les deux nations

⁴ Fond de carte tiré de Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 259.

en 1356-1358⁵, délimite les territoires picards et anglo-allemands. La zone moyenne (ou intermédiaire) recouvre quant à elle les provinces ecclésiastiques de Mayence, de Hambourg-Brême (à l'exception du diocèse de Schwerin) et de Magdebourg.

La zone britannique comprend les diocèses des provinces ecclésiastiques d'Écosse, d'Angleterre et d'Irlande. La zone baltique/scandinave englobe tous les diocèses des provinces de Lund, d'Uppsala et de Riga, en plus des diocèses prussiens de Schwerin, Cammin et de Wlocawek. L'unité de cette zone, nous y reviendrons, réside dans le fait que les étudiants qui en émanaient « pouvaient en majorité se rendre dans la capitale de la France par voie maritime »⁶. Enfin, la zone éloignée se compose du reste des territoires drainés par la nation, à savoir les provinces ecclésiastiques de Prague, de Salzbourg, les diocèses hongrois, slovènes et croates ainsi que les régions polonaises slaves.

Avant de faire état des résultats obtenus, il faut souligner que l'identification du diocèse d'origine des étudiants pose souvent problème, surtout lorsque ceux-ci ne passèrent que peu de temps dans la nation. Nous avons toutefois pu surmonter les difficultés rencontrées pour la plupart d'entre eux. Le *Liber procuratorum* donne en effet la ville d'origine de plusieurs; il devient alors facile de retrouver les diocèses auxquels ils appartenaient, à moins que le nom de la ville porte à confusion⁷. Pour d'autres, dont l'identification du diocèse semble impossible, des mentions générales permettent de les

⁵ Voir à ce sujet Gray Cowan Boyce, « The Controversy over the Boundary between the English and Picard Nations in the University of Paris (1356-1358) », dans *Études d'histoire dédiées à la mémoire de Henri Pirenne*, Bruxelles, Nouvelle société d'éditions, 1937, p. 55-66.

⁶ *Ibid.*, p. 36.

⁷ C'est le cas notamment pour les mentions *Trajectensis*, qui peut référer à Utrecht ou Maastricht et *Elbingo*, qui renvoie à plusieurs villes nommées Elbing en Europe centrale.

classer par zone. C'est le cas notamment des formules *de Scotia* (zone britannique), *de Hungaria* (zone éloignée) ou encore *de Prussia* (zone baltique/scandinave). Nous avons également pu établir l'origine de certains étudiants en consultant une série d'articles sur les groupes ethniques à l'Université de Paris⁸. D'autres demeurent toutefois inclassables.

Étant donné que les travaux déjà effectués par d'autres historiens centrent leur analyse sur les bacheliers, nous en ferons autant, ce qui facilitera les comparaisons. Au total, nous sommes parvenus à identifier la zone d'origine 133 des 157 étudiants (84,7 %) qui ont obtenu la déterminance entre 1417 et 1446. Voyons maintenant les résultats qui se dégagent de cette étude.

Tableau 3 : La répartition géographique des bacheliers (1417-1446)

Zone	Nombre de bacheliers	%
Proche	77	57,9
Moyenne	15	11,3
Éloignée	8	6,0
Baltique/scandinave	23	17,3
Britannique	10	7,5
Total	133	100

⁸ Lucien Maury, « Les étudiants scandinaves à Paris (XI^e-XV^e siècles) », *Annales de l'Université de Paris*, 9 (1934), p. 223-246. Elisabeth Mornet, « 'Entre Église et État'. Élités scandinaves à Paris sous le règne de Charles VI », dans *Saint-Denis et la royauté, Études offertes à Bernard Guenée*, Travaux réunis par Françoise Autrand, Claude Gauvard et Jean-Marie Moeglin, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 91-107. Jean-Philippe Genet, « Prosopographie : les sources universitaires et l'origine régionale des étudiants néerlandais », dans *Éditions en ligne de l'Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT)*, [en ligne], <http://aedilis.irht.cnrs.fr/weijers/weijers2.htm>, (Page consultée le 16 janvier 2006). Astrick L. Gabriel, « La Hongrie et le Livre des receveurs de la nation anglo-allemande, 1425-1494 », *Études finno-ougriennes*, 4 (1967), p. 42-60. Jacques Verger, « Étudiants et gradués allemands dans les universités françaises du XIV^e au XVI^e siècle », dans Rainer C. Schwinges, dir., *Gelehrte im Reich. Zur Sozial- und Wirkungsgeschichte akademischer Eliten des 14. bis 16. Jahrhunderts*, Berlin, Duncker & Humblot, 1996, p. 23-40.

Nous bénéficions également de deux études qui se penchent sur l'origine géographique des étudiants. En plus de celle de Tanaka, qui s'attarde aux années 1333-1452 (les 119 années couvertes par le *Livre des procureurs*)⁹, Astrick Gabriel, en se basant sur les listes de gradués du *Liber receptorum*, effectue un travail semblable pour la période 1425-1494¹⁰. Étant donné que ce dernier n'indique que le diocèse d'origine des étudiants, nous avons dû regrouper ses résultats selon les zones définies ci-dessus. Il faudra cependant privilégier l'étude de Tanaka pour la comparaison, puisqu'elle englobe l'ensemble de notre cadre temporel. L'enquête de Gabriel ne reflète que très partiellement la réalité de l'Université de Paris au début du xv^e siècle puisque la très grande partie des bacheliers qu'elle recense (plus de 93 %) ont obtenu leur grade après 1450¹¹. Voyons maintenant les résultats qu'ils offrent :

Tableau 4 : La répartition géographique des bacheliers selon le *Liber procuratorum* et le *Liber receptorum*

Zone	<i>Liber procuratorum</i> (1333-1452)		<i>Liber receptorum</i> (1425-1494)	
	Nombre de bacheliers	%	Nombre de bacheliers	%
Proche	811	55,7	542	38,6
Moyenne	231	15,9	467	33,3
Eloignée	47	3,2	76	5,4
Baltique/Scandinave	139	9,5	65	4,6
Britannique	229	15,7	254	18,1
Total	1457	100	1404	100

⁹ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 42. En fait, le chercheur n'a comptabilisé que 98 années étant donné certaines lacunes dans les listes de gradués pour les années 1359-1368 et 1382-1392.

¹⁰ Astrick L. Gabriel, « The English-German Nation... », p. 169 et suiv.

¹¹ Sur les 1404 étudiants recensés par Gabriel, seulement 95 devinrent bacheliers avant 1446.

Afin de faciliter les comparaisons, nous avons regroupé dans le tableau suivant les proportions d'étudiants fournies par les trois études :

Tableau 5 : La proportion de bacheliers des cinq zones de la nation anglo-allemande

Zone	<i>Liber procuratorum</i> (1333-1452)	1417-1446	<i>Liber receptorum</i> (1425-1494)
Proche	55,7	57,9	38,6
Moyenne	15,9	11,3	33,3
Éloignée	3,2	6,0	5,4
Baltique/scandinave	9,5	17,3	4,6
Britannique	15,7	7,5	18,1
Total	100	100	100

L'étude chronologique du recrutement effectuée au chapitre précédent laissait sous-entendre une baisse généralisée des effectifs de la nation. Si cet affaïssement fut bien réel, le tableau 5 montre qu'on ne le ressentit pas avec la même intensité d'une zone à l'autre. Ainsi, les proportions de bacheliers envoyés par les zones proche et moyenne restèrent sensiblement les mêmes avant et pendant la domination anglo-bourguignonne, mais changèrent ensuite¹². La zone éloignée sembla certes beaucoup moins touchée, la proportion de ses effectifs doublant même par rapport à la période couverte par le *Livre des procureurs* (1333-1452). Mais le nombre très faible d'étudiants qu'elle envoyait à Paris et son manque d'unité territoriale (elle regroupe les contrées qui n'entrent pas dans les quatre autres zones) rendent particulièrement difficile une analyse globale des causes de cette

¹² L'analyse de ces changements dépasse notre cadre temporel. De plus, les historiens ne semblent pas avoir porté attention à cette question. Nous pouvons néanmoins penser que la hausse du nombre d'étudiants issus de la zone moyenne découle entre autres du développement, au milieu du XV^e siècle, d'un important axe économique dans la région. Voir Philippe Dollinger, *La Hanse (XII^e-XVII^e siècles)*, Paris, Aubier, 1988 [1964], p. 245 et suiv.

augmentation. Il faudrait, pour y arriver, s'attarder à la situation de chacun des bacheliers, mais les sources, peu prolixes à leur sujet, ne le permettent pas. Il faut donc la laisser de côté. Les deux territoires restants, les zones baltique/scandinave et britannique, méritent quant à eux une attention particulière étant donné les importantes variations qui les caractérisent.

B La zone britannique : les facteurs politiques

Paradoxalement, la zone britannique connut la plus forte diminution de la proportion de bacheliers pendant la domination anglo-bourguignonne. Seulement une dizaine d'étudiants britanniques obtinrent leur baccalauréat au *studium* parisien. Examinons séparément les Anglais et les Écossais, les deux groupes ethniques qui composent cette zone.

Contrairement à ce que nous aurions pu penser, la présence anglaise en Île-de-France n'incita pas les Anglais à fréquenter l'Université de Paris. Les étudiants avaient déjà déserté la ville plus d'un siècle et demi auparavant, en raison notamment de l'émergence des *studia* d'Oxford et de Cambridge¹³. Pour toute la période couverte par le *Liber procuratorum* (1333-1452), Mineo Tanaka n'identifie qu'une dizaine d'étudiants anglais¹⁴. Un seul d'entre eux, Jean Clipston, du diocèse de Lincoln, étudia à Paris entre

¹³ Voir William J. Courtenay, « Foreign Study in a Time of War : English Scholars at Paris, 1325-1345 », *History of Universities*, 14 (1995-1996), p. 37.

¹⁴ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 18.

1418 et 1447¹⁵. Il ne faut toutefois pas s'étonner de cette absence. Jean Favier a montré que la domination anglo-bourguignonne n'amena que très peu d'Anglais à Paris : « trois ou quatre cents [...] vers 1430, un ou deux milliers dans les dernières semaines de leur présence », des soldats pour la plupart¹⁶. Le traité de Troyes ne modifia donc pas les habitudes des étudiants anglais, qui préférèrent demeurer dans les universités de leur royaume.

La situation des étudiants écossais était différente. Depuis l'émergence du *studium* parisien, et même après la fondation de l'Université de Saint Andrews en 1410¹⁷, ils formaient l'un des groupes importants de la nation anglo-allemande. Pour comprendre les motifs qui les incitaient à éviter Paris pendant la domination anglo-bourguignonne, il faut s'attarder à la chronologie de l'obtention de leur baccalauréat. Sur les neuf bacheliers écossais répertoriés, un seul, Jean Forestarii¹⁸, passa le baccalauréat en 1417, les huit autres l'obtenant entre 1444 et 1446. Il y eut donc une longue période, de 1418 à 1443, où aucun Écossais n'étudia à la Faculté des Arts de Paris, situation tout à fait singulière au sein de la nation (hormis le cas anglais). Même si les effectifs de toutes les zones chutèrent abruptement pendant les mêmes années, on ne retrouve aucun cas d'absence aussi longue, et ce, même au sein de la zone éloignée.

Cette absence, déjà notée par plusieurs historiens, s'explique facilement. Depuis 1296, les Écossais poursuivaient, face à la monarchie anglaise, une « interminable guerre

¹⁵ Il arriva vraisemblablement à Paris en 1429, détermina en 1432 et obtint la licence ainsi que l'*inceptio* en 1433 (*ACUP*, II, 461 et 469). Tout indique qu'il quitta ensuite le *studium*.

¹⁶ Jean Favier, « Occupation ou connivence... », p. 250.

¹⁷ Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 48-49.

¹⁸ Originaire du diocèse de Glasgow, il obtint son baccalauréat en 1417, puis la licence et l'*inceptio* l'année suivante (*ACUP*, II, 220 et 241).

d'indépendance »¹⁹ qui ne prit fin qu'en 1586. Très tôt, l'Écosse reçut l'appui de la royauté française; appui diplomatique, mais aussi militaire. Au reste, à l'instar de la France, l'Écosse avait appuyé la papauté avignonnaise alors que les Anglais soutenaient Rome. Lors de la prise de Paris en 1418, Jacques 1^{er} d'Écosse était prisonnier du roi anglais depuis 12 ans alors que son oncle, Robert d'Albany, assurait la régence en Écosse. Ce dernier fournit d'ailleurs des milliers d'hommes au futur Charles VII pour la reconquête française.

On comprend dès lors mieux l'absence de bacheliers écossais à Paris pendant la domination anglo-bourguignonne. Au-delà des causes reliées à la conjoncture socio-économique et militaire se dissimulait un motif politique bien légitime : l'ennemi juré contrôlait l'Île-de-France. Cette conclusion résiste même à la prise en compte des cinq étudiants écossais qui fréquentèrent Paris sans y passer le baccalauréat (et qui n'apparaissent donc pas dans le tableau 4). Deux d'entre eux, Jean de Lapide (qui obtint la licence et l'*inceptio* en 1418²⁰) et William Sperk (qui fut admis à titre de bachelier en 1418 et passa sa licence en 1419²¹) apparaissent dans les sources avant la conclusion du traité de Troyes. Un troisième, Andrew Durisder, arriva à Paris comme étudiant admis en 1438, alors que les Anglais avaient déjà perdu la ville depuis deux ans. Enfin, les deux derniers, Andrew de Crouden et Adam Baron, étudièrent au *studium* parisien en tant qu'étudiants admis en 1446²².

¹⁹ Michel Duchein, « L'Écosse dans la guerre de Cent Ans », dans Jean Kerhevé et Alain Rigaudière, dir., *Finances, pouvoirs et mémoire : mélanges offerts à Jean Favier*, Paris, Fayard, 1999, p. 279. Nous lui devons le reste de ce paragraphe.

²⁰ *ACUP*, II, 264.

²¹ *ACUP*, II, 242. Il avait obtenu son baccalauréat à l'Université de Saint Andrews.

²² *ACUP*, II, 645.

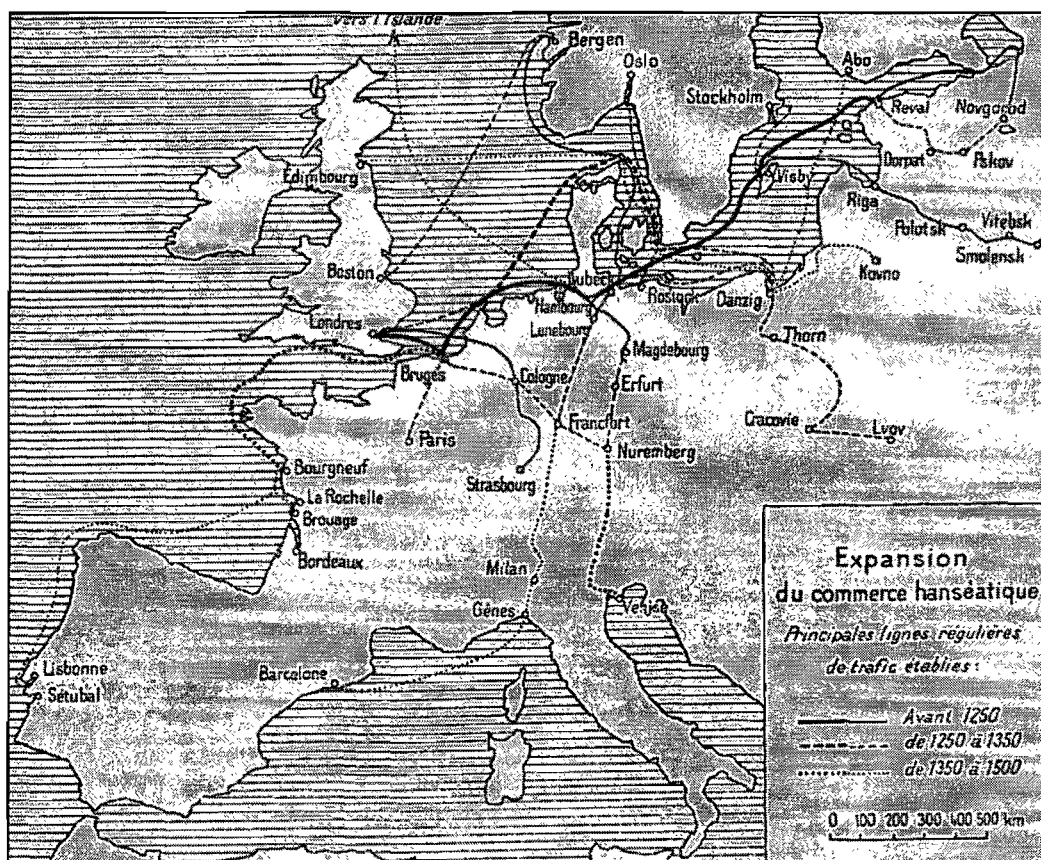
Roger d'Édimbourg, maître qui passa la majeure partie de la domination anglo-bourguignonne à Paris et qui fut très actif au sein de la nation anglo-allemande, constitue le seul contre-exemple que nous puissions trouver. Nous verrons toutefois au chapitre suivant²³ qu'il entretenait des relations très étroites avec le pouvoir royal anglais. Dès lors, sa présence à Paris surprend moins.

C La zone baltique/scandinave : les réseaux de communication

La proportion d'étudiants de la zone baltique/scandinave, laquelle était pourtant très éloignée de Paris, doubla presque entre 1417 et 1446, passant de 9,5 % à 17,3 %. Même en nombre absolu, la domination anglo-bourguignonne eut beaucoup moins d'incidence sur les étudiants de cette zone (qui arrivaient en Flandre par mer puis gagnaient ensuite Paris) que sur ceux des zones proche, moyenne et éloignée. Pour comprendre cette particularité, il faut s'intéresser aux grands réseaux de communication qui reliaient le bassin de recrutement de la zone baltique/scandinave à l'Université de Paris.

Dans la première moitié du ^{xv}^e siècle, la Hanse allemande, ou Hanse teutonique, constituait encore une des plus grandes puissances commerciales de l'Occident. D'abord une simple association de marchands, elle devint, au milieu du ^{xiv}^e siècle, une communauté de plus de 100 villes réparties principalement dans la partie septentrionale de l'Empire et dont le centre de gravité était Lubeck.

²³ Voir *infra*, p. 91-92.

Carte 3 : Expansion du commerce hanséatique²⁶

Sa prédominance se ressentait surtout dans la Baltique et la mer du Nord. De Novgorod en Russie jusqu'à Londres en Angleterre, en passant par Bergen et Bruges – les quatre villes « comptoirs » de la communauté, où elle jouissait de privilèges accrus – la Hanse contrôlait la très grande majorité des échanges commerciaux avec une flotte qui devait comprendre environ un millier d'unités²⁷.

²⁶ Tiré de *Ibid.*, p. 591.

²⁷ *Ibid.*, p. 179. Dollinger cite les travaux de Walter Vogel (*Kurze Geschichte der Deutschen Hanse*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1915, 99 p.) que nous n'avons pu consulter.

Plusieurs indices laissent croire que les étudiants de la zone baltique/scandinave empruntaient les réseaux hanséatiques pour gagner Paris. D'abord, les régions comprises dans cette zone faisaient partie intégrante du réseau commercial hanséatique. La Hanse entretenait des relations étroites avec plusieurs villes scandinaves, comme Åbo, Stockholm, Bergen et Kalmar. On remarque d'ailleurs, pour la période de la domination anglo-bourguignonne, que les quelques étudiants de la zone baltique/scandinave pour lesquels nous connaissons le lieu d'origine habitaient soit des villes hanséatiques soit des comptoirs importants de la communauté : deux provenaient d' Åbo²⁸, un de Straslund²⁹ et un de Danzig³⁰.

On sait par ailleurs que pendant la domination anglo-bourguignonne, les relations entre la Hanse et l'Angleterre, malgré plusieurs accrochages diplomatiques, restèrent bonnes. Les marchands hanséates n'eurent alors que peu de problèmes à conserver leur suprématie commerciale dans l'espace nordique³¹. Les Anglais n'avaient en fait aucune raison de s'aliéner la Hanse, un partenaire économique de premier plan, d'autant plus que les combats contre le futur Charles VII, qui se réappropriait progressivement le royaume français, canalisèrent déjà une grande partie des ressources anglaises.

²⁸ Jacques Roodh, qui obtint les trois grades en 1419 (*ACUP*, II, 262 et 264) et Jean Flicke, qui détermina en 1420 et passa la licence et l'*inceptio* en 1421 (*ACUP*, II, 272, 279 et 280).

²⁹ Hermann Straslessondis qui détermina en 1418 (*ACUP*, II, 240).

³⁰ Arnold Naghel, qui détermina en 1428 et obtint ses deux autres grades en 1429, (*ACUP*, II, 372, 408 et 411).

³¹ Voir Michael M. Postan, « The Economic and Political Relations of England and the Hanse », dans Michael M. Postan et Eileen Power, eds., *Studies in English Trade in the Fifteenth Century*, New York, Barnes & Noble, 1966, p. 91-153.

La Hanse avait en outre son principal comptoir à Bruges, où ses marchands, très nombreux³², détenaient des privilèges étendus. Il y a donc de fortes chances que les étudiants de la zone baltique/scandinave profitèrent des réseaux commerciaux hanséatiques pour se rendre à Bruges. De là, on peut supposer qu'ils atteignaient Paris en empruntant un chemin connu grâce à l'*Itinerarium Brugis*, un recueil d'itinéraires du XV^e siècle³³. Ils passaient par Arras, Bapaume ou Coupe-Gueule, des passages obligés entre la Flandre et la France au Moyen Âge, puis Senlis pour enfin arriver à Paris³⁴.

L'évolution quantitative du nombre de grades décernés chaque année par la nation semble le prouver. Lorsqu'au milieu des années 1420 les Anglais exerçaient un bon contrôle du nord du royaume, c'est-à-dire de l'axe Bruges-Paris, les étudiants vinrent en plus grand nombre au *studium* parisien. Par contre, quand Charles VII revint dans la région en 1436 et que les combats s'intensifièrent, la nation connut une baisse soudaine de ses effectifs. À partir de 1444, c'est-à-dire un peu plus de deux ans après la prise de Pontoise en 1441 par les troupes françaises (événement qui stabilisa définitivement le pays parisien³⁵), des étudiants issus de la zone baltique/scandinave recommencèrent à obtenir leur baccalauréat à Paris.

³² Une assemblée générale des marchands du comptoir se tint en 1457 et regroupa plus de 600 personnes, ce qui incluait toutefois les commis, valais et bateliers. Philippe Dollinger, *La Hanse...*, p. 131.

³³ Édité par Gilles le Bouvier dans *Le livre de la description des pays*, Paris, E. Leroux, 1908, p. 157-216.

³⁴ Voir à ce sujet Jean-Louis Auduc, « Bapaume : un carrefour routier aux XIII^e et XIV^e siècles », dans Centre culturel de l'abbaye de Flaran, *L'Homme et la route en Europe occidentale au Moyen Âge et aux Temps modernes (Deuxièmes journées internationales d'histoire, 1980)*, Auch, Comité départemental du tourisme du Gers, 1982, p. 241-253.

³⁵ Jean Favier, *La guerre de Cent Ans...*, p. 557.

Le cas du royaume du Danemark, englobant à l'époque la Suède et la Finlande³⁶, procure un autre indice du fait que c'est grâce aux réseaux commerciaux hanséatiques que les étudiants scandinaves parvenaient à Paris. En 1426, le petit-neveu de Marguerite, le roi Éric de Poméranie, hostile à la Hanse, établit un péage qui touchait tous les navires qui franchissaient le Sund (Øresund en suédois), ce détroit reliant la Baltique à la mer du Nord. Cette ordonnance brima les privilèges hanséatiques sur une voie de communication indispensable à la communauté. Après un échec des négociations, les Hanséates déclarèrent la guerre aux Danois et cessèrent une bonne part de leur commerce avec eux. Le conflit ne se termina qu'en 1435, à l'avantage de la Hanse, avec la paix de Wordinborg³⁷.

Avant cette guerre, des étudiants suédois, finlandais et danois arrivaient à Paris au rythme d'un par année. Ils furent même cinq – tous du diocèse de Bœ – à obtenir le baccalauréat en 1427. En fait, en nombre absolu, le recrutement scandinave entre 1417 et 1427 était supérieur à la moyenne annuelle calculée par Mineo Tanaka entre 1333 et 1452³⁸. Pourtant, au cours des neuf années suivantes, c'est-à-dire entre 1428 et 1437, un seul étudiant natif de cette région passa la détermination à Paris.

En tenant compte des deux années d'études nécessaires à l'obtention du baccalauréat, les neuf années de guerre entre le Danemark et la Hanse correspondent exactement à la période d'absence des étudiants originaires du royaume du Danemark à Paris. Comme nous l'avons dit, les listes de gradués du *Livre des receveurs* ne mentionnent

³⁶ L'union avait été réalisée par Marguerite 1^{re} de Danemark en 1397. Ingvar Andersson, *Histoire de la Suède : des origines à nos jours*, Roanne, Horvath, 1973, p. 67 et suiv.

³⁷ Philippe Dollinger en parle comme d'un « grand succès hanséatique », *La Hanse...*, p. 365.

³⁸ Il calcule une moyenne d'environ un étudiant tous les deux ans. Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 261.

qu'un seul étudiant pendant la guerre : il s'agit de Jean Magni, originaire de Finlande. Celui-ci n'eut cependant pas à emprunter les réseaux commerciaux de la Hanse pour atteindre Paris : il arrivait en fait de Louvain, où on l'inscrivit dans les listes de matricules en 1430³⁹. Par contre, pendant la guerre, on vit à Paris des étudiants qui provenaient des autres régions de la zone baltique/scandinave, des Prussiens et des Livoniens principalement. Ceux-ci n'avaient pas à naviguer à travers le Sund pour atteindre Bruges. Ils passaient selon toute vraisemblance par l'isthme d'Holstein, qui relie, par voie terrestre, Lubeck à Hambourg⁴⁰. Il semble donc qu'il existe un lien étroit entre l'accès au réseau hanséatique et la possibilité d'étudier à l'Université de Paris. Isolés des voies de communication de la Hanse, les Scandinaves avaient cessé de fréquenter le *studium* parisien. Dès qu'ils y eurent à nouveau accès, ils y revinrent.

Pour l'étudiant médiéval, la facilité du voyage au moment de se rendre à Paris n'était pas le seul facteur qui influençait son déplacement. Il devait également communiquer avec sa région d'origine le plus aisément possible. En effet, la majorité des étudiants finançaient leurs études au moyen d'un bénéfice ecclésiastique, le plus souvent situé dans leur patrie d'origine. Par exemple, Élisabeth Mornet a montré, pour les années 1378-1422, que 55 % des étudiants scandinaves possédaient un tel canonicat au moment de leur séjour à Paris⁴¹. L'acheminement des ressources financières vers le *studium* parisien supposait donc que les réseaux de communication et de transport des valeurs fonctionnaient bien. Ainsi, en temps de troubles, certains d'entre eux décidaient d'éviter une université non seulement parce qu'ils ne pouvaient s'y rendre, mais aussi parce qu'ils savaient qu'il

³⁹ Edmond Reusens, *Matricule de l'Université de Louvain*, Bruxelles, Kiessling, 1903, t. 1, p. 104.

⁴⁰ Hugo Weczerka, « Les routes terrestres de la Hanse », dans Centre culturel de l'abbaye de Flaran, *L'Homme et la route en Europe occidentale...*, p. 91.

⁴¹ Élisabeth Mornet, « 'Entre Église et État'. Élités scandinaves... », p. 97.

leur serait impossible de communiquer facilement avec leur région d'origine et de recevoir les revenus de leur office.

Nous en avons une preuve *a contrario*. On constate une multiplication des demandes de délais pour le paiement des *bursae* pendant la domination anglo-bourguignonne. Les raisons de ces demandes étaient diverses, mais la plupart des étudiants invoquaient tout simplement que l'argent attendu n'arrivait pas à Paris. Henri Bosch eut recours à cet argument, en 1432, lorsqu'il demanda un délai pour payer les frais reliés à sa maîtrise. Il expliqua à la nation réunie en assemblée qu'il lui fallait attendre de recevoir de l'argent de *suis partibus* avant de payer⁴². Pour les années 1417-1436, nous avons calculé qu'environ 12 % des étudiants demandèrent la permission de reporter le paiement de leur bourse. Le réseau commercial hanséatique sembla encore une fois profiter aux étudiants de la zone baltique/scandinave puisqu'aucun d'entre eux n'eut à faire cette demande pendant la domination anglo-bourguignonne.

Deux exemples appuient l'hypothèse de l'importance des réseaux commerciaux pour le transport des valeurs. Le premier concerne un étudiant suédois. Au début du xv^e siècle, Jean Olony, qui n'apparaît pas dans le *Livre des procureurs*⁴³, reçut neuf nobles anglais en provenance de Strangnas, sa ville d'origine⁴⁴. Celui qui amena l'argent à Paris était en fait un courtier de Hildebrand Veckinchusen, un marchand hanséate qui vivait à Bruges et dont l'activité commerciale embrassait à l'époque l'ensemble de l'espace

⁴² ACUP, II, 464.

⁴³ Il n'a vraisemblablement pas obtenu la *determinatio*.

⁴⁴ Simonne Abraham-Thisse, « Les intérêts des Hanséates en France : XIII^e-XV^e siècle », dans Nils Jörn, Werner Paravicini et Horst Wernicke, dir., *Hansekaufleute in Brugge. Teil 4 : Beiträge der internationalen Tagung in Brügge April 1996*, Frankfurt am Main, P. Lang, 2000, p. 349-380. Voir également Élisabeth Mornet, « L'écolier, le procureur et la nation. Étudiants nordiques à l'Université de Paris à la fin du Moyen Âge », dans Frédéric Attal, Jean Garrigues et al., *Les universités en Europe du XIII^e siècle à nos jours : espaces, modèles et fonctions*. Paris, Publ. de la Sorbonne, 2005, p. 42.

hanséatique⁴⁵. Veckinchusen commerçait par ailleurs avec un bon nombre de pelletiers localisés à Paris⁴⁶. Le réseau hanséatique assurait donc de toute évidence un lien entre l'Université de Paris et les étudiants de la zone baltique/scandinave.

Même s'il ne concerne pas directement les étudiants de la zone baltique/scandinave, le *Liber procuratorum* nous fournit un second cas qui prouve que les réseaux commerciaux effectuaient parfois le lien entre les étudiants et leur région d'origine. Le 23 mars 1429, le procureur fit une demande à la nation réunie en assemblée :

*Quantum ad secundum articulum supplicavit dominus procurator ex parte magistri Henrici de Dunghen, cum predictus magister Henricus habuit solvere bursas pro tribus licenciandis, et quia ipse non haberet pro nunc in prompto pecunias, ut daret sibi tempus dilacionis usque ad festum Johannis, in quo sui mercatores solent visitare nundinas de Lendyt (...) que supplicacio erat concessa*⁴⁷.

Il s'avère malheureusement impossible d'identifier avec précisions les étudiants qui bénéficièrent de cette aide, mais il s'agit probablement de trois des cinq *scolares* du diocèse d'Utrecht pour lesquels le même Henri de Dunghen avait fait une demande semblable un an auparavant⁴⁸. Ce dernier, originaire du diocèse de Liège, appartenait à la nation picarde. Il fut *cursor* à la Faculté de théologie de Paris en 1431 et *baccalarius sententarius* en 1433. Il termina sa carrière universitaire à la Faculté des Arts de l'Université de Louvain, où il

⁴⁵ Sur ce marchand, qui nous a laissé un important corpus de lettres, voir Simonne Abraham-Thisse, « La correspondance d'un marchand hanséate au Moyen Âge : Hildebrand Veckinchusen », dans Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public *Le Marchand au Moyen-Age, XIX^e Congrès de la S.H.M.E.S (Reims, Juin 1988)*, Nantes, CID éditions, 1992, p. 121-136, Robert Delort, « Les livres de commerce de Hildebrand Veckinchusen », *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 132 (1974), p. 110-121, ainsi que Dieter Seifert, « Hildebrand Veckincusen : A Typical Hanseatic Merchant in the Low Countries », dans Peter Stabel, Bruno Blondé, Anke Greve, dir., *International Trade in the Low Countries (14th-16th Centuries). Merchants, Organisation, Infrastructure. Proceedings of the International Conference Ghent-Antwerp, 12th-13th January 1997*, Leuven-Apeldoorn, Garant, 2000, p. 45-53.

⁴⁶ Robert Delort, « Les livres de commerce... », p. 115 et suiv.

⁴⁷ *ACUP*, II, 406-407.

⁴⁸ *ACUP*, II, 372 et *ACUP*, VI, 20.

apparaît dans les sources jusqu'en 1449⁴⁹. Il ne faut par ailleurs pas s'étonner qu'un maître de la nation picarde se porte garant d'étudiants de la nation anglo-allemande : le diocèse d'Utrecht était séparé entre ces deux nations⁵⁰.

Quoi qu'il en soit, Henri de Dunghen attendait de l'argent de marchands présents à la foire du Lendit. Depuis longtemps, les universitaires parisiens fréquentaient ce marché annuel : une délégation de maître et d'étudiant s'y rendait chaque année, notamment pour acheter du parchemin. La foire devenait donc un lieu de rencontre de premier plan entre les étudiants et les marchands.

Conclusion

Ce deuxième volet de l'étude du recrutement des étudiants étrangers a permis de mettre en évidence deux des principaux facteurs qui influencèrent la distribution géographique des membres de la nation anglo-allemande pendant la domination anglo-bourguignonne et les années qui suivirent.

Les facteurs d'ordres politiques. Le cas des étudiants écossais, qui évitèrent le *studium* parisien alors que les Anglais contrôlaient l'Île-de-France, révèle en effet que les alliances politiques pouvaient modifier substantiellement la dynamique de la *peregrinatio academica* médiévale. Des réactions analogues eurent d'ailleurs lieu dans d'autres universités à la même époque, à Orléans entre autres. Au demeurant, même des événements

⁴⁹ *Idem.*

⁵⁰ Voir *supra*, p. 53-54.

politiques extérieurs au royaume français influèrent sur le recrutement parisien, la guerre entre l'Union de Kalmar et la Hanse en constitue le meilleur exemple.

Les grands réseaux de communication et l'activité commerciale. Malheureusement, cette facette du recrutement universitaire a jusqu'à maintenant peu intéressé les historiens. Seuls quelques-uns, Hilde de Ridder Symoens et Élisabeth Mornet notamment, ont évoqué cette problématique, sans toutefois en faire une étude approfondie. Ainsi, en raison du mutisme des sources et faute d'un appui historiographique probant, nous nous sommes bornés à identifier quelques pistes de recherches. Il faudrait, pour avoir une idée vraiment claire du sujet, étendre l'étude à l'ensemble de la période couverte par le *Livre des procureurs* et s'intéresser davantage aux sources extra-universitaires, comme les livres de comptes ou la correspondance des marchands. Pourtant, l'exemple hanséatique et l'axe Bruges/Paris démontrent qu'une bonne connaissance des voies commerciales médiévales est primordiale à la compréhension du recrutement des étudiants au Moyen Âge, et ce, particulièrement en temps d'instabilité politique.

Chapitre IV : Les problèmes académiques et politiques de la nation anglo-allemande (1418-1444)

Les deux derniers chapitres nous ont permis de décrire, dans une perspective chronologique et géographique, les répercussions de la domination anglo-bourguignonne sur les effectifs de la nation. Pour clore notre étude, nous examinerons maintenant comment celle-ci réagit à la conjoncture politique en examinant deux volets, l'un académique, l'autre politique.

L'analyse de l'activité académique nous projettera dans la vie interne de la nation. Une enquête sérielle servira à montrer l'impact des vicissitudes du gouvernement anglo-bourguignon sur la fréquence de ses réunions. Nous pourrons ainsi déterminer comment elle ressentit les effets des événements des années 1418-1444. En plongeant au cœur des assemblées résumées dans le *Livre des procureurs*, nous nous pencherons ensuite sur les ajustements que la nation dut apporter pour assurer son fonctionnement, notamment en ce qui concerne l'élection des officiers. À maintes reprises, les maîtres éprouvèrent des

difficultés à maintenir les activités de leur corporation. Curieusement, ces embûches n'attirèrent pas l'attention des historiens : jusqu'à ce jour, aucun n'a jugé bon de s'y attarder. Pourtant, les délibérations de la nation anglo-allemande constituent le seul témoignage complet à notre disposition pour voir comment les corporations du *studium* parisien parvinrent à subsister durant la domination anglo-bourguignonne.

Nous nous intéresserons ensuite à la réaction politique de la nation. Le *Liber procuratorum* est parsemé d'allusions à la domination anglo-bourguignonne. Nous pourrions d'abord y discerner la perception des maîtres quant à l'évolution du conflit et déterminer s'ils avaient des affinités avec l'un ou l'autre des partis impliqués. Nous mesurerons ensuite l'implication politique de la nation. Cette dernière n'était pas qu'une simple spectatrice des événements. En tant que membre de l'Université, elle pouvait participer aux ambassades envoyées vers le roi et communiquer, à titre personnel, avec les autorités anglo-bourguignonnes. Dans cette optique, nous pouvons penser que la nation fut, en raison de ses origines anglaises, investie d'un rôle particulier au sein du *studium* et qu'elle en profita pour retirer des avantages auprès de la royauté anglaise.

A Les délibérations de la nation anglo-allemande

Notre étude de la fréquence des réunions de la nation portera sur les années 1407-1452. L'aire chronologique 1418-1436 ne fournit aucun point de comparaison intéressant. En élargissant le cadre temporel, nous pourrions comparer le rythme des

assemblées pendant la domination anglo-bourguignonne avec des moments où la conjoncture socio-politique parisienne et française était plus favorable.

1. La fréquence des réunions : typologie, méthode, et résultats

Les réunions occupaient une place centrale dans le processus décisionnel et les activités des nations universitaires au Moyen Âge. Kibre explique bien l'importance de la souveraineté de l'assemblée lorsqu'elle parle du procureur :

Under the regulation of the nations, the proctor could do nothing without receiving specific instructions from the assembly. [...] The proctor could call nation together, preside over its meetings, and represent it at the general assembly of the university, but in the university assembly the proctor acted merely as the mouthpiece of the nation and carried out the mandate of its members previously expressed by a majority vote¹.

En bref, la nation n'agissait et ne statuait que par l'entremise de son assemblée, la tâche du procureur se limitant à appliquer les décisions qu'elle prenait. Dès lors, les délibérations du *Livre des procureurs* représentent une source de qualité pour jauger la réaction de la nation anglo-allemande face à la présence anglo-bourguignonne à Paris. Avant de se pencher sur la question, il convient de décrire brièvement le contenu de ces assemblées.

Les réunions avaient lieu à des endroits variables. Les maîtres se rencontraient habituellement à l'église Saint Mathurin, mais également à Saint Julien-le-Pauvre ou à Saint Côme et Damien. Il n'existait en fait aucune règle fixant le lieu des assemblées : elles se déroulaient parfois chez un des officiers de la nation ou même dans une taverne, près du

¹ Pearl Kibre, *The Nations...*, p. 72.

feu, lorsque les rigueurs de l'hiver parisien ennuyaient les maîtres². Le procureur ne spécifiait que rarement le jour et l'heure des réunions, mais notait le quantième et le mois. Boyce soutient qu'elles se tenaient souvent le samedi et le dimanche après la messe afin que le plus grand nombre possible de maîtres y assiste³.

Le but premier des assemblées était l'élection des officiers de la nation. Celle du receveur avait lieu à date fixe, soit à la Saint Mathieu, le 21 septembre. Le procureur était quant à lui habituellement élu chaque mois. De plus, chaque année, à la fin du mois de janvier ou en février, on choisissait les examinateurs à la détermination et à la licence⁴ alors que tous les trois mois, on nommait un intrans qui représentait la nation lors de la nomination du recteur en assemblée facultaire. Enfin, d'autres officiers pouvaient parfois être désignés selon la nécessité. Par exemple, il fallait remplacer le bedeau et le sous-bedeau en cas de décès et nommer les messagers pour assurer, lorsque nécessaire, un lien entre la nation et les régions d'origine de ses membres.

Après ces nominations, la nation s'occupait de tous les problèmes relatifs à l'organisation des études. Elle acceptait ou refusait les étudiants étrangers et distribuait ses écoles aux maîtres régents pour qu'ils puissent enseigner. De plus, l'assemblée organisait les fêtes de la nation⁵, décidait des réparations à effectuer sur les bâtiments qu'elle possédait et prenait connaissance des lettres qui lui parvenaient. Elle jouissait également

² « *Placuit nationi ire ad tabernam apud ignem et ibidem tractare de negociis nationis, quia frigus erat* », *ACUP*, II, 533.

³ Gray Cowan Boyce, *English-German Nation...*, p. 36.

⁴ Pour une bonne description de ces deux offices, voir Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 154-156 et 200-202.

⁵ Pour un aperçu des fêtes de la nation anglo-allemande, voir Paul Perdrizet, *Le calendrier de la nation d'Allemagne de l'ancienne Université de Paris*, Paris, Les Belles Lettres, 1937, 120 p.

d'un pouvoir juridictionnel. Elle réglait les querelles entre ses membres et pouvait les punir, voire même les expulser de la corporation.

À la fin de chaque assemblée, le procureur réservait un moment pour les *supplicationes et injuriae* (demandes et plaintes). Les maîtres, les bedeaux, les étudiants ou, plus rarement, des hommes étrangers à la nation, en profitaient alors pour adresser des demandes (en leur nom ou en celui d'autrui) qui n'avaient pas été prévues à l'ordre du jour. Certains suppôts réclamaient un peu d'argent pour subvenir à leurs besoins, exhortaient la nation d'accepter un étudiant ayant obtenu un grade dans une autre université ou encore se plaignaient d'une dispute avec un confrère.

Notre description ne peut prétendre à l'exhaustivité : l'infinie variété des sujets traités en réunion empêche d'en élaborer une typologie complète. Retenons plutôt que l'assemblée réglait toutes les questions qui touchaient de près ou de loin aux activités de la nation et de ses membres ainsi qu'à leurs intérêts. Sa souveraineté ne trouvait sa limite que lorsqu'elle rencontrait celle des « corporations supérieures », c'est-à-dire la Faculté des Arts et l'Université, celle du pouvoir royal ou celle du pape.

Dans le *Liber procuratorum*, les procureurs distinguaient habituellement chacune des réunions en commençant leur compte-rendu par une expression du type : « *Facta congregacione nacionis Anglicane apud Sanctum Maturinum 2^a die Aprilis super duobus articulis* »⁶. Rendait-on compte de toutes les assemblées de la nation dans le *Livre des procureurs*? S'il s'avère difficile de s'en assurer, nous pensons tout de même que les procureurs résumaient la grande majorité des réunions. En effet, peu de fois remarque-t-on une absence d'assemblée durant plusieurs semaines. En outre, les procédures

⁶ ACUP, II, 362.

qui revenaient régulièrement, telle la nomination des officiers, apparaissent toujours dans le *Liber procuratorum*, ce qui nous incite à croire à la fiabilité de la source.

Certains problèmes surgissent néanmoins. Des délibérations de la nation s'entremêlaient parfois avec des réunions de la Faculté des Arts ou de l'Université, si bien que nous ne pouvons déterminer s'il y eut réellement des assemblées distinctes. De plus, lorsque la nation ne comptait qu'un ou deux maîtres, il arrivait qu'un procureur se « réalisa » lui-même sans qu'il n'y ait d'assemblée. Robert Esschinc mentionne en 1436, non sans une touche d'humour, que « *non fuit facta congregatio* »⁷ pour sa réélection. Nous ne tiendrons pas compte dans le tableau qui suit de ces occurrences, ni de toutes les autres où un doute peut subsister quant à la tenue d'une réunion. Il faut par conséquent considérer les résultats obtenus comme un indicateur du rythme des assemblées plutôt que comme des données précises.

Le *Liber procuratorum* comporte également quelques lacunes pour les années 1407-1452 :

- Entre le 21 mai et le 23 octobre 1416
- Entre le 13 mai et le 23 septembre 1427
- Entre le 18 janvier et le 11 février 1447
- Entre le 9 mars et avril 1451
- À partir de juillet 1452

Afin de ne pas biaiser l'analyse, les années 1416, 1427 et 1452 ne seront pas comptabilisées dans les résultats. Nous inclurons cependant 1427 et 1447, puisque seulement quelques semaines manquent pour ces deux années. Comme les maîtres se réunissaient rarement plus de deux fois par mois, les variations occasionnées par la perte d'un ou deux folios paraissent négligeables.

⁷ *ACUP*, II, 488.

Toutes ces précisions prises en considération, le dépouillement du *Liber procuratorum* fournit les données suivantes :

Tableau 6 : Le nombre de réunions de la nation anglo-allemande (1407-1452)⁸

Année	Nombre de réunions	Année	Nombre de réunions
1407	29	1430	27
1408	28	1431	21
1409	30	1432	18
1410	31	1433	13
1411	24	1434	8
1412	34	1435	5
1413	31	1436	10
1414	24	1437	18
1415	32	1438	10
1416	13	1439	4
1417	24	1440	1
1418	21	1441	0
1419	19	1442	13
1420	17	1443	9
1421	18	1444	18
1422	13	1445	18
1423	18	1446	26
1424	19	1447	21
1425	28	1448	31
1426	28	1449	22
1427	10	1450	28
1428	28	1451	24
1429	35	1452	17

2. Une nation fonctionnelle

La nation tint 876 réunions entre 1407 et 1452, c'est-à-dire environ 20 annuellement. Pour les années 1418-1443, cette moyenne diminue à 16. Au contraire, le

⁸ Les cases grisées représentent les années pour lesquelles le *Liber procuratorum* comporte des lacunes. La barre oblique indique quant à elle que nous n'avons pas comptabilisé ces années dans nos résultats.

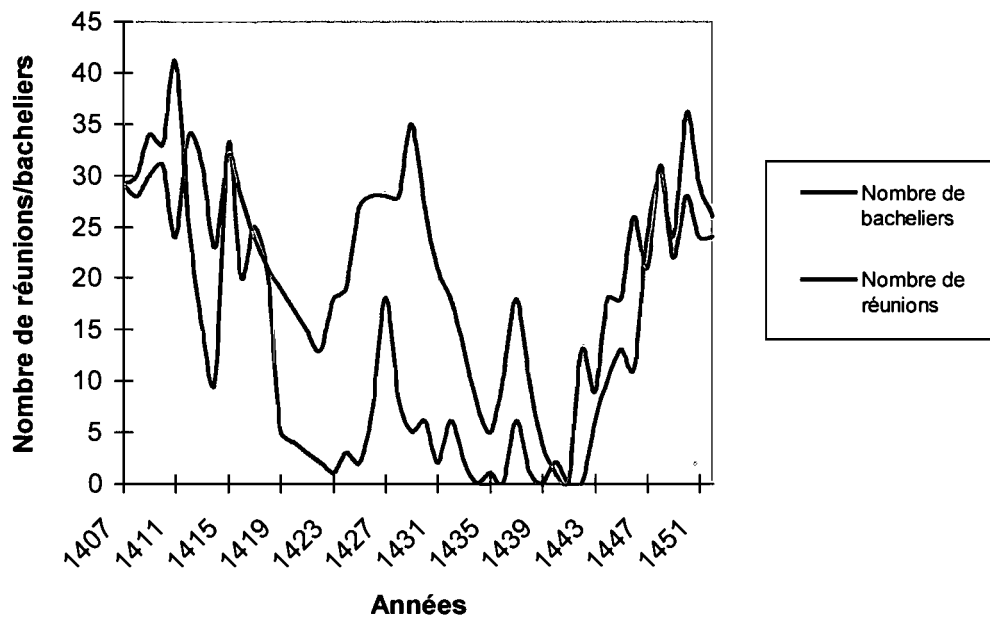
nombre moyen de réunions pour les années 1407-1417 et 1444-1451 s'élève à 26. L'écart est révélateur : il y a une nette diminution du nombre d'assemblées (dix assemblées de moins annuellement) pendant la domination anglo-bourguignonne et les années tumultueuses qui suivirent. Ainsi, les soubresauts causés par l'instabilité politique ne semblèrent pas, comme nous aurions pu le supposer, pousser les maîtres à se réunir plus souvent pour réagir à la situation ou pour s'assurer du fonctionnement des activités académiques.

Nous aimerions pouvoir comparer la fréquence des réunions de la nation avec celle d'autres corporations universitaires comme la Faculté des Arts ou l'Université. Les sources ne permettent cependant pas une telle approche : pour la période considérée, seules les délibérations de la nation anglo-allemande nous sont parvenues dans leur totalité. Il faut alors glaner l'information au travers de sources multiples. Laurent Tournier a effectué une telle enquête pour les assemblées générales du *studium*, mais ses résultats ne convainquent pas. Notre connaissance des réunions de l'Université dérive trop souvent du *Livre des procureurs* de la nation anglo-allemande. Or, les procureurs ne notaient pas systématiquement les assemblées facultaires et universitaires. Les résultats obtenus par Tournier dépendent donc du zèle, ou au contraire du manque de minutie de certains officiers de la nation. Il en résulte des incongruités qu'on ne peut imputer qu'à l'histoire et qui rendent vaines les comparaisons.

Comment pouvons-nous alors expliquer cette diminution du nombre de réunions?

Le problème ne s'éclaire en fait qu'en superposant les données recueillies au nombre de baccalauréats décernés chaque année par la nation⁹.

Graphique 1 : Le nombre de réunions et de bacheliers (1407-1452)



Le graphique 1 montre que les fluctuations du nombre de réunions s'alignent généralement sur celle du nombre de bacheliers, et ce, particulièrement à partir de 1418. Ainsi, la diminution de la cadence des assemblées reflète l'exode des étudiants plus que les désordres politiques du royaume français. Il ne faut cependant pas abuser d'une telle étude quantitative : la nation, nous le verrons, ne fut pas indifférente à la domination

⁹ Voir *supra*, p. 40.

anglo-bourguignonne. En outre, le nombre de réunions ne révèle rien sur les sujets traités par les maîtres. Nous devons, pour affiner notre compréhension de la réaction de la nation anglo-allemande face à la domination anglo-bourguignonne, nous intéresser au contenu des délibérations.

B Les affaires académiques de la nation : les officiers

À l'instar des étudiants, le nombre de maîtres de la nation anglo-allemande diminua considérablement pendant la domination anglo-bourguignonne et les années qui suivirent. Le *Livre des procureurs* et le *Livre des receveurs* ne donnent pas toujours des listes exhaustives de maîtres, mais ils fournissent quelques instantanés qui permettent d'apprécier leur importance numérique :

Tableau 7 : Le nombre de maîtres à Paris (1424-1443)¹⁰

Année	Nombre de maîtres	Année	Nombre de maîtres
1424	7	1434	2
1425	9	1435	3
1426	9	1436	4
1427	12	1437	4
1428	13	1438	4
1429	8	1439	2
1430	5	1440	2
1431	4	1441	2
1432	3	1442	3
1433	2	1443	4

¹⁰ Pour les années 1424-1435, les chiffres proviennent de Mineo Tanaka, *La nation anglo-allemande...*, p. 138. Ce dernier calcule le nombre de maîtres au mois d'octobre ; nous en avons fait autant.

Les fluctuations du nombre de maîtres s'alignent de façon générale sur celles du nombre d'étudiants et du nombre de réunions. Les *magistri* fréquentèrent en grand nombre l'Université de Paris au milieu des années 1420, mais fuirent la ville par la suite. Il ne faut pas s'étonner : qu'ils soient maîtres ou étudiants, les universitaires partageaient les mêmes craintes et devaient affronter des problèmes semblables¹¹. Cette diminution du nombre de maîtres eut des répercussions considérables sur la nomination des officiers. Pour nous en convaincre, nous nous intéresserons aux principaux offices, c'est-à-dire ceux de procureur, de receveur, de bedeau et d'examineur à la détermination et à la licence.

La nation n'a pas laissé de règlement précis concernant l'élection de procureur. Dans les statuts de 1423, on explique simplement que « *In primis ratificando electionem procuratoris omni mense fiendam, ut moris est et in suis juramentis lucide declaratur* »¹². Madeleine Toulouse souligne quant à celle qu'il y avait une forme de rotation pour le poste de procureur entre les grandes régions drainées par la nation (Écosse, États allemands, etc.)¹³. En outre, il arrivait rarement qu'un même maître soit élu procureur plusieurs fois sans interruption.

La réalité fut tout autre pendant la domination anglo-bourguignonne. Dès 1418, Théodore de Harlem assura, sous la pression des autres maîtres, la charge de procureur pendant trois mois, et ce, même s'il s'opposait à une telle nomination¹⁴. Entre 1419 et 1443, 27 maîtres se partagèrent l'office, c'est-à-dire à peine plus d'un par année. À l'opposé, il y eut 83 procureurs différents pour les années comprises entre 1407-1418 et entre 1444-1452,

¹¹ Voir *supra*, p. 10 et suiv.

¹² *ACUP*, II, 297.

¹³ Madeleine Toulouse, *La nation anglaise-allemande...*, p. 36.

¹⁴ *ACUP*, II, 256-257-264.

une moyenne d'environ quatre annuellement. Quelques maîtres eurent ainsi de véritables carrières comme procureur. Roger d'Édimbourg occupa l'office pendant 28 mois entre 1417 et 1427, un peu moins que Jean Johannis (30 mois) pour la même période. Rien ne changea durant les vingt années qui suivirent : Albert Vorden fut procureur pendant trois ans et demi dans les années 1430 et Albert Scriptoris plus de deux ans entre 1440 et 1444. Ces quatre maîtres monopolisèrent donc l'office pendant 10 ans sur une période de 27 ans!

La nation anglo-allemande eut moins de difficulté avec l'office de receveur. La plupart d'entre eux restèrent en poste pour toute l'année, comme les statuts l'indiquaient¹⁵. Il y eut cependant quelques substitutions dues au départ ou à la mort du receveur en poste. Par exemple, Albert Vorden fut receveur à partir de décembre 1429 en raison de la mort de Roger d'Édimbourg¹⁶. En 1436, Robert Esschinc fut receveur en même temps qu'il était procureur « *quia solus fui[t] Parisius magister nacionis* »¹⁷, situation unique, à notre connaissance, dans l'histoire de la nation. En 1440, la corporation n'eut d'autres choix que de faire appel à un de ses anciens maîtres : elle nomma Jean Bonrode de Lubeck, un étudiant de la Faculté de Décret qui ne participait alors pas aux activités de la nation¹⁸.

Plus que tout autre officier, les bedeaux vécurent difficilement les années 1418-1444. Leur salaire provenant essentiellement des grades conférés aux étudiants, la diminution des effectifs les toucha durement. Ils durent demander de l'aide à la nation à plusieurs reprises. Les maîtres anglo-allemands, conscients des difficultés rencontrées par les bedeaux, accueillirent le plus souvent favorablement leurs demandes. Par exemple, le

¹⁵ ACUP, II, 297.

¹⁶ ACUP, VI, 37.

¹⁷ ACUP, VI, 75.

¹⁸ ACUP, VI, 92.

2 juin 1421, le sous-bedeau Hermann, accablé par une maladie grave, fut contraint de demander une aide financière aux maîtres. Ceux-ci lui accordèrent quatre francs et le procureur spécifia que la nation portait attention à sa requête « *duro tempore currente* »¹⁹. Les bedeaux répétèrent ce genre de demandes tout au long de la domination anglo-bourguignonne²⁰.

Les offices qui concernaient l'octroi des grades n'échappèrent pas aux difficultés engendrées par la domination anglo-bourguignonne. Chaque année la nation élisait les examinateurs des déterminants et des licenciés. À plusieurs reprises, surtout dans les années 1430 et au début de la décennie 1440, le *Liber procuratorum* ne fait état d'aucune élection²¹. La raison était simple : il n'y avait pas d'étudiants à Paris. En d'autres occasions, la nation eut à enfreindre ses statuts pour nommer les examinateurs. En 1437, le procureur, Albert Vorden, expliqua que selon la coutume, les quatre examinateurs devaient se répartir comme suit : « *antiquiorem regentem et non regentem, procuratorem et receptorem* »²². La nation décida d'élire Jean de Palacio en tant que le plus ancien maître régent, « *quamvis esset junior simpliciter* »²³. La distinction entre *junior* et *antiquior*, selon Laurent Tournier, dépend essentiellement de la date d'accession au grade de maîtrise²⁴. Jean de Palacio pouvait en effet difficilement être considéré comme *antiquior* ; il avait passé l'*inceptio* l'année auparavant²⁵.

¹⁹ ACUP, II, 283.

²⁰ ACUP, II, 332, 353, 418 et 466.

²¹ C'est le cas de 1434 à 1436 et de 1438 à 1442.

²² ACUP, II, 493.

²³ *Ibid.*

²⁴ Laurent Tournier, « Junior and Antiquior at the University of Paris at the End of the Middle Ages », *History of Universities*, 17 (2001-2002), p. 2.

²⁵ ACUP, II, 486.

Somme toute, ces quelques exemples suffisent à confirmer que la nation anglo-allemande eut de la difficulté à assurer son fonctionnement pendant les années 1418-1436. Pour triompher des embûches, les maîtres n'hésitèrent pas à outrepasser la coutume et les statuts. Les nécessités du moment primaient sur le reste. En cumulant les offices, en acceptant d'être procureurs sur de longues périodes ou encore en aidant financièrement certains officiers, les maîtres parvinrent ainsi à garantir la poursuite des activités de la corporation. Mais cela ne se fit toutefois pas sans heurts. En 1434, la nation normande remit en cause l'existence de la nation :

Fuerunt namque aliqui de natione Normandie, qui propter paucitatem suppositorum nationis nostre, que protunc erant tantum duo, conati sunt procurare, ut amplius non pone[re]tur in numerum cum aliis nationibus, et quod non haberet vocem deliberativam sicut alie²⁶.

On menaçait ainsi la nation de disparaître en tant que corps. La querelle fit l'objet d'une décision du Parlement²⁷. On décida que « *natio fuit manutenta in omnibus suis juribus et possessionibus* »²⁸ et les maîtres normands furent obligés d'abandonner cette idée sous peine d'amende. L'affaire en resta là, mais elle illustre bien la précarité de la nation. Quelques années plus tard, en 1440, elle se vida même de tous ses membres. Seul le bedeau, Boemonde, resta à Paris. Les activités de cette dernière ne reprirent qu'avec l'arrivée de Albert Scriptoris en décembre 1440²⁹.

²⁶ ACUP, II, 478-479.

²⁷ ACUP, II, p. v-viii.

²⁸ ACUP, II, 479.

²⁹ ACUP, II, 514.

C La nation anglo-allemande et les affaires politiques

Notre étude de la réaction politique de la nation anglo-allemande s'appuiera presque exclusivement sur le *Liber procuratorum* et ne tiendra pas compte des réunions de la Faculté des Arts et de l'Université. Deux raisons motivent ce choix. D'une part, Laurent Tournier les a déjà amplement abordées dans sa thèse de doctorat³⁰. D'autre part, nous souhaitons mettre en évidence la spécificité, par rapport au reste de l'Université, de la réaction de la nation anglo-allemande face à la domination anglo-bourguignonne. Cette approche rend inutile une analyse des actions menées par l'Université. Celles-ci nous importeront seulement si un maître de la nation y participa.

1. Les événements politiques dans les réunions de la nation

Les références à la conjoncture politique dans le *Livre des procureurs* se présentent sous deux formes. Elles s'inscrivent parfois dans l'ordre du jour d'une réunion; nous aborderons ces cas à la partie suivante³¹. En d'autres occasions, l'actualité politique fait l'objet d'une simple description en marge des assemblées. À la suite des comptes-rendus des délibérations de la nation, les procureurs ajoutaient de temps à autre un paragraphe de longueur variable débutant par « *In ista procuratoria* » ou « *Nota quod in ista procuratoria* ». Ils y résumaient les grandes lignes de l'évolution de la guerre de Cent Ans et du conflit entre les Armagnacs et les Bourguignons. Ces résumés, que nous nommerons *notae*, permettent donc de connaître l'opinion de la nation anglo-allemande sur les

³⁰ Laurent Tournier, *L'Université de Paris...*, déjà cité.

³¹ Voir *infra*, p. 90.

événements politiques. Pour s'en faire une idée, nous avons recensé et réuni sous forme de tableau tous les *notae* du *Liber procuratorum* entre 1418 et 1436 :

Tableau 8 : Les *notae* dans le *Livre des procureurs* (1418-1436)

mm/aaaa	Référence (ACUP, II)	Événements politiques
04/1418	244	Prise de Paris par Jean Sans Peur
06/1418	246	Émeute à Paris ; plusieurs partisans des Armagnacs et des membres de l'Université sont tués
08/1418	252	Émeute à Paris ; plusieurs partisans Armagnacs sont tués, dont le comte d'Armagnac
09/1418	254	Plusieurs morts à Paris
07/1419	266	Négociations entre Jean Sans Peur et le dauphin à Pouilly-le-Fort
08/1419	267	Prise de Pontoise par les Anglais
09/1419	267	Meurtre de Jean Sans Peur à Montereau
05/1420	274	Traité de Troyes
10/1422	292	Mort de Charles VI

Au premier abord, la nation sembla plus préoccupée par les événements qui marquèrent le début de la domination anglo-bourguignonne que par le départ des Anglais en 1436. Toutes les références aux affaires politiques du royaume apparaissent en effet avant 1423. Les procureurs omirent ainsi de signaler le couronnement d'Henri VI, le traité d'Arras et même le retour de Charles VII en Île-de-France. Il s'avère cependant difficile d'expliquer ce décalage. L'inscription des *notae* dans le *Liber procuratorum* était facultative. Elle relevait seulement de l'initiative de procureurs plus consciencieux que d'autres. Nous croyons que les procureurs cessèrent simplement cette pratique; il ne faut donc pas en déduire que le retour de Charles VII laissa les maîtres de la nation indifférents.

Au contraire, l'abondance de *notae* dans les années 1418-1422 permet d'entrevoir la position politique de la nation. La façon dont les procureurs relatèrent les événements laisse effectivement penser qu'ils percevaient d'un œil favorable l'arrivée des Bourguignons à Paris. Lors de la prise de la ville par Jean Sans Peur, le procureur Jean de Leyde écrivit que le seigneur de l'Isle-Adam entra dans la ville au nom de l'« *illustrissimi domini ducis Burgundie* » et qu'il emprisonna le « *comes Arminyaci, pro tunc conestabelarius, cum multis aliis suis complicibus, impeditoribus et perturbatoribus* »³². Le vocabulaire est sans équivoque : le duc de Bourgogne jouissait manifestement de la faveur du procureur et le comte d'Armagnac sa réprobation.

Le ton devint nettement plus descriptif lorsque le même Jean de Leyde raconta les émeutes visant les Armagnacs en juin et en août 1418. Il mentionna à peine la mort du comte d'Armagnac³³. À l'inverse, l'assassinat de Jean Sans Peur, décrite par Jean Johannis en septembre 1419, souleva la colère du procureur :

*In ista procuratoria, dominica die infra octavas Nativitatis nostre domine, que fuit decima Septembris, interfectus fuit illustrissimus princeps dominus dux Burgundie in presencia delphini in quadam villa, que vocatur Monstrolium supra ripariam de Yonne, et capti fuerunt nobiles, qui cum eo venerant ad avisandum una cum consilio delphini de modo procedendi contra antiquos hostes. Sed, pro dolor ! Ex conspiracione preconcepta statim, cum dictus princeps in presencia Delphini venerat, confidens supra tractatum pacis nuper factum, se decimo, solum venit inhermis, qui statim ibidem turpiter et viliter exstitit interfectus. Parcat Dominus anime sue. Alii autem nobiles retenti*³⁴.

La nation parut endosser les propos de son officier. Pendant la réunion qui suivit le meurtre, le 21 septembre, elle discuta de la possibilité de célébrer une messe à la mémoire du duc de Bourgogne³⁵. Même si elle décida finalement d'aller à l'église en même temps que les autres nations, la présence d'une telle démarche dans le *Liber procuratorum*

³² ACUP, II, 244.

³³ ACUP, II, 252.

³⁴ ACUP, II, 268.

³⁵ ACUP, II, 269.

étonne : à notre connaissance, il s'agit de la seule occurrence, entre 1407 et 1452, où la nation proposa de célébrer un office divin pour un homme politique. Ni Henri V ni Charles VI n'eurent droit à cette délicatesse à l'occasion de leur décès.

Ainsi, malgré les mises en garde que nous avons évoquées, les *notae* du *Liber procuratorum* montrent que la nation anglo-allemande accueillit favorablement les Bourguignons à Paris. Notons que l'Université de Paris et les Parisiens, nous l'avons vu au premier chapitre, partagèrent également cette attitude³⁶. La nation anglo-allemande avait néanmoins ses propres raisons de favoriser les Bourguignons. Ses maîtres flamands venaient de régions dominées par les ducs de Bourgogne; plusieurs autres, notamment ceux du diocèse d'Utrecht, venaient de contrées économiquement liées aux territoires du duc. Un pouvoir bourguignon permettait par ailleurs une communication plus facile entre les maîtres de la nation et leur pays d'origine : la grande majorité provenait de diocèses situés au nord et au nord-est du royaume français.

Certainement bourguignonne, la nation approuva-t-elle les décisions politiques de Jean Sans Peur et de Philippe le Bon? En d'autres mots, comment jugea-t-elle l'arrivée de la monarchie anglaise en Île-de-France? Les *notae* ne permettent pas de déceler une opinion précise à ce sujet. Le *Liber procuratorum* souligne le traité de Troyes, certes, mais le récit demeure descriptif. Jean Johannis, encore procureur, se contente d'en résumer les modalités et de mentionner que l'Université et les Parisiens le sanctionnèrent³⁷. En fait, pour

³⁶ Voir *infra*, p. 10 et suiv.

³⁷ « *Nota quod in ista procuratoria, die 20 mensis [Maii], rex anglie in villa Trecensi contraxit sponsalia in verbis de presenti cum illustrissima domina Katherina Francorum regis Karoli filia, et per medium hujus erit pax et concordia dictorum regum et regnorum inter se. Et fuit proclamata 27a die mensis hujus Parysius, et campane pulsate fuerunt et Te Deum ubique cantabatur. Et penultima hujus mensis [Maii] in camera parlamenti fuit lectus tractatus pacis facte, et juraverunt domini de parlamento, de Universitate presentes, prepositi Parysiensis et mercatorum cum maxima multitudine habitancium et burgensium ville Parysiensis servare illum tractatum sicut concordatum* », ACUP, II, 274.

connaître la position de la nation face à la royauté anglaise, il convient de laisser les *notae* de côté et d'examiner le contenu même des réunions.

2. La nation anglo-allemande privilégiée?

L'étude de l'origine des étudiants a montré qu'un seul Anglais, Jean Clipston, obtint un grade au sein de la nation anglo-allemande entre les années 1418-1444. Pourtant, les procureurs désignaient encore, pendant la domination anglo-bourguignonne, leur corporation par l'expression *nacio anglicane* lorsqu'ils consignaient les délibérations des réunions dans le *Liber procuratorum*. En fait, le changement pour *nacio alemanie* ne survint qu'au milieu des années 1440. La nation profita-t-elle de ses antécédents anglais pour obtenir des faveurs de la royauté anglaise? Une analyse des réunions où des sujets politiques apparaissant à l'ordre du jour permettra d'en juger.

Tableau 9 : Les sujets à caractère politique dans les assemblées de la nation anglo-allemande (1418-1436)

mm/aaaa	Référence (ACUP, II)	Raison
09/1419	268	La nation veut célébrer une messe à la mémoire de Jean Sans Peur
06/1420	274	Roger d'Édimbourg est pressenti pour rencontrer Henri v
04/1421	281	La nation veut aller rencontrer Henri v
04/1422	289	Jean Almaris est proposé pour une ambassade de l'Université
1427	305 et suiv.	La nation négocie avec l'entourage royal pour la fondation d'un collège pour les Anglais
11/1427	370	La nation veut inviter un proche de la famille royale pour la Saint Edmond
04/1436	487	La nation envoie une ambassade vers Charles VII

La nation anglo-allemande voulut entrer en contact avec l'occupant anglais dès le traité de Troyes. En juin 1420, on nomma Roger d'Édimbourg pour rencontrer Henri V dans l'éventualité où il visiterait Paris. Il peut paraître étrange de choisir un Écossais pour intercéder auprès d'Henri V : les relations entre l'Angleterre et l'Écosse étaient, nous l'avons vu, particulièrement tendues³⁸. Or, Roger d'Édimbourg avait reçu, quelques années auparavant, des offices en Normandie³⁹. Depuis qu'elle avait pris le contrôle de la région en 1419, la royauté anglaise avait la mainmise sur les prébendes et les canonicats dans la région⁴⁰. Roger d'Édimbourg entretenait donc de toute évidence des liens étroits avec le pouvoir anglais.

En 1421, la nation souhaitait toujours se rapprocher des Anglais :

*Preterea quia pluribus vicibus conclusum est in nacione quod fieret propositio coram domino duce d'Exestrie, nondum tamen aliqua facta sit, fuit electus magister noster domo Carmelitarum, qui pro nacione proponeret meliori modo quo posset et decet*⁴¹.

Malheureusement, les sources ne permettent pas d'identifier la nature de la demande, ni l'identité du maître qui fut nommé. Le *Liber procuratorum* laisse toutefois croire que les maîtres repoussèrent encore le projet : aucune mention de rencontre n'y est faite par la suite.

Entre-temps, certains étudiants comprirent que la nation pouvait bénéficier d'une position privilégiée. Le 29 décembre 1421, après une réunion de l'Université, Paul Clamatoris, un étudiant en théologie, adressa une requête à la nation : « *supplicavit (...)*

³⁸ Voir *supra*, p. 59-60.

³⁹ *ACUP*, II, 426.

⁴⁰ Christopher Allmand, *Lancastrian Normandy, 1415-1450, The History of a Medieval Occupation*, Oxford University Press, Oxford, 1986, p. 219.

⁴¹ *ACUP*, II, 281.

quatenus nacio vellet generali suo dare quamdam litteram sigillatam eam dirigendam domino regi Anglie pro quodam beneficio ». Les maîtres expliquèrent à l'étudiant qu'ils l'aideraient, mais que celui-ci devait attendre puisque « *nondum facta fuit supplicacio domino regi pro tota nacione* »⁴².

La nation n'avait donc toujours pas communiqué avec la royauté ou son entourage; du moins, les sources demeurent muettes à ce sujet. Il faut d'ailleurs noter que la nation n'évoqua plus cette idée après la mort de Henri V. Elle ne se décida à intercéder auprès de la famille royale qu'en 1427. En plus des *supplicationes et injuriae*, un point apparaissait à l'ordre du jour de l'assemblée du 5 mai :

*Primus fuit ad ordinandum unum magistrum qui faceret propositionem unam coram domino cardinali Vicestrie, congratulando sibi de beneficio accepto et de jocundo adventu ejus ad regnum francie, supplicando ut vellet adire dominum regentem pro collegio habendo pro nacione sua Anglicana, offerendo sibi nacionem et singula supposita nacionis*⁴³.

Il y eut des collèges dès l'émergence du *studium* parisien⁴⁴. La nation anglo-allemande en possédait quant à elle quelques-uns au XV^e siècle, mais ceux-ci étaient en très mauvais état⁴⁵. Les sources ne mentionnent toutefois aucun collège spécifique pour les Anglais à Paris.

Les maîtres profitèrent donc des racines anglaises de la corporation pour demander au cardinal de Winchester d'intercéder en leur faveur auprès du duc de Bedford afin qu'il pourvoie *suam nacionem* d'un collège. Le prélat nouvellement nommé était Henri de Beaufort,

⁴² ACUP, II, 285-286.

⁴³ ACUP, II, 366.

⁴⁴ Hilde de Ridder-Symoens, éd., *A History of the University...*, p. 116.

⁴⁵ Madeleine Toulouse, *La nation anglaise-allemande...*, p. 46 et suiv.

un proche du duc et de la famille royale : quelques années plus tard, il couronna même le jeune Henri VI à Notre-Dame de Paris.

La nation désigna Jean Almaris, un flamand, pour aller rencontrer le cardinal, « *cum ipse in illis multum expertus erat* »⁴⁶. Le 16 mai, le *Livre des procureurs* mentionne que Jacques de Roodh, Jean Johannis et Roger d'Édimbourg participèrent également aux discussions. Deux jours plus tard, le 18 mai, Roger d'Édimbourg fit savoir au procureur de la nation qu'il avait parlé avec le chancelier du comte de Salisbury, celui-ci étant de toute évidence impliqué dans les pourparlers. Il expliqua que le comte « *erat recessurus in brevi viso quod negocium nacionis in factis collegii erat in bono statu* »⁴⁷. Lorsqu'arriva le temps des *supplicationes et injuriae*, Jean Almaris fit une demande à la nation :

*Supplicavit magister Johannes de Almaria, ut nacio haberet [eum] avoatus in proposicione facta per ipsum ante dominum cardinalem Vicestrie. Cujus supplicacio concessa fuit unanimiter ab omnibus et regraciabatur sibi multum nacio, quoniam laudabiliter fecerat in iis, et voluit nacio quod proposicio illa ingrossata poneretur in archa nacionis ad ostendendum in futurum posteris nostris diligencias factas in facto collegii*⁴⁸.

La nation avait selon toute vraisemblance gagné son pari. Malheureusement, nous ne savons pas ce qu'il advint par la suite; après la réunion du 18 mai, il manque deux feuillets dans le *Livre des procureurs*⁴⁹.

L'organisation d'une fête à la mémoire du patron de la nation, Saint Edmond, fournit cependant un indice que la nation tentait toujours d'entretenir des relations avec le pouvoir anglais. Le 18 novembre 1427, les maîtres décidèrent, comme c'était la coutume, d'organiser un repas en l'honneur de leur patron. Le procureur, Jacob de Roodh, ajouta

⁴⁶ ACUP, II, 366.

⁴⁷ ACUP, II, 366.

⁴⁸ ACUP, II, 367.

⁴⁹ Voir *supra*, p. 77.

dans les délibérations : « *Item deliberavit nacio, quod unus honorabilis dominus de Anglia, magister Petrus videlicet familiaris domini regentis Franciam invitareretur ad prandium nacionis* »⁵⁰. Même s'il s'avère impossible d'identifier avec certitude ce Petrus, la tentative de rapprochement ne fait aucun doute. Les maîtres tiraient profit d'un saint patron commun, Saint Edmond, pour entrer en contact avec la famille royale. Parions que les maîtres de la nation en profitèrent pour s'enquérir de l'avancement des démarches pour la fondation du collège.

Sept ans plus tard, en décembre 1434, le receveur Olav Magni écrivit dans le *Liber receptorum*, dans la section des dépenses : « *Item pro formacione supplicacionis porrigende domino regenti pro fundatione collegii, etc* »⁵¹. L'affaire était donc toujours en cours, mais le duc de Bedford semblait réticent à fonder le collège. La nation manqua ensuite de temps : les troupes de Charles VII entrèrent à Paris moins de deux ans plus tard. Les officiers de la nation ne reparlèrent plus du collège et le projet tomba dans l'oubli.

La nation aurait également pu aider l'Université dans ses démarches auprès du roi. Ce ne fut vraisemblablement pas le cas. Laurent Tournier est parvenu à identifier 81 ambassadeurs et porte-parole dans les ambassades et les députations de l'Université entre 1408 et 1452. De ce nombre, seulement six provenaient de la nation anglo-allemande. En se restreignant à la seule domination anglo-bourguignonne, aucun maître de la nation ne prit part à une délégation universitaire⁵². Pour sa part, l'Université ne sollicita qu'une seule fois la nation pendant la domination anglo-bourguignonne. Le 12 mai 1422, on proposa le

⁵⁰ *ACUP*, II, 370.

⁵¹ *ACUP*, VI, 69.

⁵² *Ibid.*, p. 307 et suiv.

Flamand Jean Almaris de la nation anglo-allemande pour rencontrer le roi, Henri V. Almaris dut toutefois refuser parce qu'il était sur le point d'aller à la curie romaine et que « *nesciret loqui perfecte gallicum* »⁵³.

L'Université ne jugea donc pas que les maîtres de la nation anglo-allemande pussent s'avérer utiles dans ses relations avec le roi. Selon Laurent Tournier, elle s'en remit plutôt à des maîtres des facultés supérieures qui gravitaient dans l'entourage des ducs de Bourgogne et qui provenaient des territoires englobés par les trois autres nations parisiennes⁵⁴.

Quoi qu'il en soit, l'exemple du collège montre que la nation eut conscience de sa position privilégiée. Elle n'hésita pas, même si elle ne comportait plus d'Anglais, à mettre son nom de l'avant pour obtenir une faveur de la part du régent. En revanche, on comprend mal le peu d'usages qu'elle fit de cette situation avantageuse. Ses relations avec la royauté anglaise restèrent très limitées et cessèrent même complètement après l'affaire du collège.

Comment expliquer ce manque d'initiative politique de la nation dans les premières années de la domination anglo-bourguignonne et son absence totale après 1427? Si les sources fournissent peu d'indices, quelques hypothèses éclairent néanmoins la question. Nous ne pouvons pas de prime abord négliger les possibles déformations tributaires des sources à notre disposition. Le *Liber procuratorum* ne contient que les sujets traités en assemblée. Il se peut donc qu'il y ait eu des discussions officieuses entre la nation et l'entourage d'Henri VI ou du duc de Bedford.

⁵³ *ACUP*, II, 289.

⁵⁴ Laurent Tournier, *L'Université de Paris...*, p. 406 et suiv.

En outre, l'envoi de députés vers le roi entraînait des dépenses nombreuses⁵⁵. Or, les finances représentaient un problème constant pour la nation anglo-allemande pendant la domination anglo-bourguignonne. Étant donné que la distribution des grades représentait la première source de revenus des corporations de l'Université, la crise des effectifs vida les coffres de la nation. Dans cette optique, notons que la volonté de la nation de rencontrer le roi survint au moment où elle avait encore des effectifs considérables : les négociations pour la fondation du collège eurent lieu durant la hausse du nombre d'étudiants pendant la deuxième moitié des années 1420.

Enfin, l'absence d'intérêt de la corporation pour les affaires politique coïncide avec le départ ou la mort des principaux maîtres de la nation. Laurent Tournier a montré que les relations entre l'Université et les autorités politiques étaient habituellement assurées par des maîtres d'expérience, habitués aux ambassades et aux députations⁵⁶. La nation perdit ses maîtres les plus expérimentés à la fin des années 1420. Jean Almaris quitta vraisemblablement le *studium* à l'été 1428 et Jean Johannis en 1429. Roger d'Édimbourg mourut quant à lui en 1429. Ces trois maîtres avaient d'ailleurs mené les négociations pour la fondation du collège. Par la suite, de tous les procureurs entre 1430 et 1436, seulement deux, Martin Berech et Olav Magni, avaient obtenu leur maîtrise plus de trois ans après leur première élection. La nation anglo-allemande n'avait plus de maîtres expérimentés. En fait, il y avait si peu de maîtres dans les années 1430 que nous voyons mal comment la nation aurait pu intervenir au plan politique. Il fallait d'abord qu'elle s'assure du fonctionnement

⁵⁵ Voir à ce sujet l'étude faite par Laurent Tournier au sujet des délégations de l'Université. *L'Université de Paris...*, p. 337 et suiv.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 403 et suiv.

des études. On comprend dès lors mieux le peu de démarches effectuées par la nation anglo-allemande auprès de la royauté anglaise.

Conclusion

La dernière partie de notre enquête a permis de montrer comment la nation anglo-allemande vécut au quotidien le gouvernement anglo-bourguignon. Si les maîtres se réunirent moins souvent, ils veillèrent tout de même constamment au bon fonctionnement de la corporation. Pour y arriver, ils firent parfois entorse aux statuts de la nation, notamment lors de l'élection des officiers. Ils aidèrent également financièrement les bedeaux. Bref, les maîtres mirent tout en œuvre pour garantir la poursuite des activités corporatives et d'enseignements.

La nation anglo-allemande dut également réagir à la conjoncture politique. Le *Liber procuratorum* montre qu'elle fut favorable à l'arrivée de Jean Sans Peur à Paris. La configuration géographique de son recrutement, principalement orienté au nord-est de l'Europe, l'y a sans doute incité. Elle sembla accueillir le traité de Troyes tout aussi positivement; ses origines anglaises la plaçant alors dans une position avantageuse face à Henri V. Si elle tenta d'en tirer profit dans les années 1420, elle cessa par la suite toute tentative d'intercession auprès du duc de Bedford. Essoufflée par ses problèmes de recrutement de maîtres et d'étudiants, la nation n'arriva pas à concrétiser ses aspirations.

Conclusion

Guy Fourquin, dans son histoire économique de la région parisienne à la fin du Moyen Âge, écrivit que les années 1410-1441 furent « la période la plus malheureuse de l'histoire du pays parisien »¹. La guerre de Cent Ans tournait à l'avantage des Anglais. Entre 1420 et 1436, ceux-ci contrôlèrent, suite au traité de Troyes, la plus grande et plus importante ville du royaume, Paris, entre les mains du duc de Bourgogne depuis 1418. En adoptant l'angle de vue de l'histoire des universités, notre recherche avait pour but de déterminer comment l'une des corporations de l'Université de Paris, la nation anglo-allemande, traversa ces années troublées de l'histoire française.

La première partie de notre enquête s'est intéressée, d'un double point de vue géographique et chronologique, au recrutement de la nation. En nous basant sur les listes de gradués du *Liber procuratorum*, nous avons constaté que cette dernière ressentit durement l'installation du gouvernement anglo-bourguignon à Paris. Ses effectifs chutèrent radicalement peu de temps après l'arrivée de Jean Sans Peur en mai 1418. Cette tendance,

¹ Guy Fourquin, *Les campagnes de la région parisienne...*, p. 290.

loin de s'amenuiser, s'intensifia même dans les années 1430; il arriva, pour quelques années, qu'aucun étudiant de la nation n'obtienne de grades à l'Université de Paris, situation tout à fait unique dans l'histoire du *studium*.

Le retour de Charles VII à Paris, en 1436, ne modifia pas l'attitude des étudiants envers l'Université de Paris. Nous ne pouvons pas *ipso facto* imputer directement leur désertion à la seule domination anglo-bourguignonne. En fait, l'absence de *scolares* au sein de la nation anglo-allemande résulta plutôt des effets délétères de la guerre de Cent Ans sur la conjoncture socioéconomique parisienne. Paris vécut difficilement les années anglo-bourguignonnes. De plus, les combats incessants rendaient difficiles les communications entre la région parisienne et le reste de l'Europe. Il est dès lors peu étonnant que le rayonnement de l'Université de Paris, perceptible tout au long du Moyen Âge, en fut profondément ébranlé.

Malgré la présence d'un gouvernement anglo-bourguignon, la nation accueillit un nombre considérable d'étudiants au milieu des années 1420. Les affrontements entre les troupes anglaises et françaises avaient alors lieu loin de l'Île-de-France. Au demeurant, les Anglais contrôlaient la partie septentrionale du royaume français, de telle manière que l'approvisionnement parisien se stabilisa et que les relations avec le nord et le nord-est de l'Europe, d'où provenait la majorité des membres de la nation anglo-allemande, furent facilitées. Il n'en fallut pas plus pour inciter les étrangers à recommencer à fréquenter l'Université de Paris.

Ce n'est toutefois qu'à la seconde moitié des années 1440 que les étudiants revinrent étudier au *studium* parisien avec constance. La Trêve de Tours, conclue entre

Charles VII et Henri VI en 1444, marqua la fin des combats autour de Paris tout en permettant à la ville de reprendre son souffle. L'arrêt des fléaux favorisa également le retour des étrangers.

L'étude géographique des effectifs de la nation met cependant en lumière une exception notoire. À l'opposé de leurs confrères allemands ou scandinaves, les Écossais furent plus sensibles à la prise de contrôle de Paris par les Anglais. Plutôt indifférents à l'arrivée de Jean Sans Peur en 1418, ils fuirent soudainement la ville lorsque Henri V entra dans le jeu politique français en 1420. Engagés dans une guerre d'indépendance avec la royauté anglaise, les Écossais, alliés de Charles VII, n'avaient pas intérêt à demeurer à Paris. Cet exemple montre que les alliances politiques jouaient un rôle dans la configuration géographique de la mobilité étudiante au Moyen Âge.

À l'opposé, un groupe ethnique souffrit moins que les autres de la crise engendrée par la domination anglo-bourguignonne. Les étudiants originaires de la zone baltique/scandinave continuèrent à fréquenter Paris en nombre considérable entre 1418 et 1436. Ils profitèrent sans aucun doute des réseaux commerciaux de la Hanse pour venir à Paris. Malgré le tumulte, ils purent également, par l'entremise des marchands hanséates, communiquer avec leur région d'origine et recevoir les ressources financières nécessaires à leur subsistance.

Après avoir étudié les répercussions de la domination anglo-bourguignonne sur le recrutement de la nation, nous avons tenté de déterminer comment celle-ci réagit à la présence d'un gouvernement étranger à Paris. Elle fut de toute évidence sympathique à l'arrivée de Jean Sans Peur en 1418. La majeure partie de ses étudiants étant issus de

royaumes proches des possessions bourguignonnes, elle ne pouvait que se féliciter de la venue du duc. En outre, les origines anglaises de la nation lui laissaient présager un bel avenir lorsque le traité de Troyes fut conclu. Consciente de cet atout, la corporation projeta souvent d'intercéder auprès de Henri V et du duc de Bedford. Elle parvint même, en 1427, à obtenir la promesse d'un collège destiné aux étudiants anglais.

La nation n'eut cependant ni les moyens ni le temps d'assurer ses ambitions. Affaiblie économiquement par la pénurie d'étudiants et privée de maîtres expérimentés dans le jeu politique, elle ne put tirer profit de la présence d'un gouvernement anglo-bourguignon à Paris. Même l'Université, qui travaillait alors sans relâche à la conservation de ses privilèges, lui préféra les trois autres nations parisiennes pour intercéder auprès des autorités anglo-bourguignonnes.

La nation fut-elle consciente de ce qui s'apparente, aux yeux de l'historien, à un échec? Rien n'est moins sûr. Dans toute cette tourmente, elle dut être avant tout préoccupée par la poursuite de l'enseignement et des activités corporatives. Une analyse des délibérations de la nation a montré que pour y arriver, elle n'hésita pas à mettre de côté ses statuts et à aider financièrement ses officiers.

Quoi qu'il en soit, lorsqu'elle réussit à sortir d'une crise de recrutement qui avait duré plus de deux décennies, elle sembla tourner le dos à ses origines. Dès le milieu des années 1440, les procureurs abandonnèrent définitivement l'appellation *nacio anglicane* pour utiliser, au début de leurs comptes-rendus dans le *Liber procuratorum*, l'expression *nacio alemanie*. Dans un royaume français de plus en plus conscient de son identité, il lui valait dorénavant mieux être allemande qu'anglaise. Au total, nous pourrions, sans

déformer la réalité, transposer le commentaire de Guy Fourquin à la nation anglo-allemande : les années 1418-1444 furent sans aucun doute la période la plus sombre de son histoire.

Tel est le portrait que nous avons pu dresser des répercussions de la domination anglo-bourguignonne sur la nation anglo-allemande. Plusieurs questions demeurent évidemment en suspens. Nous aurions aimé, par exemple, mieux connaître l'attitude de la nation envers la royauté anglaise et Charles VII. Mais, comme c'est si souvent le cas en histoire médiévale, nous nous sommes butés au mutisme des sources. Les réponses à ces questions, malgré leur pertinence, resteront sans doute dans l'univers insondable de l'Occident médiéval. Par contre, notre recherche suscite également des interrogations plus générales qui devraient attirer la curiosité des historiens et dont certaines sources en permettent le traitement.

D'une part, le recrutement des étudiants, bien qu'analysé à maintes reprises, devrait faire l'objet d'une attention particulière. Étant donné le cadre spatio-temporel que nous avons choisi, nous n'avons pas décrit les modalités du retour des étrangers à l'Université de Paris. Ceux-ci revinrent certes au *studium* parisien à la fin des années 1440, mais nous ne savons pas si le rythme de fréquentation se maintint par la suite. Pourtant, certains indices laissent croire que la reprise s'avéra difficile. Au XVe siècle, plusieurs villes situées dans des territoires qui relevaient de la nation anglo-allemande se dotèrent d'une université : Rostock en 1419, Trière en 1454, Greifswald en 1456 et Fribourg en 1457². Nous pouvons donc légitimement penser que ces nouvelles universités freinèrent l'affluence d'étudiants

² Voir la liste établie par Jacques Verger dans Hilde de Ridder-Symoens, éd., *A History of the University...*, p. 62-64.

étrangers à Paris. Au mieux, ils modifièrent sans doute la composition géographique de la nation anglo-allemande.

Le sujet le plus prometteur en enseignement dépasse quant à lui le cadre strict de l'Université de Paris. Les historiens n'ont jamais cru bon d'explorer les liens possibles entre les réseaux de communication et la mobilité des étudiants au Moyen Âge. Pourtant, notre recherche montre que l'historiographie des universités gagnerait à s'intéresser davantage aux acteurs qui assuraient la liaison entre les *scolares* et leurs patries d'origine. Pour en cerner les modalités, il faudrait d'abord revoir notre connaissance des messagers universitaires. La thèse de droit de Budelot, publiée en 1934³, en plus de s'intéresser peu au Moyen Âge, appartient à cette historiographie descriptive qui, sans être inutile, s'adapte mal aux paramètres modernes de l'histoire médiévale.

En second lieu, il faudrait faire une étude à grande échelle (ou multiplier les enquêtes régionales) de l'apport des réseaux commerciaux dans les contacts entre les étudiants étrangers et leurs régions d'origine. L'étendue de notre cadre spatio-temporel et le peu d'étudiants concernés par notre investigation ne nous permettaient pas d'espérer plus que quelques hypothèses à ce sujet. Il serait donc souhaitable d'élargir l'analyse à l'ensemble des *studia* européens. Or, les documents traditionnels sur lesquels se base l'histoire des universités, tels les délibérations des nations ou les matricules étudiants, n'éclairent que très imparfaitement la question. L'historien doit plutôt s'intéresser à un corpus de sources éparses, comme la correspondance entre les étudiants et leurs régions d'origine ou encore celle des marchands, qu'ils soient hanséates, flamands, anglais ou

³ Suzanne Budelot, *Messageries universitaires et messageries royales*, Paris, F. Loviton et cie., 1934, 116 p.

italiens. Cet éparpillement documentaire, au même titre que la diversité linguistique qui en dérive, rend difficile un travail isolé. Malgré ces embûches méthodologiques, une telle étude s'avère pourtant primordiale à la juste compréhension de la *peregrinatio academica* médiévale.

Bibliographie

I Bibliographies et état de la question

BALARD, Michel, dir. *Bibliographie de l'histoire médiévale en France (1965-1990)*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1992, 486 p.

BOYCE, Gray Cowan. « American Studies in Medieval Education ». *Progress of Mediaeval and Renaissance Studies*, 19 (1947), p. 6-30.

FLETCHER, John M. et Julian DEAHL. « European Universities 1300-1700 : The Development of Research 1969-81, and a Summary Bibliography », dans James M. KITTELSON et Pamela J. TRANSUE, dir. *Rebirth, Reform and Resilience : Universities in Transition 1300-1700*. Columbus, Ohio State University Press, 1984, p. 324-57.

FLETCHER, John M. et Christopher A. UPTON. « Publications on University History Since 1977 : a Continuing Bibliography ». *History of Universities*, 7 (1988), p. 371-468.

GUENÉE, Simonne et Jacques MONFRIN. *Bibliographie de l'histoire des universités françaises des origines à la Révolution*. Paris, Picard, 1981, 566 p.

STELLING-MICHAUD, Sven. « L'histoire des universités au Moyen Âge et à la Renaissance au cours des 25 dernières années », dans Comité international des sciences historiques. *Rapports du XI^e Congrès international des Sciences historiques*. Stockholm, Almqvist & Wiksell, 1960, vol.1, p. 97-143.

VERGER, Jacques. « Les historiens français et l'histoire de l'éducation au Moyen Âge : onze ans après ». *Histoire de l'éducation*, 50 (1991), p. 5-16.

VERGER, Jacques. « Tendances actuelles de la recherche sur l'histoire de l'éducation en France (XII^e-XV^e siècles) ». *Histoire de l'éducation*, 6 (1980), p. 9-34.

II Sources et travaux anciens

ALLMAND, Christopher et Charles Arthur J. ARMSTRONG, éd. *English Suits Before the Parlement of Paris 1420-1436*. Londres, Royal Historical Society, 1982, 328 p.

BOULAY, César Égasse Du. *Recueil des privilèges de l'Université de Paris accordez par les rois depuis sa fondation jusqu'à Louis le Grand, XIV^e du nom*. Paris, C. Thiboust, 1674, 291 p.

BOULAY, César Égasse Du. *Remarques sur les bedeaux de l'Université*. Paris, P. de Bresche, 1670, 62 p.

BOULAY, César Égasse Du. *Historia Universitatis Parisiensis a Carolo Magno ad nostra tempora*. Paris, F. Noel et P. de Bresche, 1665-1673, 6 vol.

BOUVIER, Gilles le. *Le livre de la description des pays*. Paris, E. Leroux, 1908, 260 p.

CHÂTELAIN, Émile, Heinrich DENIFLE *et al.*, éd. *Auctarium chartularii Universitatis Parisiensis*. Paris, H. Didier, 1935-1964, 6 vol.

COSNEAU, Eugène, éd. *Les grands traités de la guerre de Cent Ans*. Paris, Picard, 1889, p. 102-115.

FÉLIBIEN, Michel et Guy Alexis LOBINEAU. *Histoire de la ville de Paris*. Paris, Desprez et Desessartz, 1725, 5 vol.

JOURDAIN, Charles. *Index chronologicus chartarum pertinentium ad historiam Universitatis Parisiensis ab ejus originibus ad finem decimi sexti saeculi*. Paris, Hachette, 1862, 433 p.

Journal de Clément de Fauquembergue, greffier du Parlement de Paris, 1417-1435. Alexandre TUETÉY, éd. Paris, Renouard, 1903-1915, 3 tomes.

Journal d'un bourgeois de Paris (1405-1449). Alexandre TUETÉY, éd. Paris, H. Champion, 1881, 415 p.

LONGNON, Auguste, éd. *Paris pendant la domination anglaise (1420-1436) : documents extraits des registres de la Chancellerie de France*. Paris, H. Champion, 1878, 374 p.

III Nations / Nation anglo-allemande

BOYCE, Gray Cowan. « The Controversy over the Boundary between the English and Picard Nations in the University of Paris (1356-1358), dans *Études d'histoire dédiées à la mémoire de Henri Pirenne par ses anciens élèves*. Bruxelles, Nouvelle société d'éditions, 1937, p. 55-66.

BOYCE, Gray Cowan. *English-German Nation in the University of Paris During the Middle Ages*. Bruges, Saint Catherine Press, 1927, 232 p.

CHÂTELAIN, Émile. « Le 'Livre' ou 'Cartulaire' de la nation d'Angleterre et d'Allemagne dans l'ancienne Université de Paris ». *Mémoire de la Société historique de Paris*, 18 (1891), p. 73-100.

COURTENAY, William J. « Foreign Study in a Time of War : English Scholars at Paris, 1325-1345 ». *History of Universities*, 14 (1995-1996), p. 31-42.

GABRIEL, Astrick L. *Garlandia. Studies in the History of the Mediaeval University*. Frankfurt am Main, J. Knetch, 1969, 287 p.

GABRIEL, Astrick L. « La Hongrie et le *Livre des receveurs* de la nation anglo-allemande, 1425-1494 ». *Études finno-ougriennes*, 4 (1967), p. 42-60.

GABRIEL, Astrick L. « Les étudiants étrangers à l'Université de Paris au XV^e siècle ». *Annales de l'Université de Paris*, 29 (1959), p. 377-400.

GABRIEL, Astrick L. « Les Livres des receveurs de la nation anglo-allemande à l'Université de Paris au XV^e siècle ». *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions et des belles-lettres*, 1955 (avril-juin), p. 264-271.

GENET, Jean-Philippe. « Prosopographie : les sources universitaires et l'origine régionale des étudiants néerlandais », dans *Éditions en ligne de l'Institut de recherche et d'histoire des textes (IRHT)*. [en ligne], <http://aedilis.irht.cnrs.fr/weijers/weijers2.htm>, (Page consultée le 16 janvier 2006).

JOURDAIN, Charles. *Excursions historiques et philosophiques à travers le Moyen Âge*. Paris, Firmin-Didot, 1888, 641 p.

KIBRE, Pearl. *The Nations in the Mediaeval Universities*. Cambridge USA, Mediaeval Academy of America, 1948, 240 p.

MAURY, Lucien. « Les étudiants scandinaves à Paris (XI^e-XV^e siècles) ». *Annales de l'Université de Paris*, 9 (1934), p. 223-246.

MONFRIN, Jacques. « À propos du livre de la nation anglaise de l'Université de Paris ». *Bibliothèque de l'École de Chartres*, 130 (1972), p. 237-248.

MORNET, Elisabeth. « L'écolier, le procureur et la nation. Étudiants nordiques à l'Université de Paris à la fin du Moyen Âge », dans Frédéric ATTAL, Jean GARRIGUES *et al.* *Les universités en Europe du XIII^e siècle à nos jours : espaces, modèles et fonctions*. Paris, Publ. de la Sorbonne, 2005, p. 39-61.

MORNET, Elisabeth et Jacques VERGER. « Heurs et malheurs de l'étudiant étranger », dans Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public. *L'étranger au Moyen Âge, Actes du XXX^e Congrès des Historiens médiévistes de l'Enseignement supérieur, Göttingen 1999*. Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, p. 217-232.

MORNET, Elisabeth. « 'Entre Église et État'. Élités scandinaves à Paris sous le règne de Charles VI », dans *Saint-Denis et la royauté, Études offertes à Bernard Guenée*, travaux réunis par Françoise AUTRAND, Claude GAUVARD et Jean-Marie MOEGLIN. Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 91-107.

PÉRDRIZET, Paul. *Le calendrier de la nation d'Allemagne de l'ancienne Université de Paris*. Paris, Les Belles Lettres, 1937, 120 p.

TANAKA, Mineo. *La nation anglo-allemande de l'Université Paris à la fin du Moyen Âge*. Paris, Aux amateurs de livres, 1990, 304 p.

TOULOUSE, Madeleine. *La nation anglaise-allemande de l'Université de Paris des origines à la fin du XV^e siècle*. Paris, Librairie du recueil Sirey, 1939, 183 p.

WAXIN, Marie. *Statut de l'étudiant étranger dans son développement historique*. Amiens, Yvert, 1939, 299 p.

IV Universités - Université de Paris

BALDWIN, John W. et Richard A. GOLDTHWAITE, dir. *Universities in Politics. Case Studies from the Late Middle Ages and Early Modern Period*. Baltimore/London, John Hopkins Press, 1972, 138 p.

BENDER, Thomas. *The University and the City. From Medieval Origins to the Present*. Oxford-New York, Oxford University Press, 1988, 313 p.

CHRISTOPHE, Charles et Jacques VERGER. *Histoire des universités*. Paris, PUF, 1994, 126 p.

COBBAN, ALAN B. *The Medieval Universities : their Development and Organization*. London, Methuen, 1975, 264 p.

COBBAN, Alan B. « Medieval student power ». *Past and Present*, 53 (1971), p. 28-66.

COURTEMANCHE, Danielle. « Une institution scolaire dans le Paris occupé : le collège de Dormans au XV^e siècle ». *Villes, Histoire et Culture*, 2 (1997), p. 35-51.

D'IRSAY, Stephen. *Histoire des universités françaises et étrangères des origines à nos jours*. vol. 1 : *Moyen Âge et Renaissance*. Paris, Picard, 1933, 372 p.

DUPILLE, Chantal. *Les Enragés du XV^e siècle. Les étudiants au Moyen Âge*. Paris, Éditions du Cerf, 1969, 224 p.

GABRIEL, Astrick L. « La protection des étudiants à l'Université de Paris au XIII^e siècle ». *Revue de l'Université d'Ottawa*, 20 (1950), p. 48-69.

KIBRE, Pearl. *Scholarly Privileges in the Middle Ages. The Rights, Privileges and Immunities of Scholars and Universities at Bologna, Padua, Paris and Oxford*. Cambridge USA, Mediaeval Academy of America, 1962, 446 p.

KOUAMÉ, Thierry. *Le collège de Dormans-Beauvais à la fin du Moyen Âge. Stratégies politiques et parcours individuels à l'Université de Paris (1370-1458)*. Leyde, E.J. Brill, 2005, 720 p.

LUSIGNAN, Serge. " *Vérité garde le Roy* ". *La construction d'une identité universitaire en France (XIII^e-XV^e siècle)*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, 332 p.

LUSIGNAN, Serge. « Intellectuels et vie politique en France à la fin du Moyen Âge », dans Eduardo ANDUJAR *et al.*, dir. *Les philosophies morales et politiques au Moyen Âge. Moral and Political Philosophies in the Middle Ages*. New York/Ottawa, Legas, 1995, t. 1, p. 67-281.

MENACHE, Sophia. « La naissance d'une nouvelle source d'autorité : l'Université de Paris ». *Revue Historique*, 268 (1982), p. 305-327.

MOULIN, Léo. *La vie des étudiants au Moyen Âge*. Paris, Albin Michel, 1991, 296 p.

OUVAROV, Pavel. « L'Université de Paris et les intérêts locaux à la limite des XIV^e-XV^e siècles : 'Les États généraux en miniature ?' », dans *Colloques des historiens français et soviétiques. Actes du 11e colloque des historiens français et soviétiques*. t. 1 : *L'administration centrale et le pouvoir en France et en Russie (XIII^e-XV^e siècles)*. Paris, Comité français des sciences historiques, 1990, p. 137-164.

PAQUET, Jacques. *Les matricules universitaires*. Turnhout, Brepols, 1992, 152 p.

PAQUET, Jacques et Jozef IJSEWIJN, dir. *Les universités à fin du Moyen Âge : Actes du Congrès international de Louvain, 26-30 mai 1975*. Louvain, Institut d'études médiévales, 1978, 661 p.

POWICKE, Frederick M. *Ways of Medieval Life and Thought*. New York, Odhams Press, 1971, 256 p.

RASHDALL, Hastings. *The Universities of Europe in the Middle Ages*. vol. 1 : *Salerno, Bologna, Paris*. Oxford, Clarendon Press, 1936 [1895], 593 p.

REUSENS, Edmond. *Matricule de l'Université de Louvain*. Bruxelles, Kiessling, 1903, 423 p.

RIDDER-SYMOENS, Hilde de, dir. *A History of the University in Europe*. vol. 1 : *Universities in the Middle Ages*. Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 506 p.

ROUX, Simone. *La rive gauche des escoliers (XV^e siècle)*. Paris, Éditions Christian, 1992, 186 p.

SAMARAN, Charles. « La vie estudiantine à Paris au Moyen Âge », dans Louis HALPHEN *et al.* *Aspects de l'Université de Paris*. Paris, A. Michel, 1949, p. 103-134.

TUILIER, André. *Histoire de l'Université de Paris et de la Sorbonne*. tome 1 : *Des origines à Richelieu*. Paris, Nouvelle Librairie de France, 1994, 620 p.

TOURNIER, Laurent. « Junior and Antiquior at the University of Paris at the End of the Middle Ages ». *History of Universities*, 17 (2001-2002), p. 1-18.

L'Université de Paris dans les événements politiques du royaume de France. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université de Reims Champagne-Ardenne, 2000, 555 p.

VERGER, Jacques. *Les gens de savoir en Europe de la fin du Moyen Âge*. Paris, PUF, 1997, 240 p.

VERGER, Jacques. « Étudiants et gradués allemands dans les universités françaises du XIV^e au XVI^e siècle », dans Rainer C. SCHWINGES, dir. *Gelehrte im Reich. Zur Sozial- und Wirkungsgeschichte akademischer Eliten des 14. bis 16. Jahrhunderts*. Berlin, Duncker & Humblot, 1996, p. 23-40.

VERGER, Jacques. *Les universités françaises au Moyen Âge*. New York, E.J. Brill, 1995, 255 p.

VERGER, Jacques. « Les universités entre pouvoirs universels et pouvoirs locaux au Moyen Âge », dans *Universitates e università*. Bologne, Bologna University Press, 1995, p. 29-38.

VERGER, Jacques. « Les universités françaises et le pouvoir politique, du Moyen Âge à la Révolution », dans Andrea ROMANO et Jacques VERGER, dir. *I poteri politici e il mondo universitario (XIII-XX secolo), Atti del Convegno Internazionale di Madrid (28-30 Agosto 1990)*. Messina, Rubbettino, 1994, p. 17-33.

VERGER, Jacques. « La mobilité étudiante au Moyen Âge ». *Histoire de l'éducation*, 50 (1991), p. 65-90.

VERGER, Jacques. « Les libertés universitaires en France au Moyen Âge », dans *Les libertés au Moyen Âge*. Montbrisson, Ville de Montbrisson, 1987, p. 419-432.

VERGER, Jacques. *Histoire des universités en France*. Toulouse, Privat, 1986, 432 p.

VERGER, Jacques. « L'Université de Paris au Moyen Âge ». *Commentaire*, 36 (1986), p. 759-769.

VERGER, Jacques. « Les professeurs des universités françaises à la fin du Moyen Âge », dans Jacques LE GOFF et Béla KÖPECZI, dir. *Intellectuels français, intellectuels hongrois. XIII^e-XX^e siècles*. Paris, CNRS, 1985, p. 23-39.

VERGER, Jacques. « Les universités françaises au XV^e siècle : crise et tentative de réforme ». *Cahiers d'histoire*, 21 (1976), p. 43-66.

VERGER, Jacques. *Les Universités au Moyen Âge*. Paris, PUF, 1973, 214 p.

WEIJERS, Olga. *Terminologie des universités au XIII^e siècle*. Rome, Dell' Ateneo, 1987, 437 p.

V Contexte historique

ABRAHAM-THISSE, Simonne. « Les intérêts des Hanséates en France : XIII^e-XV^e siècle », dans Nils JÖRN, Werner PARAVICINI et Horst WERNICKE, dir. *Hansekaufleute in Brugge. Teil 4 : Beiträge der internationalen Tagung in Brügge April 1996*. Frankfurt am Main, P. Lang, 2000, p. 349-380.

ABRAHAM-THISSE Simonne. « La correspondance d'un marchand hanséate au Moyen Âge : Hildebrand Veckinchusen », dans Société des historiens médiévistes de l'enseignement supérieur public, *Le Marchand au Moyen-Age, XIX^e Congrès de la S.H.M.E.S. (Reims, Juin 1988)*. Nantes, CID éditions, 1992, p. 121-136.

ALLMAND, Christopher. *La guerre de Cent Ans : L'Angleterre et la France en guerre, 1300-1450*. Paris, Fayot, 1999, 284 p.

ALLMAND, Christopher. *Lancastrian Normandy, 1415-1450. The History of a Medieval Occupation*. Oxford University Press, Oxford, 1986, 349 p.

ANDERSSON, Ingvar. *Histoire de la Suède : des origines à nos jours*. Roanne, Horvath, 1973, 400 p.

ARMSTRONG, Charles Arthur J. « La double monarchie France-Angleterre et la maison de Bourgogne : Le déclin d'une alliance, 1420-35 ». *Annales de Bourgogne*, 37 (1965), p. 87-112.

AUBERT, Félix. *Le Parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII (1314-1422)*. Paris, Picard, 1887 et 1890, 2 vol.

AUDUC, Jean-Louis. « Bapaume : un carrefour routier aux XIII^e et XIV^e siècles », dans Centre culturel de l'abbaye de Flaran. *L'Homme et la route en Europe occidentale au Moyen Âge et aux Temps modernes (Deuxièmes journées internationales d'histoire, 1980)*. Auch, Comité départemental du tourisme du Gers, 1982, p. 241-253.

AUTRAND, Françoise. *Charles VI : la folie du roi*. Paris, Fayard, 1986, 647 p.

D'AVOUT, Jacques. *La querelle des Armagnacs et des Bourguignons*. Paris, Gallimard, 1943, 431 p.

BOSSUAT, André. « Le Parlement de Paris pendant l'occupation anglaise ». *Revue Historique*, 229 (1963), p. 19-40.

BOURRASSIN, Emmanuel. *La France anglaise, 1415-1453 : chronique d'une occupation*. Paris, Tallandier, 1981, 320 p.

COVILLE, Alfred. *Les Cabochiens et l'ordonnance de 1413*. Paris, Hachette, 1888, 456 p.

Congrès national des sociétés savantes. *La France anglaise au Moyen Âge. Actes du 111e Congrès national des sociétés savantes (Poitiers, 1986), Section d'histoire médiévale et de philologie*. Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1988, t.1, 586 p.

DELORT, Robert. « Les livres de commerce de Hildebrand Veckinchusen ». *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 132 (1974), p. 110-121.

DODU, Gaston. « Le Roi de Bourges, ou dix-neuf ans de la vie de Charles VII ». *Revue Historique*, 159 (1928), p. 38-78.

DOLLINGER, Philippe. *La Hanse (XII^e-XVII^e siècles)*. Paris, Aubier, 1988 [1964], 598 p.

DUCHEIN, Michel. « L'Écosse dans la guerre de Cent Ans », dans Jean KERHEVÉ et Alain RIGAUDIÈRE, dir. *Finances, pouvoirs et mémoire : mélanges offerts à Jean Favier*. Paris, Fayard, 1999, p. 279-291.

FAVIER, Jean. *Nouvelle histoire de Paris*. vol. 4 : *Paris au XV^e siècle, 1380-1500*. Paris, Hachette, 1974, 486 p.

FAVIER, Jean. *La guerre de Cent Ans*. Paris, Fayard, 1980, 678 p.

FAVIER, Jean. « Occupation ou connivence ? Les Anglais à Paris (1420-1436) », dans PAVIOT, Jacques et Jacques VERGER, dir. *Guerre, pouvoir et noblesse au Moyen Âge : Mélanges en l'honneur de Philippe Contamine*. Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000, p. 239-260.

FAVIER, Jean. *Les contribuables parisiens à la fin de la guerre de Cent Ans. Les rôles d'impôt de 1421, 1423 et 1438*. Genève/Paris, Droz, 1970, 373 p.

FOURQUIN, Guy. *Les campagnes de la région parisienne à la fin du Moyen Âge : du milieu du XIII^e siècle au début du XVI^e siècle*. Paris, PUF, 1964, 585 p.

GAUDEMET, Jean. « Les universités et la vie politique (XIII^e-XVIII^e siècles) », dans Andrea ROMANO et Jacques VERGER, dir. *I poteri politici e il mondo universitario (XIII-XX secolo), Atti del Convegno Internazionale di Madrid (28-30 Agosto 1990)*, Messina, Rubbettino, 1994, p. 3-16.

GENET, Jean-Philippe. « Le roi de France anglais et la nation française au XV^e siècle », dans Rainer BABEL et Jean-Marie MOEGLIN, dir. *Identité régionale et conscience nationale en France et en Allemagne du Moyen Âge à l'époque moderne. Actes du colloque organisé par l'Université Paris XII*. Sigmaringen, Jan Thorbecke Verlag, 1997, p. 39-58.

GRASSOREILLE, Georges. *Histoire politique du chapitre de Notre-Dame de Paris pendant la domination anglaise, 1420-1437*. Paris, Société de l'histoire de Paris, 1882, 84 p.

LITTLE, Roger G. *The « Parlement » of Poitiers*. London, Royal Historical Society, 1984, 248 p.

PARDESSUS, M. « Le rôle du clergé de Paris pendant l'occupation anglaise de la guerre de Cent Ans, 1420-1436 ». *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 108 (1950), p. 81-84.

POSTAN, Michael M. et Eileen POWER, dir. *Studies in English Trade in the Fifteenth Century*. London, Routledge & K. Paul, 1951, 435 p.

ROY, Lyse. *L'université de Caen aux XV^e et XVI^e siècles. Identité et représentation*. Leyde, E.J. Brill, 2006, 314 p.

SEIFERT, Dieter. « Hildebrand Veckincusen : A Typical Hanseatic Merchant in the Low Countries », dans Peter STABEL, Bruno BLONDÉ, Anke GREVE, dir. *International Trade in the Low Countries (14th-16th Centuries). Merchants, Organisation, Infrastructure. Proceedings of the International Conference Ghent-Antwerp, 12th-13th January 1997*. Leuven-Apeldoorn, Garant, 2000, p. 45-53.

SULLIVAN, Thomas. *Benedictine Monks at the University of Paris, ad 1229-1500 : A Biographical Register*. Leyde, E.J. Brill, 1995, 458 p.

THOMSON, Llewelyn. *Paris and its People under English Rule. The Anglo-Burgundian Regime, 1420-1436*. Oxford, Clarendon Press, 1991, 276 p.

WECZERKA, Hugo. « Les routes terrestres de la Hanse », dans Centre culturel de l'abbaye de Flaran, *L'Homme et la route en Europe occidentale au Moyen Âge et aux Temps modernes (Deuxièmes journées internationales d'histoire, 1980)*. Auch, Comité départemental du tourisme du Gers, 1982, p. 15-24.